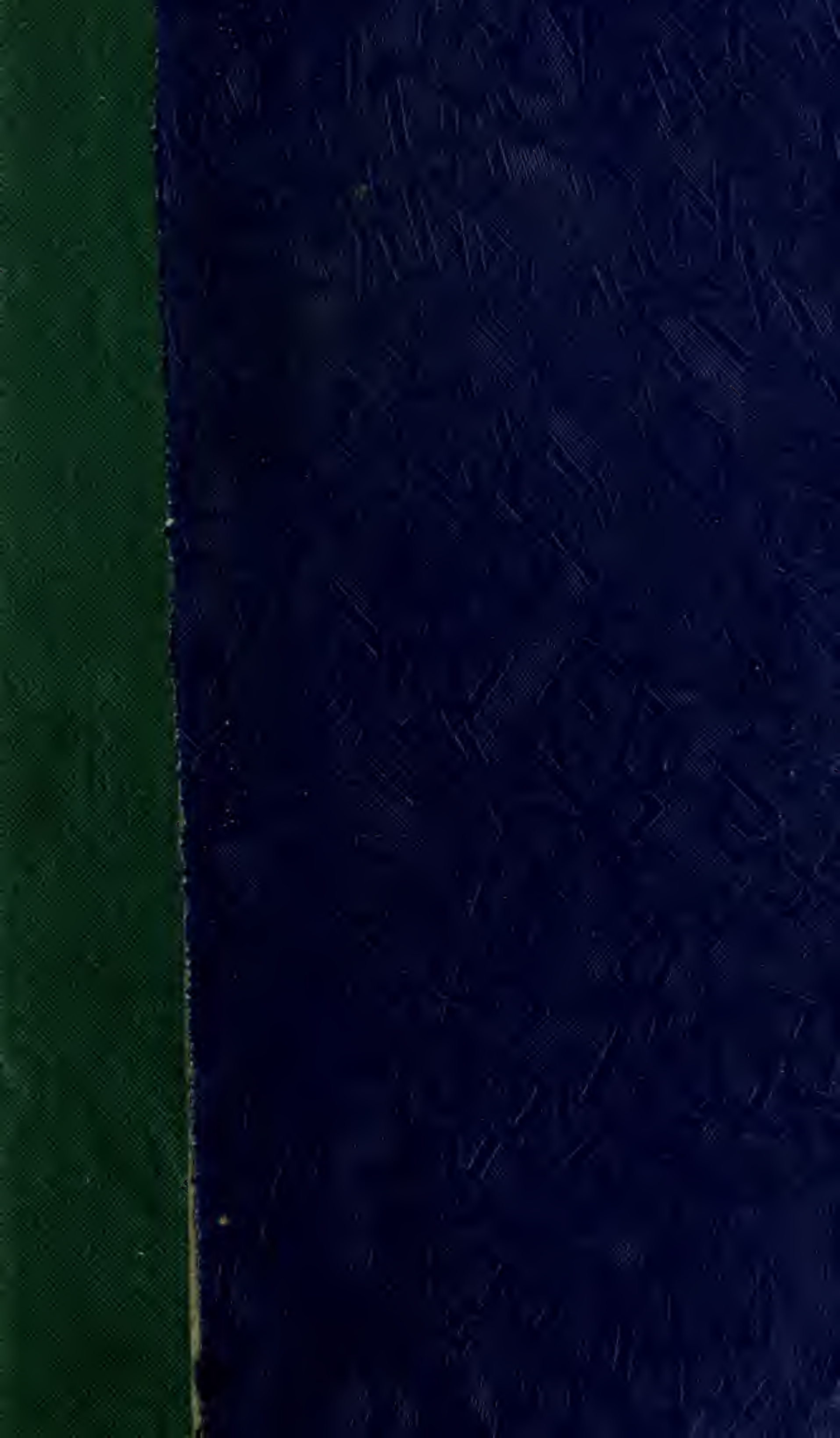


QUINZE ANNÉES

D'UN PROSCRIT.

TOME I.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER,
RUE DE SEINE, N. 14.

QUINZE ANNÉES

D'UN

PROSCRIT

PAR LE GÉNÉRAL

GUILLAUME DE VAUDONCOURT.

> Damnatos fidei crimine, gravissimo inter desciscentes. Tacit., *Histor.*, I. 69.
>
> Condamnés pour le crime de fidélité, le plus grave aux yeux des transfuges.

TOME PREMIER.

PARIS,

DUFEY, LIBRAIRE, RUE DES MARAIS-ST.-GERMAIN, N. 17.

M DCCC XXXV.

INTRODUCTION.

Le temps présent est encore celui des mémoires, parce que celui de l'histoire, sévère, véridique, impartiale, n'est point encore arrivé. Lorsqu'une nation a été long-temps agitée par des secousses aussi violentes que profondes ; lorsque les passions, loin de se calmer, semblent s'allumer chaque jour

davantage par le soin qu'on prend chaque jour de les irriter, il est impossible d'attendre de l'impartialité du plus grand nombre des écrivains. Les factions sont exclusives de leur nature, rien n'est bien hors de leur cercle, tout est bien dans leur sein ; leur but étant d'arriver à la domination, elles doivent nécessairement dans un siècle de lumières s'attribuer la supériorité morale, et chercher dans leurs écrits à justifier cette prétention. Comment y parvenir, si ce n'est en dénaturant les faits, pour exagérer le bien et dissimuler le mal, souvent même pour effacer la trace des crimes? Si l'histoire des révolutions n'était écrite que par ceux qui y ont été acteurs, le mal ne serait pas sans remède ; du contraste de leurs reproches et de leurs justifications, de l'opposition même de leurs récits, il serait possible encore de déduire la vérité. Mais il est une autre classe d'écrivains bien plus dangereux ; ce sont ceux dont la plume, guidée par une basse flatterie ou une lâche complaisance, ne sait que louer les puissans et calomnier ceux que les dominateurs poursuivent ; sous le masque hypocrite de l'impartialité, mentant avec la plus audacieuse im-

pudeur sur les faits, ils distillent un poison d'autant plus actif et plus sûr, que leurs paroles sont celles de la modération, et que leurs jugemens sont déduits bénignement des faits faux, sur lesquels ils ont établi leurs raisonnemens. Notre siècle fourmille de cette classe d'écrivains, et leurs nombreuses productions ont presque étouffé le peu de monumens vraiment historiques qu'un petit nombre d'hommes courageux et impartiaux ont voulu élever.

C'est ainsi qu'on a falsifié l'histoire de notre révolution et de la grande lutte qu'a eu à soutenir pendant vingt-cinq ans la cause de la liberté civile et de l'indépendance des peuples contre l'aristocratie féodale et le double despotisme civil et religieux. La génération présente est devenue presque étrangère à des évènemens qui se sont passés avant elle, ou au moins à une époque où le jugement de ses membres n'était pas assez avancé pour bien voir et bien apprécier les faits. Elle n'a pu par elle-même en connaître les causes et le moteurs; elle n'a pu démêler les fils de ces trames sanglantes, qui ont échappé à la plupart d'entre nous, qui avons vécu

dans ces temps glorieux et terribles, qui n'avons pu, sans des efforts presque surhumains, nous soutenir et résister au tourbillon excité dans notre patrie par des agens et des influences placés hors de nos frontières. Elle n'a pu, dans les Trestaillons de 1815, reconnaître les hideux auteurs des scènes de la Glacière d'Avignon en 1793 ; ni parmi ceux qui évoquent tous les jours et qui anathématisent *les crimes de la révolution*, reconnaître ces mêmes zélateurs furibonds, qui, s'étant emparés des comités révolutionnaires, excitaient au carnage un peuple irrité par des intrigues odieuses, par des conspirations, sans cesse renouvelées, dont la tendance criminelle permettait à peine aux hommes sages de se renfermer dans les bornes de la modération.

Les auteurs du crime sont ceux à qui il profite. Cet axiome de tous les temps et de tous les lieux, a trouvé plus que jamais son application pendant la restauration. Mais cette application n'a pas encore été faite, parce que les termes de comparaison sont trop éloignés pour être facilement saisis par la génération actuelle. Il en résulte que, par la plus étrange aberration, les bourreaux ont osé insulter

leurs victimes ; et que ceux d'entre les patriotes de 89, qui ont eu le bonheur d'échapper à la tourmente, ont été accusés du meurtre de leurs compagnons, par ceux-là mêmes dont les mains dégouttaient encore de leur sang.

On ne saurait douter que, lorsque la paix et le rétablissement de l'ordre intérieur eurent calmé les passions et fait cesser les chocs et les réactions, le public n'eût été éclairé sur tout ce qui s'était passé de 1789 à 1800, si, dès l'instant où l'esprit républicain commença graduellement à faire place à l'esprit monarchique, la presse ne s'était trouvée enchaînée. Il n'était guère possible qu'il en fût autrement ; trop d'individus avaient un intérêt direct à cacher leur rôle passé, pour ne pas insister auprès du nouveau gouvernement sur une mesure qu'il leur était facile de colorer, par la nécessité d'éteindre les passions dans l'oubli. Là commence un système de déception qui a duré jusqu'à ce jour. Il s'en fallait de beaucoup que tous les agens de l'étranger et de la faction féodale jésuitique, qui, sous le bonnet rouge, s'étaient glissés parmi les patriotes, eussent péri dans la tourmente. Le plus grand nom-

bre avait passé dans les rangs consulaires et impériaux, où quelques-uns parvinrent à des emplois éminens. En sacrifiant quelques noms, que la mort empêchait ceux qui les avaient portés de se plaindre de la déloyauté de *leurs camarades*, il leur fut facile de dénaturer l'histoire de leur temps; le crédit que leur qualité de contemporains et même d'acteurs donnait à leur faux témoignage, leur en fournissait les moyens. Le gouvernement, en cherchant dans l'intérêt de sa propre existence, à écarter la nation de toute idée d'un nouveau mouvement, vint à leur secours, et aida à égarer l'opinion publique.

Ce ne fut cependant pas par des ouvrages historiques ou philosophiques, que l'opinion publique fut le mieux trompée. Lus par un petit nombre d'hommes éclairés, assujétis à une controverse qui aurait bientôt fait briller la vérité, ils auraient manqué leur but : le gouvernement lui-même répugnait à une polémique dont il craignait les effets. Ce fut la forme romantique qu'on choisit. Bientôt les cabinets étrangers furent lavés de toute participation aux agitations intérieures de la France; le comité jésuite féodal d'outre-Rhin, disparut de la

scène avec ses agens de l'intérieur, et la nation française resta seule chargée du poids des désordres dont elle avait failli devenir la victime, et de son propre sang qu'elle avait répandu. La mort, en moissonnant journellement les témoins, accréditait des calomnies que bientôt on ne pourrait plus démentir ; et l'histoire de la révolution française, en vingt romans plus ou moins fades ou pathétiques, devint le livre officiel et le répertoire des matériaux pour les historiens futurs. Le gouvernement impérial fut le premier puni d'une déception qu'il avait tolérée. Si la masse de la nation avait connu dans les étrangers et dans la faction féodale jésuitique, les véritables auteurs des maux qu'elle avait soufferts, les étrangers ne nous auraient pas dominés.

Lorsque cette faction, à la faveur du rétablissement de l'ancienne dynastie, et surtout encouragée par les intentions connues des chefs de la coalition, se crut prête à atteindre son but constant et invariable, lorsqu'elle crut pouvoir travailler ouvertement à l'accomplissement de ses projets, les matériaux de déception, employés à l'avance, lui servirent merveilleusement. Ayant eu l'art de reje-

ter les maux de la révolution sur la révolution même, ayant su écarter de la scène les véritables artisans de nos discordes, les seuls auteurs de nos maux et du sang versé, elle échappait à la juste réprobation que devaient lui mériter tant de forfaits, commis pour ressaisir son empire sur le trône qu'elle voulait dominer et sa tyrannie sur la nation. Les témoins qui auraient pu la confondre et la convaincre étaient ou morts ou opprimés ; les transfuges qui avaient été successivement les séïdes, ou les persécuteurs de chaque parti, étaient passés dans ses rangs, ostensiblement ou en secret, et la servaient et cherchaient par un zèle fanatique à faire oublier leur turpitude passée. Alors naquirent des histoires de toutes couleurs, où le sens commun n'était souvent pas moins outragé que la vérité.

Mais, malgré le soin qu'on avait pris de falsifier ou d'écarter les documens qui contenaient la vérité, le bon sens national fit justice de ces sanglantes jongleries. Sans connaître la vérité, sans savoir jusqu'où s'étendait la fausseté et l'exagération, le public averti par quelques noms justement flétris, par d'autres non moins justement suspects,

par d'imprudentes révélations, amenées par l'avidité des récompenses et par la jalousie des préférences, soupçonna le mensonge, et bientôt le découvrit assez pour que ces productions tombassent dans l'oubli.

Cependant, il serait bientôt temps que la vérité éclairât l'histoire des vingt-cinq années d'orages, de dangers et de gloire, par lesquelles nous avons passé; l'honneur même de la France voudrait, autant que son bonheur futur et l'instruction de ses jeunes citoyens, que la révolution fût connue dans ses causes, ses phases et ses effets, telle qu'elle a véritablement été.

Ce n'est que dans des mémoires contemporains, qu'on peut puiser ces connaissances, plus utiles peut-être encore qu'intéressantes; mais il faut qu'ils soient tracés d'une main fidèle et impartiale; il faut que leurs auteurs, s'ils ont été acteurs du grand drame, n'aient rien à déguiser ou à taire, pour leur propre compte. S'ils n'ont été que spectateurs, il faut qu'ils aient pu bien voir et aient bien vu : dans l'un et l'autre cas, qu'ils se dépouillent de toute affection personnelle, de toute prédilection

de parti, qu'ils n'écoutent que la vérité, telle que leur expérience a dû la leur montrer. L'aveu d'une erreur de bonne foi, honore celui qui le fait, en même temps qu'il instruit celui qui le lit. Ces conditions ne sont pas aussi difficiles à rencontrer qu'on le pense peut-être. A l'âge où sont ceux qui ont vu naître la révolution, les illusions sont dissipées, leur carrière terminée n'a plus besoin de déguisement pour mendier un avenir souvent trompeur : un pied dans la tombe et les yeux élevés vers le souverain juge, qui bientôt les attend, ils sont arrivés au moment où, toute crainte et toute espérance cessant, la vérité est le seul passeport avec lequel ils puissent se présenter devant le trône de l'Eternel.

Leurs travaux, leurs récits, leurs souvenirs, seront un service réel rendu à la patrie; il est temps enfin, au milieu de déclamations furibondes, et de défenses incertaines, que le flambeau de la vérité vienne éclairer la scène et distinguer ses vrais amis de ces sycophantes qui n'arborent ses étendarts que pour la trahir. De quoi peuvent-ils avoir à rougir, qu'ont-ils à déguiser, les patriotes de 89? Ont-ils

jamais voulu plus que les droits que réclame la nation? Ont-ils déserté la cause de la liberté, que beaucoup d'entre eux ont arrosée de leur sang, en essayant de la soutenir? Est-ce eux ou leurs accusateurs qui ont excité les orages qui ont ébranlé la France en 1792, en 1793; ont-ils fait naître à Paris ces insurrections subites à point nommé, et qu'une main cachée savait si bien exciter et conduire? Voilà les questions qu'il importe surtout de résoudre, dans l'intérêt de la patrie. Quel service plus signalé peut-on lui rendre, que de lui montrer que, pour les Français patriotes, la défense de la souveraineté nationale est plus qu'une simple opinion; qu'elle est fondée sur le besoin de leur propre tranquillité présente et de la garantie de leur avenir; que jamais elle ne peut être menacée par eux: mais qu'elle a été usurpée et quelle l'est encore par ceux-là mêmes qui veulent s'en qualifier les défenseurs, et qui, pour opprimer la France à leur gré, calomnient les amis et les défenseurs du peuple?

Cette tâche brillante et utile n'est point celle que je puisse m'imposer. Soldat dès le moment où

le danger de la patrie fit courir aux armes ces bataillons de volontaires qui l'ont sauvée, constant sous les drapeaux, dont aucun congé ne m'a écarté, j'ai rempli fidèlement tous mes devoirs, j'ose le dire; le formidable Moniteur en fait foi. Je n'ai donc été que spectateur: mais différentes circonstances de ma vie m'ont permis de bien voir. Ce n'est qu'en 1815 que je me suis trouvé un des acteurs passifs de cette époque; je concevais bien que les défenseurs de la patrie devaient alors faire place aux protégés de la coalition et aux transfuges qui avaient grossi leurs rangs, mais je n'imaginais pas qu'il fallût leur faire place jusques hors de France. Rien dans ma carrière passée ne pouvait justifier à mon égard une réserve proscriptive de la part du gouvernement, ni me faire comprendre dans les *appendices*, qu'il s'était réservés à l'ordonnance du 24 juillet.

Mais je ne veux pas anticiper sur les évènemens; j'ai erré en Europe pendant dix ans, persécuté par des Français seuls, accueilli et protégé par les étrangers; par ceux mêmes à qui nous avions fait la guerre, tandis qu'en France on s'acharnait contre moi;

lorsque des hommes, à qui certes je n'ai fait aucun mal, épuisaient contre moi tout ce que la haîne peut enfanter de plus lâche, dans un cœur ignoble; lorsque mes héritiers, ceux qui osent encore s'appeler mes enfans, s'emparaient de mon patrimoine, et applaudissaient à une proscription, qui les dispensait, les lois à la main, de me rendre compte de mes dépouilles : où la Providence bienfaisante m'avait-elle conduit pour me faire éprouver des consolations? Sur les ruines presque encore fumantes de Tarragone, au milieu des victimes échappées à nos armes, qui dissimulaient à mes yeux ce qu'elles avaient souffert, pour ne s'occuper que de ce que je souffrais.

J'ai beaucoup vu pendant ces dix ans; j'ai été amené à réfléchir, par la comparaison du passé et du présent, et à étudier avec plus de soin des causes que j'avais vues naître et se développer, mais qui alors avaient peu occupé mon imagination. Mon âme retrempée par dix années d'adversités, y a puisé la force nécessaire pour les surmonter, et le calme qui seul permet de juger froidement. J'ai mieux apprécié les moteurs des phases de notre

révolution, non pas que je veuille me targuer d'un génie transcendant, qui devine tout par sa seule force; mais tout simplement parce que les hommes d'état, étrangers, avec qui j'ai pu m'entretenir, ayant atteint, au moins à ce qu'ils croient, le but qu'ils s'étaient proposé, dédaignaient de faire un mystère des moyens qu'ils avaient employés, et encore plus de taire le nom des agens qui les avaient servis, et *dont ils n'avaient plus besoin* (1). J'ai vu naître et échouer trois révolutions, et j'ai été placé de manière à bien connaître les causes qui ont amené les catastrophes dont l'Europe a retenti, et dont les plaies saignent encore.

Ma vie privée a été assez active, assez entremêlée d'évènemens extraordinaires, pour que le récit en puisse intéresser le lecteur, au moins autant que les évènemens fabuleux des romans du jour; il y trou-

(1) Il existait à Pétersbourg des papiers originaux signés par les intéressés et relatifs aux intrigues qui eurent lieu en 1812 et 1813, pour amener la chute de l'empire, et contre la vie de Napoléon. Après les avoir lus avec assez d'intérêt, on me les remit en me disant froidement: « Nous n'en avons plus besoin; s'ils peuvent vous être « utiles, pour écrire l'histoire, servez-vous-en. » Je les ai déposés en lieu sûr.

vera sans doute des leçons plus utiles, parce qu'elles ne seront pas déduites de faits imaginaires; il y verra qu'on peut éprouver les plus atroces persécutions sans y avoir donné lieu par soi-même ou par ses actions; que ce ne sont pas les ennemis personnels qui sont les plus ardens persécuteurs, et surtout les plus lâches. Toujours dans les révolutions, on trouve en trop grand nombre de ces ames de boue, qui les suivent comme les loups et les hyènes suivent les armées, pour se repaître de cadavres. A chaque changement politique, soit pour faire oublier leurs bassesses et leurs erreurs passées, soit pour se faire un mérite aux yeux des vainqueurs, ils s'offrent volontairement pour l'office d'espions, de délateurs, de bourreaux ou d'assassins, au besoin : souvent même ils n'attendent pas qu'on leur ait accordé l'ordre qu'ils sollicitent. Alors malheur à l'homme juste, au bon citoyen, qui, fidèle à sa patrie, soumis aux lois, n'a pas su se rendre formidable, par ses vociférations ou ses forfaits; il sert de marchepied aux lâches scélérats qui, cherchant à parvenir ou à s'enrichir sans danger, le perdent pour s'élever

sur son cadavre. J'en ai rencontré aussi, et j'en ai d'abord frémi d'indignation; mais j'ai jeté les yeux autour de moi, autant sur le passé que sur le présent, et bientôt j'ai vu que la Providence a voulu que ces êtres dont plus d'un m'insulte par ses richesses, son crédit ou sa puissance, existassent au milieu des hommes, comme les vipères, les scorpions, les tigres et les hyènes, au milieu des animaux. Je me suis résigné.

Si je n'avais eu à décrire que ce qui me regarde personnellement, j'avoue que je m'en serais dispensé. Combien n'auraient pas dit : ce n'est que ce que j'ai éprouvé, sous d'autres formes! Mais les évènemens européens que j'ai vus, sont ou peu ou mal connus; ils ont été dépeints d'une manière infidèle; d'un côté le parti vainqueur, dans l'intérêt de ses doctrines, a caché ou dénaturé les causes des révolutions d'Italie et d'Espagne, leurs phases, et leur catastrophe. D'un autre côté, l'amour-propre des vaincus, en les portant à dissimuler la véritable cause de leur défaite, a contribué à envelopper ces évènemens d'un voile, sous lequel ils ne paraissent que dans un faux jour. Acteur dans une de

ces scènes politiques, mais dans un but different que celui que se proposaient les meneurs; simple spectateur des autres, mais dans une position qui m'a permis de tout savoir et de juger les moteurs des évènemens, je crois être en état d'en donner un récit fidèle et impartial. On y trouvera la solution de bien des doutes, la preuve de la mauvaise foi de beaucoup de déclamations; peut-être deux peuples calomniés dans leurs infortunes seront-ils réhabilités aux yeux de l'Europe qui les a méconnus. Voilà ce que j'ai cru pouvoir faire, et le motif qui m'a déterminé. J'aurais pu me dispenser de me nommer; je ne suis pas assez inconnu pour qu'on ne sache qui je suis, par la seule lecture de ces mémoires; mais je n'ai pas cru qu'il fût nécessaire de me cacher. Je n'ai jamais cherché à cacher mes actions, mes discours, ni mon nom; je n'en ai non plus jamais fait parade, même lorsque j'ai eu le bonheur de remplir des tâches périlleuses et honorables; la satisfaction de mes supérieurs, de mes camarades, de mes subordonnés m'a toujours suffi. Peut-être que cette modestie, que je regarde cependant comme un devoir de l'homme d'hon-

neur et du vrai citoyen, a beaucoup contribué à me faire proscrire. J'aurais pu me faire craindre et l'on m'aurait ménagé; l'on ma vu inoffensif, et les plus lâches ont cru pouvoir et devoir m'opprimer; soit, je ne saurais me corriger.

QUINZE ANNÉES

D'UN PROSCRIT.

CHAPITRE I.

Arrivée à Mons. — Bruxelles, et situation des proscrits en Belgique. Quelque chose sur Waterloo. — Ostende. — Arrivée à Londres ; fête du lord-maire. — M. Edwars et la police des étrangers. — Un libraire philosophe ; je le perds.

Il était à peu près midi lorsque j'arrivai à Mons; c'était le 26 octobre 1815. A Quievrain j'avais commencé à respirer; j'étais hors du pouvoir immédiat de mes persécuteurs. A Mons, plus

éloigné du danger et tout-à-fait en sûreté pour le moment, je me sentais le cœur serré. Je quittais cette patrie que j'avais fidèlement servie pendant tous ses dangers; pour laquelle j'avais versé mon sang, exposé ma vie dans cent combats; à laquelle j'avais tout sacrifié; et je la quittais, envahie, presque sans défense, par ces mêmes ennemis qui, pendant vingt ans, avaient tremblé devant nous, soldats de la France libre et indépendante. La raison me disait qu'il fallait m'éloigner davantage; un sentiment secret et irrésistible m'ôtait le courage de le faire. Ne pouvant vaincre ce sentiment, je fis ce qu'on fait ordinairement en pareil cas, je capitulai avec moi-même; et après avoir décidé que je m'arrêterais à Mons jusqu'au lendemain matin, je me sentis plus calme, et même en quelque sorte plus gai. Ma tête me disait bien que quelques heures de différence n'amèneraient aucun changement à mon sort; mon cœur cherchait à se persuader le contraire.

Lorsque j'annonçai cette détermination : « Oh! mon ami, » me dit ma compagne, celle qui m'avait arraché des mains de mes persécuteurs, « partons sur-le-champ, je t'en supplie. Ici même je tremble encore pour toi. Les « soldats que nous voyons (c'étaient des Anglais) « ne sont-ils pas les mêmes, dont l'arrivée à « Paris a été le signal de ta perte? Ne peut-on « pas te poursuivre encore, et les soldats de « Wellington te refuseraient-ils à tes bour« reaux? » Tant que j'avais été dans un danger imminent, tant qu'il avait fallu agir pour me dérober promptement à la surveillance de la police, à un ordre d'arrestation qui équivalait à un arrêt de mort, pour assurer ma fuite, elle avait déployé une force d'ame supérieure à son sexe et surtout à son âge. Son courage calme ne l'avait abandonnée dans aucune des démarches qu'il lui fallut faire, pour obtenir le passeport qui nous servit à quitter Paris; il l'avait accompagnée en route. Mais par un sentiment contraire au mien, bien excu-

sable en elle, et que justifiait ma destinée, elle ne voyait, dans la France, que le séjour de mes persécuteurs, et elle n'aspirait qu'à m'en éloigner en ce moment, le plus possible. Elle frémissait de l'idée de voir son ouvrage détruit par ce qu'elle appelait une imprudence, et cela un peu avant de toucher au port.

Je parvins cependant à la rassurer, ou plutôt elle céda, presqu'à regret, au désir qui me retenait à Mons. Nous entrâmes dans une auberge sur la Place d'Armes, et nous demandâmes à y loger. J'y continuai le rôle que j'avais été obligé de prendre, pour quitter Paris ; j'étais un domestique de confiance qui accompagnait sa maîtresse que des affaires de famille appelaient en Allemagne. Dans toute autre circonstance ce rôle eût été sans doute, pour elle comme pour moi, une cause de désagrémens souvent assez pénibles. Mais on connaissait à Mons les ordonnances du 24 juillet, et je n'étais pas le premier proscrit qui y eût passé. Il n'était donc pas difficile de deviner

quelles étaient les affaires pressantes qui nous appelaient hors de France. On nous fit grace en conséquence de toute question importune. Mais ceux à qui nous avions affaire ne pouvaient pas se dispenser de nous faire sentir qu'ils devinaient qui nous étions.

Ainsi sont les hommes. Même ceux qui sont le moins capables de nous trahir, ne veulent pas se refuser le plaisir de nous faire apercevoir qu'ils nous ont devinés; il semble que, par les services et les attentions, dont ils accompagnent ces légères indiscrétions, ils veulent nous prouver qu'ils sont capables de prendre part à notre salut, et qu'ils désirent ne pas être confondus avec les méchans que nous fuyons. Peut-on leur en vouloir? Non! je l'ai éprouvé; les relations, peut-être bizarres, qui résultent de ce mélange de discrétion, d'indiscrétion et de soins, laissent dans l'ame un sentiment inexprimable de douceur et de consolation.

La même chose nous était déjà arrivée en

route, et en traversant la France. Quelque soin que nous prissions de mesurer tous nos discours et d'observer jusqu'à nos gestes, il n'est, je crois, pas un postillon qui ait ignoré qu'il conduisait un proscrit dont la vie était confiée à sa discrétion. Si je disais à un postillon de se hâter, celui-ci se tournait vers moi et me répondait avec un coup-d'œil expressif et un coup de fouet à ses chevaux : « Soyez « tranquille, monsieur, nous irons bon train, « et *mes camarades* vous conduiront en sûreté. » Et ces braves gens m'ont tenu parole. Faut-il s'en étonner? La plupart d'entre eux étaient d'anciens militaires, des vétérans de cette armée de vétérans, dont le sang, en sauvant la patrie, avait fondé notre gloire, conquis nos épaulettes, nos décorations, nos illustrations. Ils ne se souvenaient que de nous avoir vus à leur tête, et de même que jadis ils s'étaient souvent élancés pour nous arracher aux glaives des ennemis, ils s'empressaient de concourir à nous sauver de nos nouveaux dangers. Ils nous

reconnaissaient bien sans le dire; car la communauté de périls, de fatigues, de privations et de gloire, a gravé sur nos fronts un type indélébile, qui nous fait reconnaître encore aujourd'hui. Eh! qui pouvait fuir alors la France, si ce n'étaient les débris sanglans de ces vaillantes légions, dont les drapeaux victorieux avaient parcouru l'Europe, et humilié la coalition; ou ces patriotes intègres qui avaient servi le pays de leurs conseils? La coalition, dans sa lâche vengeance, avait exigé qu'ils fussent proscrits.

Le lendemain nous étions à Bruxelles. Nous descendîmes à l'auberge du Palais-Royal, où je devais remettre la chaise de poste, qui nous avait conduits de Paris. Cette opération fut bientôt terminée; j'étais moi-même porteur de la lettre d'envoi; je n'avais point donné de reçu et je n'en demandai pas; l'aubergiste savait à qui et comment il devait renvoyer la voiture. Ici tout s'arrangea à merveille; le domestique Jean resta dans le passeport, et sans

qu'il y eût besoin d'explication; tout rentra dans l'ordre accoutumé. Je pris quelques informations sur ceux de mes camarades ou des mes concitoyens, proscrits comme moi, qui pouvaient se trouver à Bruxelles. On m'en nomma plusieurs; mais sans se tenir précisément cachés, ils évitaient de se faire trop voir. La plupart même se disposaient à chercher un autre asile. Ce n'était pas parce que le sol de la Belgique se refusât précisément à nous accorder l'hospitalité dont nous avions besoin. Les citoyens nous accueillaient avec cette cordialité franche qui est dans leur caractère, et qu'animait encore le souvenir de la fraternité; en toute occasion ils cherchaient à nous faire voir qu'ils avaient partagé, pendant vingt ans, notre gloire et nos vicissitudes, mêlé leur sang au nôtre, sur les mêmes champs de bataille, et cueilli les mêmes lauriers. Mais il n'en était pas de même du gouvernement. Poussé par la même tendance que la Sainte-Alliance cherchait a imprimer à tous les gouvernemens de l'Eu-

rope, notre présence dans le nouveau royaume des Pays-Bas lui était à charge, et il était loin de nous protéger. Nous expulser, et plus encore nous faire arrêter aurait été trop odieux, et peu prudent dans un temps où les gouvernemens devaient chercher à ménager des peuples, que le maintien seul d'une constitution, fraîchement jurée, pouvait rendre affectionnés. Mais on nous faisait sentir poliment que la Belgique n'était pas au nombre des prisons, ouvertes à titre d'asile, aux proscrits français; et que si les modernes Syllas exigeaient notre départ, il faudrait obéir.

Ces informations me suffirent pour me décider à m'éloigner davantage, au grand contentement de ma craintive compagne, qui ne se trouvait pas encore assez éloignée de ce qu'elle appelait, je pense sans trop d'exagération, nos bourreaux. Nous ne nous occupâmes donc plus que de choisir le lieu où nous irions chercher un asile. N'ayant pas une disposition bien prononcée pour les cachots ou

les cancers à l'estomac, nous ne nous sentions pas disposés à profiter des bontés de cette alliance, appelée sainte, par une figure de rhétorique, qui paraît appartenir à l'ironie. Nous passâmes cependant en revue les quatre enfers qu'on nous destinait pour champs-élysées.

La Prusse se présenta la première. C'était le pays où j'avais reçu ma première éducation. J'y étais presque né, et j'y avais passé les dix premières années de ma vie, avec mon père, qui y avait été appelé par Frédéric II, pour remplir dans l'artillerie prussienne l'emploi que Bezout occupait en France. Lorsque mon père rentra dans sa patrie, je vins achever mes études au collège de Metz. J'étais dèstiné à servir la Prusse, où Frédéric, dans une lettre assez flatteuse pour moi (1), avait tracé ma carrière en me destinant au génie, quoique mon père eût dirigé mes études vers l'artillerie. Né d'an-

(1) Je conserve encore dans mes papiers, avec une douzaine d'autres, cette lettre signée FRÉDÉRIC.

cètres protestans, et dans un pays qui jouissait d'institutions libérales, et de la liberté civile, avant que les Bourbons y eussent établi leur domination arbitraire et corruptrice, rien ne m'attachait à la France, et ne tendait à m'y retenir. La révocation de l'édit de Nantes, qui avait atteint mes ancêtres dans toute sa rigueur, avait fait passer successivement leur patrimoine dans les mains des hobereaux voisins. Une famille de jacobites, chassée d'Angleterre avec Jacques II, et établie aux dépens des protestans de la commune de Courcelles, s'y était surtout portée avec une rapacité insatiable, dont la noblesse féodale n'a donné que trop d'exemples. Non contente d'avoir agrandi son château aux dépens du temple, elle agrandit encore ses propriétés en abusant lâchement de la position des protestans, pour les dépouiller. A chaque morceau de terre que ces Anglais convoitaient, une menace de dénonciation obligeait mes ancêtres à un abandon qui, au lieu d'assouvir la rapacité du délateur, ne faisait

que l'encourager à de nouvelles menaces. Enfin un Suédois, Lœvenhaupt, reçut le reste, qui, par parenthèse, a passé en 1790 dans les biens nationaux. J'avais dix-sept ans; j'avais terminé mes études, et j'étais au moment de partir, lorsque le canon de la Bastille vint retentir en France, et m'y retint, en m'ouvrant une patrie.

Depuis lors j'avais fait deux fois la guerre à la Prusse; mais à Berlin je trouvais encore des amis et des collègues de mon père, les guides de mes premières études, les amis et les compagnons de mon enfance. Ce motif aurait peut-être pu me tenter si mon séjour en Prusse avait dû être libre, et ne durer qu'autant que j'y aurais trouvé de la convenance au lieu d'y être retenu en vertu d'une disposition générale qui avait tout le caractère de la contrainte. Il était à peu près certain, que ce qui pouvait m'arriver de plus heureux était d'être saisi à la frontière et envoyé dans une forteresse, au lieu d'être livré au gouvernement français, ce qui n'était pas du tout improbable. Mais en

admettant même que j'eusse obtenu d'aller à Berlin, chose inouïe, quelle y aurait été ma position? J'avais bien lieu d'espérer de la part des anciens amis de mon père et des miens un accueil favorable; je connaissais le caractère hospitalier des citoyens, la prévention favorable de la plupart d'entre eux en faveur des Français, et je ne doutais pas de recevoir toute sorte de bons traitemens de la part de tout ce qui n'était pas militaire. Mais ce n'était pas assez pour rendre ma situation agréable; outre la méfiance et les vexations de tout genre des employés du gouvernement, dont l'urbanité n'est pas la vertu, j'aurais eu à supporter l'arrogante jactance de ces officiers prussiens, la terreur et le fléau de leurs concitoyens désarmés. A les entendre, le succès de la lutte qui venait de se terminer n'était dû qu'à eux seuls. Ils avaient repris toute l'énergie de paroles qu'ils déployaient dans les cafés, avant la bataille d'Iéna. Ils oubliaient qu'ils n'avaient été seuls contre nous qu'à Iéna, à Vaux-Champs,

à Ligny; et que partout ailleurs l'Europe entière était avec eux. Ces réflexions me décidèrent à abandonner toute idée de passer en Prusse.

Je ne pouvais pas songer davantage à la Russie. Dans la circonstance actuelle, quel était le traitement qui pouvait m'y attendre, puisque j'étais au nombre de ces proscrits dont la coalition, à la tête de laquelle était Alexandre, avait demandé les têtes à la faction qui dominait en France sous ses auspices?

On me dispensera de dire en détail pourquoi je ne songeai pas alors à l'Autriche, ce vaste étèignoir de toutes les idées généreuses et du bon sens. Aucun des petits princes d'Allemagne, ni des rois, créés par la confédération du Rhin, ne me paraissait assez indépendant pour nous offrir un asile, même s'il l'eût voulu. J'ignorais alors que le prince d'Isembourg, qui avait combattu dans nos rangs, eût assez de courage pour recevoir des Français

chez lui ; je n'aurais pas été plus loin qu'Offenbach.

Il ne restait donc que l'Amérique ou l'Angleterre. La première nous paraissait un peu trop éloignée. Quant à la seconde, il y avait une distinction à faire entre l'île et les états du continent, comme le Hanovre. Dans ce dernier pays, le despotisme se dédommageait de ce qu'il était obligé de sacrifier à *John Bull.* Le seul de nos généraux qui ait été assez confiant pour aller en Hanovre, n'y a trouvé qu'un cachot. Il fallut donc se résigner à passer la mer pour demander asile à un gouvernement, notre plus cruel ennemi ; le seul, peut-être, de qui nous ne puissions jamais attendre un bon procédé, ni une paix qui soit autre chose qu'une trève employée à nous faire du mal, et à réunir les moyens de nous en faire davantage. Je sais que ce langage n'est pas celui que tiennent chez nous des folliculaires, qui nous poussent vers l'anglomanie. Mais du jour où l'or anglais cessera de leur payer des articles men-

songers, ils changeront eux-mêmes de langage.

Cette détermination prise, nous nous hâtâmes de la mettre à exécution. Nous ne restâmes à Bruxelles que deux jours, nécessaires surtout à ma compagne, pour la rétablir des effets d'une terreur prolongée, et de la réaction des efforts qu'elle avait dû faire pour comprimer toutes ses sensations pendant plus de quinze jours Nous prîmes une voiture de louage jusqu'à Gand, où nous nous embarquâmes dans la barque de Bruges. Presque tous ceux qui ont été en Belgique savent combien alors le voyage par eau était agréable entre ces deux villes. Une jolie barque, propre, gracieuse, bien ornée, un dîner aussi délicat que somptueux; une société, dont la composition, quelquefois assez bizarre, était souvent très-agréable: voilà ce qu'on y rencontrait et ce qui devait faire préférer la barque de Gand à Bruges, à toute autre manière alors de voyager. Comme ce petit bout de chemin se trouve sur la ligne de

plus grande communication de l'Angleterre avec le continent, et que c'est aussi le seul espace où un seul moyen de transport commode renferme autant de voyageurs, il s'y faisait quelquefois des rencontres assez piquantes.

A peine arrivé sur la barque, et entré dans le salon, où se tient ordinairement la bonne compagnie, c'est-à-dire, celle qui paie cinq francs pour son passage, je me mis à observer mes compagnons de voyage; je suis peut-être un des hommes les moins curieux, mais je ne suis pas assez misanthrope pour ne pas l'être du tout. Il est d'ailleurs assez naturel, quand on n'a pas amené sa société avec soi, qu'on cherche à s'en former une, ne fût-ce que pour quelques heures qu'on doit passer dans l'oisiveté. Il n'y a qu'un être préoccupé par une passion violente, et qui absorbe toutes ses facultés, qui puisse rester cinq ou six heures renfermé dans un espace assez étroit avec une vingtaine de ses semblables, sans communi-

quer avec eux (1). Tout autre individu cédera au besoin de partager avec quelqu'un ses idées, ses remarques et ses réflexions, ou même de satisfaire sa curiosité. Quelqu'affecté que je fusse des évènemens funestes qui avaient atteint ma patrie, j'avais, et j'ai encore assez de force pour surmonter ces émotions, et pour couvrir l'agitation de mon ame par un calme qui finit par devenir réel. J'avais encore un puissant motif de me vaincre, celui de chercher à nous distraire et échapper, au moins pour quelques heures, aux sensations et aux souvenirs pénibles qui nous affectaient. Ma compagne n'a pas l'habitude de voir tout au travers d'un prisme couleur de rose; et dans la position où nous étions, il lui était bien permis de voir en noir.

Nous étions quinze ou seize destinés à être commensaux de la grande table. Dans ce

(1) On semblerait devoir en excepter les Anglais, toujours moroses ou silencieux avec les étrangers. Mais ils rentrent dans la règle, car ils sont atteints d'une passion violente et générale : celle de dédaigner tout ce qui n'est pas eux.

nombre, il n'y avait que nous deux de Français, six ou sept étaient des Anglais, qui retournaient dans leur pays, d'où les avaient éloignés, pour quelque temps, des motifs d'économie, ou que des raisons de santé avaient forcés à venir sur le continent, pour chercher à se rétablir des effets d'un climat que Tacite à si bien dépeint (1); les autres étaient des Belges. Le caractère morose des Anglais, et l'orgueil qui leur fait dédaigner tous les étrangers, à moins que les voyages et l'éducation continentale les aient un peu rapprochés de l'humanité, rendaient leur société fort peu agréable, et ils avaient encore le soin d'en augmenter le dégoût, en parlant toujours anglais entre eux. Ce ne fut donc pas avec eux que je cherchai à lier connaissance, et je dirigeai mes observations vers les Belges.

J'en avais reconnu un, ancien officier au 112e régiment, qui avait été sous mes ordres

(1) *Cœlum crebris imbribus ac nebulis fœdum.* Tacit., *Agricol.*— Un ciel hideux par les fréquentes pluies et les brouillards.

en Italie. Il me donna quelques détails sur plusieurs de ses camarades, et sur le brave général Penne, qui avait été leur colonel en 1809. Penne, mortellement blessé devant Wavre, avait été porté dans cette petite ville. A peine la nouvelle en fut-elle venue aux anciens officiers du 112e, qu'ils s'empressèrent d'accourir à Wavre, et de prodiguer leurs soins à ce digne chef. Ce fut malheureusement en vain, et la seule consolation qu'ils retirèrent de leur zèle empressé, fut celle d'avoir adouci les derniers momens du général Penne, en lui prouvant qu'il n'avait pas commandé à des ingrats. Quelques autres militaires belges prirent part à notre entretien, et passèrent en revue les chefs et les généraux français sous lesquels ils avaient servi. Tous en parlèrent avec des témoignages d'attachement, et de quelques-uns même avec enthousiasme. Dans quelques autres rencontres que je fis d'officiers étrangers, qui avaient servi dans nos rangs, je leur vis exprimer les mêmes sentimens. Nous avons fait,

en général, beaucoup plus d'ingrats dans notre patrie, que nous servions, que nous rendions puissante et respectée, que nous enrichissions même, que parmi les étrangers; au moins ces derniers ont-ils su apprécier la conduite de ceux d'entre nous (et ce n'était pas le plus petit nombre) qui, appliqués à diminuer les maux de la guerre, s'étaient montrés justes, et avaient quitté leur pays les mains nettes. Dans notre patrie nous sommes abandonnés, sacrifiés, oubliés même, et si l'on y songe, c'est pour nous arracher tout ce qui doit récompenser nos services et les pertes que nous avons faites. Dans notre exil, les marques de considération, d'estime même par lesquelles les étrangers ont cherché à adoucir notre proscription, auraient été pour nous une bien plus grande consolation, s'il n'avait pas fallu l'acheter aussi cher.

La suite de la conversation nous ramena à la bataille de Waterloo, non pas sous le rapport militaire, car personne parmi nous ne

doutait que le fantasmagorique héros d'Albion n'eût été vaincu, si Grouchy avait su retenir les Prussiens, ou plutôt si la dépêche qui lui en donnait l'ordre positif ne fût pas restée dans les mains du major-général de l'armée française; mais sur les victimes qui avaient succombé pendant la bataille et *surtout après*. Dès le lendemain au matin les habitans de Bruxelles s'y étaient portés en foule pour distribuer des secours aux malheureux blessés français, qui en avaient le plus besoin. Les Prussiens, chargés, comme on le sait, de la garde du champ de bataille et du soin de le déblayer, faisaient relever leurs blessés et ceux des Anglais. Quant aux nôtres, personne ne paraissait y songer, ou si quelqu'un y pensait ce n'était pas pour les secourir. Combien ont été enterrés encore palpitans, ou seulement évanouis de faiblesse! Combien d'autres ont été égorgés, pour se dispenser de les porter à l'hôpital? Pour ne citer qu'un seul trait, je me contenterai de rapporter ce qui me fut raconté

par un des Belges qui se trouvaient avec moi sur la barque. En compagnie de quelques-uns de ses compatriotes, il s'était rendu à Waterloo pour secourir les blessés français. Après avoir parcouru une partie du champ de bataille, et remarqué un certain nombre de blessés, à qui ils distribuaient des rafraîchissemens et des secours, en attendant qu'ils pussent les faire transporter au village, ils trouvèrent un colonel grièvement blessé, qu'ils portèrent dans une barraque qui avait appartenu au camp anglais. Ayant enveloppé le mieux qu'ils purent ses blessures, ils retournèrent en hâte chercher leur voiture, qu'ils avaient laissée à quelque distance. Lorsqu'ils revinrent....... le colonel était mort, la tête fracassée d'une balle, et une patrouille prussienne s'éloignait d'un air triomphant. Les autres blessés qu'ils avaient vus avaient péri de la même manière...... Ils s'enfuirent pleins d'horreur de ce lieu de carnage et d'assassinats (1).

(1) De prétendus philosophes diront peut-être qu'il ne fallait pas

Je ne conçois pas comment on a pu révoquer en doute l'assassinat du général Duhesme, et comment on a osé élever à ce sujet la contestation que j'ai vue dans des journaux militaires. Il n'y avait, les trois fois que j'ai été en Belgique, qu'une seule voix à ce sujet. Avant que l'aubergiste eût reçu l'injonction comminatoire de ne pas s'écarter du récit qu'on lui dicta, il disait hautement que le général Duhesme avait été tué, de sang-froid, devant sa porte, par un hussard prussien. Au reste, la générosité des soldats prussiens est connue, et elle s'étend même beaucoup plus haut que les derniers grades. Quel est celui parmi eux, qui, après la bataille de Leipzig, a fait réunir hors de la ville les officiers français prisonniers, et les a fait dépouiller de leur argent et de leurs montres, par un sergent de

rapporter des faits qui tendent à rallumer un haine nationale. Ici il n'y a point de haine à rallumer; elle veille et n'a jamais été éteinte chez les militaires prussiens. Et les crimes doivent être dévoilés pour le châtiment de ceux qui les ont commis. Au reste, il est peut-être bon de faire voir à quel prix nous servions la patrie.

planton, sous prétexte de l'indemniser de ce qu'il avait perdu en 1806? J'ignorais ce fait lorsque j'écrivis l'histoire de la campagne de 1813, en Allemagne, sans quoi il y aurait été consigné. Je l'ai appris en Espagne, en 1821, par un de ceux qui ont été dépouillés.

Parmi les Belges avec qui nous nous entretenions, un surtout paraissait s'attacher à nous avec une attention plus particulière et chercher à nous faire, encore mieux que ses concitoyens, les honneurs de sa patrie. C'était un ancien capitaine du 7[e] léger, un des plus braves régimens de notre vieille armée, et qui habitait Ostende, où nous devions nous embarquer. Il était du nombre des officiers qui quittèrent le service, lors de la déclaration du consulat à vie; il avait servi la république et ne voulait pas servir une monarchie: car le consulat, par le fait, n'était que cela. Nous ne devions plus nous quitter jusqu'à Ostende, où probablement il faudrait attendre quelques jours le paquebot; il n'en fallait pas davantage

pour donner un caractère un peu plus intime à notre liaison passagère. Le bon Plancq nous avait devinés dès notre entrée dans le bateau, et ne fut point étonné lorsque l'officier qui avait servi dans le 112e me reconnut et me nomma. Il ne m'a pas été difficile de remarquer, me dit-il, que des causes d'une autre espèce que celles qui font ordinairement voyager les hommes, vous éloignaient de votre patrie, et que vous deviez être du nombre de ceux que les évènemens actuels chassent en fugitifs au milieu de l'Europe. Pour le moment nous n'allâmes pas plus loin en confidences réciproques. Arrivés à Bruges, la société du bateau de Gand se sépara. Deux ou trois Belges, au nombre desquels était M. Plancq, et les Anglais montèrent seuls avec nous dans la barque d'Ostende. Beaucoup plus petite que l'autre, et, par conséquent, moins commode, elle nous obligea à garder nos places, dans ce qu'on appelait la grande chambre, de crainte de les perdre. Cette seconde moitié de notre petit

voyage fut plus silencieuse et plus monotone que la première. Il était nuit lorsque nous arrivâmes à l'écluse, près d'Ostende, où le bateau s'arrête : on fait ordinairement le restant du chemin à pied, mais ce soir-là il faisait un vent violent du nord, et je ne crus pas devoir exposer, même dans ce court trajet, la santé affaiblie de ma compagne, à un choc qui lui aurait certainement été nuisible. Force nous fut donc de nous accommoder comme nous pûmes dans un assez mauvais cabaret, qui est près de l'écluse. M. Plancq, qui rentrait chez lui, en nous quittant, nous donna son adresse, et nous fit promettre d'aller le voir le lendemain; il voulait, nous disait-il, nous diriger dans le choix d'un paquebot, et l'on verra bientôt que cette précaution bienveillante de sa part n'était pas inutile.

Le lendemain matin nous entrâmes à Ostende, et après nous être installés dans une auberge, nous allâmes voir notre compagnon de voyage. M. Plancq, fils d'un confiseur liquo-

riste de Lille, s'était d'abord retiré dans ses foyers, en quittant le service. Quelques années plus tard, ayant réalisé son héritage paternel, il était venu s'établir à Ostende, où il épousa une madame de Bowens, veuve et mère de quatre enfans. Il s'était remis à l'exercice de la profession de son beau-père, et tenait en outre un établissement de bains. Nous fûmes accueillis par lui et par sa famille, comme si nous en étions membres, et tous nous firent les plus vives instances pour nous engager à loger chez eux, pendant le temps que nous passerions à Ostende. Il paraissait même que l'intention de M. Plancq était que je n'allasse pas plus loin; du moins il chercha à me persuader qu'il était impossible que le calme ne se rétablît pas bientôt en France, et que le gouvernement, redevenant un peu plus national, ne rappelât les proscrits. Il avait une foi implicite dans la constitutionnalité du gouvernement belge, et pensait que je trouverais dans ce pays un asile aussi sûr, et bien plus

agréable qu'en Angleterre. J'étais bien éloigné de partager ses bienveillantes illusions ; je connaissais trop bien la faction contre-révolutionnaire qui dominait en France, pour en espérer jamais de la justice et de la modération. Elle nous avait tous voués à la mort, nous qui avions défendu la liberté et l'indépendance nationale ; si elle ne faisait pas périr ceux qui étaient restés en France, c'est que le nombre en était si grand, qu'en les poussant au désespoir, elle craignait de périr elle-même. Nous n'avons ni paix ni trève à attendre d'elle, que lorsque l'indignation nationale, montée à son comble, la fera trembler pour son existence, et même alors aurons-nous encore à craindre les sourdes menées et toutes les ressources d'intrigues que peut donner la bassesse et l'hypocrisie. Entre nous et la faction, il n'y a de paix possible que celle des tombeaux. Quant au gouvernement belge, il ne m'inspirait pas une confiance sans restrictions ; je voyais bien qu'on ménageait alors un peuple brave et fier

et qu'on cherchait à le contenter et à l'attacher à son nouveau gouvernement, par des institutions et une administration sage et populaire. Mais il me paraissait que tout cela n'était que forcé, et qu'il y entrait plus de crainte de donner des auxiliaires fidèles et vaillans aux patriotes français opprimés et décimés, que d'envie de rendre les Belges heureux. Pour avoir ce dernier but, il aurait fallu que l'alliance appelée sainte par antiphrase, cessât d'être ce qu'elle était.

Cependant nous nous décidâmes à rester à Ostende, jusqu'à ce qu'il se présentât un paquebot dont le patron inspirât quelque confiance. Les nombreux accidens arrivés aux paquebots anglais, et surtout à celui de la veille, rendaient cette précaution nécessaire. Alors, car je ne sais pas ce qu'ils sont actuellement, il n'y avait presque aucun patron de paquebot qui ne fît la contrebande : tous étaient en outre tellement imbus de l'orgueil national, qui leur fait croire qu'ils sont marins

consommés en naissant, qu'ils dédaignaient de se servir des pilotes du pays. Cependant le chenal d'Ostende, qui forme à son embouchure un arc du S.-E. au N.-O., est difficile à l'entrée comme à la sortie. Devant la côte s'étendent des bas fonds, dont les passages ont besoin d'être connus. Cette double circonstance était la cause d'une foule d'accidens, malgré la précaution qu'on prenait de signaler à la tour du phare le temps où les paquebots pouvaient entrer dans le chenal. Quelques-uns, en sortant sans pilotes et prenant mal le vent, étaient rejetés à la côte en dehors du môle ; d'autres, arrivant, et voulant attendre la nuit pour débarquer en dehors de la ville la contrebande qu'ils avaient à bord, louvoyaient à la côte, et lorsqu'ils voulaient entrer, s'échouaient avant de pouvoir gagner le chenal. De ce nombre était celui qui devait arriver à Ostende la nuit que nous passâmes hors de la ville. Il fut jeté à la côte sous le phare, sur lequel il s'était dirigé par ignorance du patron, et y fut brisé.

Une partie des passagers périrent, et particulièrement l'épouse d'un colonel anglais, sa demoiselle fort jolie et fort aimable, dit-on, qui venait sur le continent pour se marier, et leur femme de chambre. Le patron, qui avait abandonné son bâtiment, pour se jeter à la mer le premier, fut du nombre de ceux qui se sauvèrent.

Environ huit jours après notre arrivée à Ostende, nous trouvâmes un paquebot dont M. Plancq connaissait le patron, pour un homme attentif et prudent et qui n'avait pas le défaut de s'enivrer, défaut trop commun parmi les marins anglais. Notre traversée fut heureuse; nous eûmes à la vérité un gros temps, c'était celui de la saison; mais le vent d'est qui soufflait, nous était favorable. Partis le soir d'Ostende, le lendemain matin de bonne heure nous entrâmes dans le petit port de Ramsgate. Fait à la mer, qui ne m'a jamais fait éprouver aucune incommodité, j'arrivai sans avoir souffert : il n'en était pas de même de ma jeune com-

pagne; beaucoup plus délicate qu'un vieux soldat, ce qui n'est pas fort étonnant, elle n'a jamais pu se faire à la mer, quoique la nécessité l'ait forcée à s'embarquer plus d'une fois. Elle arriva à Ramsgate, si affaiblie et si abattue, que je ne croyais pas que nous pussions partir le même jour pour nous rendre à Londres. Quoique nous n'ayons pas eu à nous plaindre des employés de la douane de Ramsgate, dont la conduite fut aussi polie qu'on pouvait le désirer, nous y éprouvâmes l'effet des lois prohibitives qui assurent le monopole du commerce anglais. La précipitation de notre départ de Paris ne nous avait permis d'emporter que bien peu d'argent avec nous; nous avions pris quelque argenterie pour y suppléer en partie. Il ne fut pas possible de la faire entrer avec nous, les lois exigeaient qu'elle fût brisée, quoique ayant servi, et portant même notre marque. Je la laissai à Ramsgate, espérant obtenir à Londres qu'on me la ferait rendre entière. La chose fut impossible, il me

fallut la voir briser sous mes yeux, à la douane de Londres.

Cependant, quelques heures de repos ayant rétabli ma compagne, assez pour supporter la voiture, nous prîmes la diligence qui partait l'après-midi, et nous arrivâmes le soir à Londres. C'était le 9 novembre, jour de la procession du lord-maire et de réjouissances publiques, et nous pûmes nous faire une idée du caractère de la populace de Londres et de celui des fêtes de ce pays. Les rues étaient pleines d'une foule hideuse, criant, hurlant, se heurtant ou se coignant à coups de pied ou de poing. Malheur à l'homme bien vêtu, et plus encore à la femme décente, qui oserait s'aventurer au milieu d'une tourbe crapuleuse et immorale, à laquelle les sauvages de la Noúvelle-Hollande n'ont rien à envier; ils seraient sûrs d'être souillés d'ordures, de voir leurs habits déchirés en lambeaux, ou d'être foulés aux pieds. Le seul moyen qui puisse rester à un homme, pour échapper aux

coups ou aux injures, est, s'il est muni de deux poings assez forts, de se transformer un moment en crocheteur, pour accepter une partie de boxe. Ce jour-là, on entendait en tous sens, dans les rues que nous devions traverser, le sifflement ou l'explosion des pièces d'artifice, que la populace jetait sur les passans, et, si elle le pouvait, dans les maisons.

La foule obligeait notre voiture à aller au pas; il fallait tenir les glaces baissées pour qu'elles ne fussent pas brisées, et nous eûmes constamment à nous défendre des artifices qu'on nous jetait, et dont quelques-uns éclataient au moment où on les repoussait. Aucune police ne se mêle de ces désordres, que le charlatanisme appelle la liberté du peuple anglais, et ce système tient à la politique de l'aristocratie, ou plutôt de l'oligarchie dominante. La populace anglaise, et dans cette classe sont descendus les paysans, muselée dans l'exercice de toutes les libertés qui pourraient porter atteinte aux intérêts du despotisme oligar-

chique, reçoit pour dédomagement la permission d'exercer sa brutalité dans les rues et surtout contre les étrangers. Pour la maintenir dans cette croyance chimérique, ses dominateurs se soumettent eux-mêmes à recevoir quelques poignées de boue, ou à voir leurs carreaux cassés par des pierres; mais j'aurai lieu de revenir sur ce sujet. Quant à nous, n'ayant point trouvé de logement dans l'auberge de la diligence, il nous fallut prendre un fiacre pour en chercher un. Nous errâmes dans les rues jusques vers onze heures du soir, pour trouver enfin un petit appartement fort triste, dans un petit hôtel garni, tenu par l'ex-cuisinier du duc de Northumberland. Ce préambule ne paraissait pas de bon augure, et nous rappelait des avertissemens aussi peu favorables, que nous avions eus au moment de nous embarquer. Chacun de ceux à qui nous disions que nous allions en Angleterre, cherchait à nous en détourner. « Quoi ! vous allez dans ce pays? « Que je vous plains! » était la réponse que

nous reçûmes de tous, depuis le commissaire de police à qui je fis viser notre passeport, jusqu'à l'employé de la douane qui était présent à l'embarquement.

La dure nécessité nous avait portés sur cette terre, dont les romanciers même n'osent plus louer l'hospitalité; il fallait nous y soumettre et chercher à tirer le parti le plus avantageux possible de notre position, surtout il était nécessaire de songer à nous assurer des moyens d'existence; car nous étions peu munis d'argent et le moment où il nous faudrait en chercher n'était pas éloigné. Je ne connaissais personne à Londres, et le seul moyen que j'eusse d'y faire quelques connaissances, était une lettre que j'avais reçue de M. Barrois, libraire à Paris, pour M. Edwards, qui avait été lui-même libraire, mais qui s'était retiré avec une fortune assez considérable. Dès le lendemain, je fus le chercher à sa maison de Londres. Il ne l'habitait pas alors et se trouvait à la campagne, car l'hiver n'en chasse pas les

Anglais; le parlement seul les rappelle à la ville. Il fallut donc me contenter de lui adresser la lettre dont j'étais porteur, en lui faisant connaître notre demeure.

M. Edwards ne fit pas long-temps attendre sa réponse; deux jours après il nous l'apporta lui-même. Je n'oublierai jamais l'impression que son caractère a faite sur moi, et qu'a pleinement confirmée la connaissance que j'en ai acquise, pendant le temps, malheureusement trop court, où j'ai joui de sa société. Je ne saurais mieux le peindre qu'en le comparant au franc et loyal Freeport de l'Ecossaise de Voltaire. Il m'offrit avec une sincérité qui n'était pas méconnaissable, ses avis, sa direction et son appui, ainsi que celui de ses amis, pour tout ce que je voudrais entreprendre; il me proposa même d'aller passer quelque temps avec lui à sa campagne, pour nous remettre, disait-il, de la première secousse du tremblement de terre qui nous avait atteints: mais avant tout je désirais repa-

raître sous mon véritable nom. S'il m'avait fallu le déguiser, pour fuir de cette France que ravageait une faction ennemie, je n'avais aucune raison pour le cacher à l'étranger; je n'avais à rougir d'aucune trahison envers ma patrie; et je pouvais me montrer encore dans les pays où j'avais fait la guerre, sans craindre que les peuples me reprochassent des exactions ou des cruautés. M. Edwards était de mon avis à cet égard. Mais pour reprendre mon nom il fallait changer l'enregistrement fait en conséquence de notre passeport, et M. Edwards me dit qu'il allait s'occuper à préparer les moyens de le faire d'une manière convenable.

Quelques jours après M. Edwards me fit faire connaissance d'un M. Casamayor, qui avait été envoyé d'Angleterre à Dresde et qui, en sa qualité d'attaché au corps diplomatique, avait des liaisons et du crédit au ministère des affaires étrangères, et au bureau des étrangers qui en dépend. On dit ordinairement que qui

se ressemble s'assemble, et ce proverbe était vrai dans le cas présent. M. Casamayor était aussi obligeant que son ami, et d'une amabilité qu'accompagnait l'aisance qui résulte d'une éducation soignée: il n'était pas seulement diplomate; outre la connaissance des langues française, allemande et italienne qu'il parlait correctement, il était versé dans les langues mortes, et son délassement habituel était la lecture des classiques grecs et latins. Le séjour de Londres commença à prendre un autre aspect pour moi; la connaissance de ces deux hommes me promettait déjà une société agréable et utile. Nous convînmes d'aller dès le lendemain au bureau des étrangers.

M. Casamayor m'y accompagna et me conduisit droit chez le chef, à qui il annonça mon nom, et le désir que j'avais de le voir remplacer sur les registres celui que j'avais dû prendre pour quitter la France. Je produisis alors des papiers que ma compagne avait cachés sur elle et qui pouvaient prouver qui

j'étais en effet; M. Casamayor présenta de son côté la lettre de recommandation que j'avais remise à M. Edwards. « Tout cela est plus que « suffisant, nous répondit poliment le chef de « bureau; le désir du général va être rempli; « je vois avec plaisir sa démarche; nous ai« mons la franchise et la vérité, et nous sau« rons protéger le proscrit qui se présente « hautement, tandis que son existence pseu« donyme nous gênerait. » Si je n'avais pas su que ce monsieur n'était que chef de bureau, au moins son discours m'aurait convaincu qu'il n'était pas ministre dirigeant, à l'époque où *le Northumberland* arriva sur les côtes d'Angleterre. Au reste, la manière dont se fit le changement que je désirais est assez curieuse pour être rapportée. Le chef, chez qui j'étais, fit appeler un employé, à qui il remit, avec ordre de l'enregistrer, une déclaration que je dus faire et signer, de nos noms, prénoms, etc. Ensuite il ajouta comme par hasard : « A propos, apportez-moi le passeport et

« la déclaration du bureau de Ramsgate, de « *tel* jour et sous *tel* nom. » Lorsqu'il eut reçu ces pièces et qu'il eut renvoyé l'employé en lui disant: « je garde ces papiers, » il les jeta au feu et me dit en riant: « Jean Sturm est « mort, vous le remplacez. »

Le lendemain je partis pour la campagne de M. Edwards, située à trois petites lieues au nord-ouest de Londres, et attenant à un hameau d'assez pauvre apparence. La maison d'habitation était simple et élégante, et le parc, à la manière anglaise, aurait été fort agréable dans une meilleure saison. La famille de M. Edwards consistait dans son épouse et trois enfans encore en bas âge, quoiqu'il approchât de soixante ans; car il ne s'était marié qu'à l'époque où il avait quitté le commerce. En Angleterre, peut-être encore plus que chez nous, les hôtes sont libres de leur temps et de leurs actions dans la maison où ils sont invités; mais cette situation ne saurait être agréable que dans deux cas : lorsqu'on con-

naît soi-même au moins quelques uns des propriétaires voisins, et qu'on peut considérer la maison où l'on est comme un pied à terre commode, où l'on vient se reposer de ses courses ou de ses visites; ou bien lorsque la maison même, par le nombre ou l'amabilité de ses habitans, offre une société agréable, qui dispense, qui empêche même d'en chercher ailleurs. Mais nous n'étions pas dans ce cas; nous ne connaissions personne, et lorsque M. Edwards était à Londres où l'appelaient à chaque instant ses affaires, hors l'heure des repas, qui nous mettait en présence de madame Edwards et de ses enfans, nous nous trouvions en face l'un de l'autre, et seuls au milieu d'une maison étrangère; lorsque la société nous aurait été nécessaire pour échapper aux réflexions pénibles que faisait naître en nous un avenir incertain et menaçant.

En France, en Italie, en Allemagne, la connaissance de la langue nous aurait permis de

chercher quelque délassement au milieu de la campagne et de ses habitans. Leur naïve franchise, leur sensibilité, leur bon sens naturel nous auraient procuré quelques momens de jouissance, mais cette ressource nous manquait. Quand même nous aurions su plus que lire l'anglais, et nos connaissances ne s'étendaient pas plus loin, cela ne nous aurait servi à rien. Le paysan anglais, quoi qu'on en dise, abruti sous le despotisme d'une aristocratie toujours plus soupçonneuse, à mesure que sa force numérique diminue (1), est élevé dans la haine de tout ce qui est étranger, et est par là fort peu sociable. Je connais l'un et l'autre et je préfèrerais peut-être le serf russe; malgré son ignorance, et au milieu de la flétrissure de l'esclavage, il est bon, serviable et hospitalier. Je sais bien que les anglo-

(1) Sous Guillaume-le-Conquérant, le sol anglais fut partagé en 29,000 fiefs. Aujourd'hui, par les extinctions et les cumulations, les familles féodales sont réduites à environ 1,600. Le moment doit arriver où l'Angleterre sera le patrimoine d'une vingtaine de familles, dont le roi sera le préfet, par la force des choses.

manes qui connaissent l'Angleterre par Walter Scott et madame Regina Roche, et les traducteurs de romans anglais à tant la page, dont l'anglomanie favorise le commerce, vont se récrier et me taxer d'exagération. Qu'ils se tranquilisent, leur commerce et l'anglomanie ne tomberont pas en France tant qu'il y aura des badauds, et Dieu merci, il y en aura toujours assez pour dédommager les traducteurs et les libraires.

Il y avait déjà quelques jours que nous étions à la campagne de M. Edwards, lorsque nous y vîmes arriver une famille voisine que la curiosité semblait amener plutôt que tout autre sentiment. C'était celle d'un riche marchand d'eau-de-vie nommé Gray. Le père était un bonhomme tout rond, un vrai John Bull, ne sachant parler que de son commerce, buvant fort et long-temps après son dîner, et passant de la table au lit sans trop distinguer son chemin; il était assez fier de l'étendue de son commerce et des richesses qu'il y avait ramas-

sées. Il faut convenir qu'elles étaient le fruit de ses talens commerciaux, car il avait commencé bien bas. Au reste, il n'en était pas plus brillant en société et n'en n'était pas moins ignorant. C'est un peu la maladie de tous les enrichis. Pour amasser une grande fortune il faut y appliquer toutes ses facultés, et rapporter toutes ses idées à ce but unique. Les talens de toute espèce, les connaissances qui demandent à être cultivées, sont autant de distractions nuisibles; l'élévation des sentimens, qui porte à la générosité, l'équité sévère, qui porte à ménager les intérêts d'autrui, ne sont que des obstacles à l'accumulation de l'argent. Il ne faut rien de tout cela, ou si l'on est doué de ces qualités il faut les répudier. L'homme brute est plus propre que tout autre à s'enrichir; mais il reste brute. Aussi ai-je toujours eu envie de rire de pitié lorsque j'ai entendu parler d'un de ces enrichis par spéculation, comme d'un patriote zélé, sur qui sa patrie pourrait compter dans le besoin et le danger.

J'ai en vain parcouru l'histoire, en remontant aussi loin que j'ai pu, pour trouver un financier qui ait seulement prêté à sa patrie de l'argent sans intérêts, ou même à l'intérêt ordinaire du commerce ; je n'en ai pas trouvé un.

Les filles de M. Gray, qui avaient reçu une assez bonne éducation, parlaient un peu français, et avaient également un peu cultivé le dessin. Elles avaient beaucoup voyagé, disaient-elles, mais ce n'était qu'en Angleterre et en Écosse, et ces voyages ne peuvent guères plus former un Anglais et le rendre sociable, que celui de Paris à Saint-Cloud et retour, par mer et par terre, ne peut enseigner la géographie à l'habitant de la cité de Lutèce. Cependant ces demoiselles avaient composé un volumineux album, de vues crayonnées de leurs voyages, où figuraient celles des diverses propriétés de leur père, qu'elles avaient soin d'indiquer. Elles avaient également une nombreuse collection d'instrumens de musique de toute

espèce, qui semblaient faire croire que la maison était peuplée de virtuoses; mais personne dans la famille ne savait s'en servir. Il en était de même de la bibliothèque de Monsieur, remarquable surtout par la somptuosité des reliûres et par *le titre* des ouvrages choisis qu'elle renfermait. Mais il ne fallait pas l'examiner de près; les livres les plus rares n'y étaient que par leurs titres, qui recouvraient un morceau de bois sculpté; les autres n'avaient jamais été ouverts. Le bonhomme Gray ne lisait que les factures, les journaux et les bulletins du commerce; les demoiselles louaient des romans dans un cabinet littéraire de Londres. Nous fîmes ces observations dans la visite que rendirent M. et Madame Edwards, et dans laquelle nous les accompagnâmes.

Cependant je m'occupais sérieusement des moyens de me soutenir par mon travail, afin de garder, sous tous les rapports, mon indépendance envers les hommes, et de me trouver

en état de lutter contre les évènemens sans être dominé par eux. Je ne suis ni parasite, ni fainéant, motif pour lequel je n'ai jamais pu être courtisan; dès mon enfance j'ai eu l'habitude du travail et de la sobriété, et j'avais conservé cette habitude, même lorsque les emplois que j'occupais, l'aisance et le rang que je tenais dans le monde auraient pu m'en dispenser et m'engager à jouir. J'avais donc peu de besoins personnels, et par conséquent bien peu de motifs de dépendre des autres. Mon heureuse destinée m'avait fait rencontrer, dans celle qui m'avait sauvé, une compagne, qui n'avait d'une femme que la sensibilité et la douceur. Éloignée par caractère de toute idée de luxe et de dissipation, de tout désir de coquetterie, loin d'être pour moi une nouvelle source de chagrin, en supportant avec humeur des privations inévitables, elle doublait mon courage et mes forces par la manière dont elle s'y prêtait; et elle devint pour moi le plus ferme appui dans le malheur. J'ai eu souvent besoin de

rencontrer en elle un courage qui ne lui a jamais manqué, malgré la douceur presque timide de son caractère.

J'avais eu l'occasion, dans un entretien avec M. Edwards, de lui parler de la mission que j'avais remplie en Turquie, et de mon séjour près du fameux Ali Pacha de Janina, et dans les îles Ioniennes. Il avait pu voir que je connaissais parfaitement ce pays. Au congrès de Vienne, les îles Ioniennes étaient revenues à l'Angleterre par une espèce de hasard. Il avait été question de les donner au prince Eugène, en remplacement de l'indemnité qui avait été stipulée en sa faveur, par le traité de Fontainebleau (11 avril 1814). Mais cette idée avait excité les plus vives réclamations de la part du gouvernement français, et, par imitation, tous les petits gouvernemens, qui de nouveau morcelaient l'Italie, avaient jeté les hauts cris. On représenta que les îles Ioniennes allaient devenir le point de réunion de tous les napoléonistes de France et d'Italie, de tous les

révolutionnaires de l'Europe. Il était alors indubitable qu'une puissante armée déborderait bientôt en Italie, et de là en France, et changerait en un instant l'ordre établi par la sagesse des soi-disant hommes d'état improvisés en congrès. Cette crainte semblait démontrer que les individus qui se proclamaient avec tant de complaisance les bienfaiteurs de l'humanité, avaient eux-mêmes la conscience de lui avoir fait assez de mal pour mériter la haine des peuples. Au reste, elle était, relativement à l'objet qui la faisait naître, au moins exagérée. L'état ionien, formé de plusieurs îles peu étendues et peu cultivées, était loin d'offrir les ressources nécessaires pour préparer une expédition aussi considérable. D'ailleurs, comme on le verra dans la suite de ces mémoires, un projet pareil n'entrait pas dans le caractère et les principes du prince Eugène. Cependant ces réclamations firent leur effet, et on songea à changer la destination des îles Ioniennes. La jalousie réciproque ne permit pas de les

attribuer à la Russie, à l'Autriche, ni à la France, et pour trancher toutes les difficultés, l'Angleterre les prit pour elle; ayant eu la coalition à sa solde, elle y conservait encore l'autorité, et on les lui céda. Mais n'ayant eu jusqu'alors aucune relation assez suivie avec ce pays pour en acquérir une connaissance suffisante, le gouvernement était tout-à-fait dans l'ignorance sur ses ressources et sur le caractère et les besoins des habitans.

M. Edwards me conseilla de profiter de cette circonstance pour faire tourner à mon avantage une entreprise philanthropique. « Il sera « question, me dit-il, à la session du parlement, « des îles Ioniennes, du parti que l'Angleterre « en doit tirer, et de l'organisation qu'il con- « vient de leur donner. Profitez des connais- « sances que vous avez acquises à Corfou et « près d'Ali Pacha, pour écrire, à ce sujet, un « bon ouvrage, qui fasse connaître ce nouvel « état sous le rapport politique et commercial. « Tâchez d'indiquer en même temps à nos né-

« gocians ou à nos spéculateurs les ressources « qu'ils peuvent y trouver, et à nos hommes « d'état l'espèce d'organisation qui convient « aux habitans, je me charge de vous trouver « un libraire, et de répandre votre livre dans « le commerce et au parlement. » Je suivis le conseil amical et patriotique tout à la fois de M. Edwards, et je me mis à l'œuvre. Le travail avançait rapidement parce que j'avais sous la main les matériaux que j'avais recueillis dans le temps, et que ma mémoire est assez sûre pour que, à l'aide d'un simple canevas, tous les détails viennent s'y peindre de nouveau. Cette occupation me fut doublement avantageuse, en ce qu'elle me détournait des pensées qui m'agitaient si désagréablement, et rendait le calme à mon esprit, par la perspective qu'une première publication bien accueillie allait m'ouvrir des ressources indépendantes des évènemens, et honorables.

Il y avait environ quinze jours que j'étais chez M. Edwards, lorsqu'il fut question d'un

grand dîner, donné par son voisin M. Gray, à toutes les notabilités du canton, et auquel nous étions invités. Cette invitation ne me convenait pas pour plusieurs motifs. D'abord je n'aime pas dîner hors de chez moi, à moins que ce ne soit chez des amis, parce qu'alors le repas est le dernier des motifs de la réunion. Ensuite quelques mots échappés à l'amphitryon me firent voir que si ce dîner était donné en quelque sorte à mon honneur, ce n'était guère qu'à titre de curiosité. Il fallait faire voir aux John Bull des environs un général français, un soldat de cette vieille armée qui avait fait trembler l'Europe, réduit, par un destin funeste, à chercher un asile sur le sol de l'ennemi implacable de sa patrie. L'orgueil qui faisait naître cette curiosité n'était accompagné d'aucun sentiment de bienveillance; j'avoue que cette pensée révolta ma fierté nationale, et je me décidai à tromper l'impertinente curiosité dont on m'avait destiné à être le plastron. Lorsqu'en 1823, plusieurs de mes con-

citoyens, fuyant l'Espagne, abordèrent en Irlande, il y eut des fêtes données en leur honneur; l'hospitalité la plus cordiale les avait embellies; de dix lieues à la ronde ceux qui avaient combattu avec nous ou sous nos drapeaux, venaient montrer, en signe de fraternité, les cicatrices des blessures reçues à côté de nos braves. Si j'avais été là, la sympathie m'aurait entraîné vers des victimes d'un malheur pareil à celui qui nous atteignait; leur accueil aurait été pour moi un titre d'honneur, et une douce consolation. Mais ici.......

Je prétextai une affaire pressée qui m'appelait à Londres, et je partis pour m'y rendre, la veille du jour fixé pour le repas. Ma Henriette fut chargée de me représenter et de m'excuser. M. Edwards me comprit sans affecter de me le faire voir; il avait l'esprit trop juste et le caractère trop généreux pour ne pas juger mes motifs et les approuver. Le repas de M. Gray se donna donc sans moi, et tout l'étalage de luxe qu'il avait déployé dans ce grand jour,

pour me donner une idée de la différence qu'il y avait entre un proscrit français et un marchand anglais, manqua son but. Je ne revis plus, pendant mes deux séjours à Londres, aucun des membres de cette famille.

Quelques jours plus tard, nous quittâmes la campagne de M. Edwards pour revenir à Londres. Ce ne fut par aucun mécontentement. Si la campagne ne nous offrait aucun agrément l'hiver, le séjour de Londres, dans cette saison, ne nous en offrait pas davantage; mais d'un côté je désirais me trouver au milieu de mes concitoyens fugitifs, qui commençaient à affluer à Londres, et savoir s'il ne s'y trouverait pas quelqu'un de mes camarades; de l'autre mon travail était assez avancé pour que je songeasse à m'assurer d'un traducteur intelligent, pour le mettre en anglais, et à chercher, sous les auspices de M. Edwards et sa recommandation, un libraire-éditeur. Nous nous installâmes donc dans un modeste logement, convenable à l'état actuel de notre fortune, et

je me mis en recherche. Le traducteur fut bientôt trouvé. Un Anglais, né en Espagne, M. William Walton, qui parlait également bien le français, se chargea de traduire mon ouvrage. Il s'en acquitta avec le plus grand soin, et en homme de lettres, beaucoup plus qu'en traducteur obligé. Le libraire fut un peu plus difficile à rencontrer. Le seul qui parut disposé à cette publication était Longmann, mais il ne m'en offrait que cent livres sterling, prix fort au-dessous de celui auquel M. Edwards avait estimé mon ouvrage. Cependant je tenais à traiter avec lui, parce que M. Edwards y tenait lui-même pour des motifs qu'il me développa.

Cet homme éclairé, d'une probité rare, et doué d'un esprit d'équité qui le portait à respecter l'intérêt des personnes à qui il avait affaire, et à le mettre au moins sur la même ligne que le sien, avait conçu un projet qui prouvait qu'il avait été libraire dans l'intérêt des sciences et de la littérature, et non pas simple

marchand de papier imprimé, comme la majorité de ses confrères. « Trop de libraires, me « disait-il, sont des espèces de corsaires, qui, « ne voyant dans leur état qu'un moyen de « gagner de l'argent, et voulant y arriver le « plus tôt possible, rançonnent les auteurs de « la manière la plus honteuse. Abusant de la « position de la plupart des hommes de lettres, « qui sont réduits à chercher des ressources « dans leur travail, ils leur en arrachent le « fruit avec si peu de pudeur, qu'il n'est pas « rare que l'auteur du meilleur ouvrage « soit réduit au vingtième du bénéfice qu'il « produit. Quelquefois même, par une com- « plication de chicane, le prix entier lui en est « enlevé. N'étant guidés ni par le bon goût, ni « par les connaissances scientifiques et litté- « raires, qui leur manquent, ils ne visent qu'à « l'argent, et ils abusent, dans ce but, de leur « empire sur les écrivains, pour les forcer à « travailler dans l'intérêt de la mode qui règle « leur débit. Loin d'encourager, de se prêter

« même, à la publication de bons ouvrages,
« ils réservent leur prédilection pour tout ce
« qui caresse et fomente la corruption du goût
« et la dégradation de la littérature. Si cet état
« continuait, les libraires travailleraient de fait,
« et avec toute la puissance que leur donne
« leur état et leur fortune, en sens inverse de
« la tendance générale vers le développement
« de l'esprit et des connaissances humaines.
« Pour peu que les gouvernemens ajoutent à
« cette action rétrograde, en dominant la
« librairie, et en entravant les publications phi-
« losophiques, si nous ne rétrogradons pas vers
« la barbarie, en passant par toutes les phases
« de l'extravagance, au moins l'intelligence
« humaine sera-t-elle arrêtée dans sa marche. »

Selon les idées de M. Edwards, un libraire devait être en même temps un homme de lettres éclairé. Son devoir était de favoriser, par tous les moyens, les progrès de l'instruction générale, et d'y contribuer par ses soins et par le choix de ses publications; d'encou-

rager de tout son pouvoir les hommes studieux et instruits qui cherchaient à se rendre utiles à la société, de les produire, et de les aider à acquérir la réputation et l'estime qu'ils méritaient; enfin de les récompenser avec équité de leurs travaux. Pour y parvenir il avait projeté de former une société de libraires, à qui tous les hommes de lettres, qui n'étaient pas en état de les publier eux-mêmes, seraient invités à présenter leurs ouvrages. Pour peu qu'ils eussent un intérêt réel, qu'ils fussent utiles et que la morale universelle y fût respectée, la société se chargeait de leur publication, et en faisait les frais. Elle ne se réservait sur le prix de la vente qu'une part proportionnelle à ses avances, et non pas au succès de l'ouvrage, en sorte que, plus ce succès était grand, plus la part de l'auteur croissait en comparaison de celle des éditeurs. La société pouvait et devait même faire des avances aux auteurs qui le désireraient, en proportion du bénéfice qu'on pouvait prévoir qu'ils devaient

retirer de leurs productions. La société aurait, pour s'éclairer au besoin, une espèce de comité consultatif, composé d'un petit nombre de savans et d'hommes de lettres recommandables, et d'un assez grand mérite pour être inaccessibles aux petites jalousies de la basse littérature. Enfin les journaux devaient leur servir à assurer en même temps le débit de leurs publications et la réputation des auteurs. Le *Morning Chronicle* surtout, alors dirigé par un Écossais, M. Perry, homme vraiment instruit, éclairé et d'un caractère intègre et éminemment libéral, devait être le principal point d'appui de la société. M. Edwards avait à peu près composé cette société, à la tête de laquelle il devait être avec une mise de fonds considérable; il se proposait de donner à son fils aîné l'éducation la plus brillante et la plus libérale, afin de le mettre en état de lui succéder. M. Longmann devait en être un des membres; M. Edwards avait des fonds dans son commerce, et y avait conservé une pré-

pondérance : tel était le motif qui m'engageait à rester en négociation avec lui.

La dernière fois que M. Edwards vint à Londres, je lui fis part de l'offre de Longmann. « C'est trop peu, me dit-il; il doit vous don« ner deux cents guinées. Je suis obligé de re« tourner aujourd'hui à la campagne, mais « après - demain je serai de retour à Londres. « Vous me remettrez votre manuscrit, et je me « ferai donner l'argent par Longmann, qui ne « peut me refuser. » Le surlendemain j'attendais M. Edwards avec confiance, et la consolation d'avoir ainsi assuré mon existence pendant la durée de mon exil ; car j'avais encore différentes publications dont nous étions convenus ensemble... Au lieu de M. Edwards, je vis arriver M. Casamayor, qui m'annonça la mort de son ami ; une apoplexie foudroyante l'avait atteint le soir même de son retour à la campagne. Ainsi la mort commençait à frapper autour de moi, et à m'enlever l'un après l'au-

tre les hommes auxquels je tenais par les liens du cœur.

Cette perte détruisait alors toutes les espérances que j'avais pu former sur mon séjour à Londres. Elle me jetait dans une perplexité qui rendit bientôt ma situation désastreuse et presque désespérée. Au milieu des réflexions cruelles qu'elle fit naître, mon imagination se reportait sur les malheurs que j'avais déjà éprouvés depuis trois ans; et l'avenir qui s'offrait à moi prenait une teinte sombre peu faite pour m'encourager. Je ne voyais plus qu'une descente continuelle et de plus en plus rapide, dont le terme était voilé à mes yeux. Il m'a fallu toute la force d'ame dont la nature généreuse m'a doué, pour ne pas tomber dans un découragement complet.

CHAPITRE II.

Coup d'œil sur les événemens passés. — Quelque chose sur la guerre de Russie. — Anecdote devant Vitepsk. — Sur le passage de la Berezina. — Je suis fait prisonnier.

La fin de la campagne de 1812, origine des malheurs qu'a éprouvés la France, a été pour moi le terme où devait s'arrêter ma carrière, jusqu'alors agréable et brillante autant

qu'elle est honorable. Aux réflexions pénibles que faisaient naître ces deux motifs de douleur se joignaient encore des chagrins domestiques dont la cause avait une date bien antérieure. Dans les premières années de mon séjour en Italie, je m'étais marié par une spéculation qu'on pourrait appeler métaphysique et qu'enfante le romantisme. Cette manie est assez volontiers la maladie des jeunes têtes que l'expérience, à defaut de l'âge, n'a pas encore mûries. Mon romantisme était couleur de rose. Colonel à vingt-cinq ans, remplissant, comme chef de mon arme, les fonctions d'officier-général; jouissant de l'aisance, et sur le chemin d'une fortune qui pouvait suffire abondamment aux besoins d'une famille; la dot et les espérances pécuniaires de celle qui devait être mon épouse, était ce qui m'inquiétait le moins. Je désirais même qu'elle n'eût ni l'un ni l'autre. Je n'aime pas à être dominé par les caprices de qui que ce soit, et je n'avais vu que trop souvent la tyrannie capricieuse qu'une

femme riche exerçait sur un époux moins fortuné, détruire le bonheur domestique et causer la ruine de sa famille. D'un autre côté, incapable par caractère, autant que par principes, d'abuser de l'avantage que la fortune peut me donner sur un être quelconque, je me croyais assuré de mériter l'estime et l'attachement de la compagne pauvre que j'associerais à mon sort. Je n'avais oublié qu'une seule chose, c'est que le bonheur que je cherchais ne pouvait être fondé que sur le caractère et les sentimens moraux de ma compagne, sur l'éducation qu'elle aurait reçue de ses parens, et les principes qu'elle y aurait puisés. L'estime des procédés délicats est un sentiment qui ne peut naître que dans une ame qui en est elle-même susceptible; la reconnaissance ne saurait habiter dans un cœur corrompu : j'en ai fait la triste épreuve. Fasciné par une illusion théorique d'autant plus dangereuse que la base en reposait sur les sentimens les plus purs de la bienveillance; trompé par des informations su-

perficielles, dirigées par de prétendus amis, et qui aboutirent au plus honteux abus de confiance, je tombai dans le piège qui m'était tendu. J'avais perdu mon respectable père au commencement de 1799, et sa perte m'avait privé de mon plus tendre et de mon meilleur ami; de celui aux conseils de qui j'obéissais avec confiance et vénération. Parmi ceux de mes lecteurs qui ont servi aux armées des Pyrénées-Orientales et d'Italie, il n'en est sans doute aucun qui ne se souvienne du général Guillaume, surnommé le Brave à la tribune de la Convention; surtout s'ils ont assisté aux batailles qui coûtèrent la vie au généraux Dugommier et La Union, à Cistella, à Loano, à Peschiera, à Palma-Nova. Surnommé aussi le père de ses soldats et le fléau des concussionnaires, son patriotisme sincère et dévoué, sa probité exemplaire lui avaient mérité l'estime et l'attachement de tous. J'ai bien souvent parlé au général en chef et au consul Bonaparte, à l'empereur Napoléon, et jamais, jusqu'en 1815, où

je le vis pour la dernière fois, il n'a manqué de faire entrer dans la conversation quelque chose d'agréable et d'honorable pour la mémoire de mon père.

Je ne tardai pas à voir se dissiper la presque totalité des illusions que je m'étais faites. Mais je fus bien long-temps avant de pouvoir ouvrir les yeux. L'état de guerre presque continu, et, dans les momens de trève, l'activité d'un service qui embrassait toute l'Italie septentrionale, et multipliait tellement mes inspections et mes courses que, pendant des semaines entières, je n'avais d'autre lit que ma voiture; cet état, plus convenable à un célibataire qu'à un homme marié, me tenait presque toujours loin de chez moi. Sans entrer dans le détail des circonstances qui concoururent à m'éclairer, il me suffira de dire que je finis par acquérir les preuves morales les plus convaincantes qu'il n'existait entre moi, la compagne que je m'étais si imprudemment donnée, et ses enfans, d'autres liens qu'un acte de mariage et la loi qui

vult patrem esse quem nuptiæ demonstrant. Je puis encore y ajouter que mon chef supérieur, le prince Eugène, informé enfin lui-même de ce qui m'avait été si long-temps caché, me fit sentir la nécessité de rompre des liens qui me déshonoraient. Ce ne fut pas mon moindre chagrin.

J'en étais là, lorsque la guerre de Russie éclata, et me força à suspendre les démarches que je devais faire. Je pris le commandement d'une brigade de l'armée d'Italie; elle était forte de sept mille baïonnettes, et à coup sûr une des plus belles de l'armée. Nous quittâmes l'Italie à la fin de janvier 1812, nous dirigeant par la Bavière en Prusse, où était le point de réunion des différens corps de la grande armée. Vers le milieu d'avril, l'armée d'Italie arriva dans la basse Silésie, où elle devait s'arrêter quelque temps. Ma brigade fut cantonnée à Sagan et dans les environs. La stricte discipline qui régnait dans les troupes italiennes, et la bonne composition du corps d'officiers, avaient

rendu notre marche en Allemagne très-agréable pour nous. La conduite des troupes leur avait mérité l'estime des habitans; celle des officiers rendit on ne peut plus amical l'accueil que nous reçûmes partout. Pour peu que nous arrivassions de bonne heure au logement, il y avait cercle pour nous chez les principaux habitans; les séjours étaient célébrés par des concerts et des bals. L'harmonie fut donc bientôt établie entre nous et les bons Silésiens, et ma position personnelle y fut aussi agréable qu'il m'était possible de le désirer. Toujours constant dans la conduite que m'avaient tracée les exemples et les leçons de mon père, j'en recueillais à chaque pas la récompense par l'attachement et l'estime de ceux sur qui s'étendait mon autorité. Et cette récompense est-elle si difficile à obtenir? Tous ceux qui, comme moi, se trouvent investis d'un commandement supérieur, ne peuvent-ils pas faire ce que j'ai fait? Les citoyens au milieu desquels nous étions presque comme ennemis, puisque nous avions

droit d'exiger d'eux l'entretien des troupes que nous commandions, voyaient avec quel soin je cherchais à éloigner d'eux les maux irréparables du fléau qui les atteignait, ou au moins à les diminuer; toujours ils me trouvaient prêt à les entendre, à accueillir leurs réclamations, à y faire droit : la discipline la plus sévère garantissait le respect dû à leurs personnes et à leurs propriétés. Quant aux troupes qui m'étaient confiées, soigneux de pourvoir à tous leurs besoins, chef sous les armes, ami hors de là, je partageais leurs plus rudes travaux et leurs privations; je bivouaquais avec elles, couché sur la terre nue devant le front de ma brigade. Donnant l'exemple de la discipline, j'avais le droit de l'exiger de mes subordonnés; pourvoyant à tous leurs besoins, ils n'avaient ni le prétexte ni le désir d'y satisfaire par le pillage. Rarement, ou plutôt jamais, un chef exact et sévère, mais juste et exempt d'orgueil et de dureté, ne manque de mériter l'amour et l'estime de ses inférieurs : l'homme de guerre

est, sous ce rapport, plus équitable et plus reconnaissant qu'on ne l'est peut-être dans le restant de la société. Je jouissais de l'attachement et de la confiance des troupes que je commandais; il n'y avait rien que je ne pusse obtenir de ces braves gens, aucun danger où ils ne m'eussent accompagné.

Notre séjour à Sagan ne fut pas long, mais il marquera dans ma vie par un souvenir ineffaçable. C'est là où j'appris à connaître celle qui devint ma compagne dévouée et mon épouse, et à qui je dois le bonheur qui, j'ose l'espérer, m'accompagnera jusqu'au tombeau. Des circonstances, qui tiennent à l'existence d'une colonie protestante française à Berlin, dans laquelle j'ai des parens éloignés, me firent entrer en relation intime avec sa famille, dont un des membres appartenait à cette colonie.

Le 1er mai, l'armée fit un mouvement de concentration, et ma brigade s'avança jusqu'à Neustadt où le prince Eugène nous rejoignit. Mais ce mouvement n'eut pas de suite, et nous

reçûmes l'ordre le même soir de rétrograder le lendemain à Naumburg sur le Bober, pour aller de là nous cantonner aux environs de Crossen. La marche était de dix lieues par des traverses sableuses; le soldat manquait déjà de vivres par l'accumulation des troupes dans des endroits pauvres et peu peuplés. Je précédai mes troupes pour tâcher de leur assurer quelques moyens de subsistances. Naumburg, foulé par le passage de la garde impériale, était épuisé; et la ville saxonne de Christianstadt, qui en est voisine, refusa de venir à son secours. Les habitans, déjà maltraités par nos prétoriens, tremblaient de voir arriver de nouveaux soldats; mais je connaissais mes braves Italiens et je les rassurai. Lorsque ma brigade arriva, je la fis former en carré; j'appelai les sous-officiers, et je les chargeai de recommander aux soldats d'avoir égard à la malheureuse situation de leurs hôtes épuisés par de longs sacrifices; de se contenter du peu qu'on pourrait leur donner, et de ne rien exi-

ger. Je n'eus pas besoin d'y ajouter des menaces pour les retenir dans une discipline à laquelle ils étaient accoutumés ; et le lendemain les éloges des autorités et les vœux des habitans nous accompagnèrent à notre départ.

Vers le 10 mai, l'armée d'Italie se remit en mouvement par Glogau, pour gagner les bords du Niemen. L'inexorable destinée nous poussait vers les lieux où la fortune de la France, victorieuse pendant vingt ans, devait succomber devant les élémens que notre audace allait braver. Cette catastrophe, au-devant de laquelle nous marchions, n'était cependant pas sans pronostics. Outre ceux qui m'échappèrent alors et que je ne pus comprendre que plus tard, il y en avait d'autres que j'avais pu recueillir dans un pays dont je parlais la langue, et où j'avais été élevé. On ne m'avait pas caché que la Prusse, humiliée et irritée par le traité de Tilsitt, saisirait la première occasion favorable pour tourner ses armes contre nous. Cette occasion devait être le résultat de la

campagne qui allait s'ouvrir. On ne croyait pas que l'armée russe pourrait nous résister; mais nos victoires mêmes devaient nous conduire à notre perte. En reculant vers les déserts qui sont au centre de leur empire, ils nous y traînaient à leur suite. On ne pensait pas qu'une ou même plusieurs batailles perdues la décidassent à la paix. Alors nos armées, enchaînées dans un pays déjà peu cultivé et rendu désert par des ravages étudiés, épuisées par la fatigue et les privations, verraient arriver l'hiver, dont la rigueur extrême dans ce pays sauvage moissonnerait facilement des soldats nés dans un climat doux, et mal couverts contre ces froids rigoureux. On plaignait le sort de tant de milliers d'hommes, victimes inévitables d'une aussi cruelle destinée. On alla même jusqu'à me solliciter, me conjurer de tout faire pour obtenir un emploi en Allemagne, afin d'échapper à la destruction générale. Je ne vis d'abord dans ces exhortations qu'une marque de l'intérêt que nous portaient de braves gens reconnais-

sans de notre conduite envers eux, ou peut-être même des insinuations des agens de la Russie. Mais lorsque le colonel Dobschütz (mort depuis lieutenant-général) me dit la même chose et y ajouta que nous serions mal secondés par l'Autriche, déjà en liaison secrète avec la Russie; lorsque de mes compagnons d'enfance, tels que le commissaire civil du gouvernement prussien près de moi, et la baronne de Prittwitz (sœur du général Ruchel) me le répétèrent, j'y donnai une attention plus sérieuse. J'étais loin de songer à essayer de me faire employer sur les derrières de l'armée; jamais je n'aurais consenti à séparer ma destinée de celle de mes compagnons d'armes. Mais il était possible que les renseignemens que j'avais reçus, et dont la véracité ne pouvait être révoquée en doute, pussent être utiles à Napoléon dans la disposition générale de son plan de campagne. J'en fis part au prince Eugène, et le prince en rendit compte à l'empereur. Mais l'espérance d'une victoire certaine, et celle de

la paix dont l'avait bercé son ambassadeur à Pétersbourg, qui dès-lors le trompait et le trahissait, l'empêchèrent d'y avoir égard. Seulement il paraît, à ce que j'ai appris par la suite, qu'il s'en souvint plus tard; et que la crainte d'être arrêté et retenu prisonnier en Prusse le décida à nous quitter à Smorgony, et à se hâter de traverser l'Allemagne avant qu'on y connût toute l'étendue de nos pertes.

Notre marche de l'Oder à la Vistule fut triste; nous mîmes cinq jours pour parcourir la petite distance de Glogau à Ravicz. Les colonnes de la grande armée commençaient à se concentrer, et il fallait régler leurs mouvemens de manière à éviter les croisemens et les encombremens. La direction assignée à ma brigade nous conduisit en serpentant par Kobylin, Krotoszin, Dobrzyce, Staviszin, Konin, Kollo et Izbice, à Brzescie de Mazovie, où nous arrivâmes le 28 mai, avant midi. Le jour même de notre arrivée, je reçus pour mes troupes une assez grande quantité de blé, avec ordre de le faire

moudre sans délai, et de disposer les farines pour être transportées à la suite des troupes. Dès ce moment, la fortune sembla vouloir nous donner un présage des rigueurs qu'elle nous réservait. Il n'y avait autour de Brzescie que des moulins à vent; à peine les blés y furent-ils rendus et la mouture commencée, que le vent cessa, en sorte qu'il fut impossible de continuer. Si dès l'ouverture de la campagne, et avant d'être en présence de l'ennemi, la disette nous menaçait déjà, que devions-nous attendre lorsque nous aurions passé le Niemen? Aussi ces résultats de l'impéritie, pour ne pas dire plus, de l'intendant-général n'allèrent qu'en croissant, et furent la cause première de nos désastres. Après avoir passé quelques jours à Brzescie, nous en partîmes pour aller passer la Vistule à Wraclavek, d'où ma brigade fut cantonner une huitaine de jours à Bobrownik, à la rive droite de ce fleuve. Là je m'occupai à réunir ce qu'il fut possible de farines dans les villages voisins, et

à faire confectionner autant de pain qu'en pouvaient contenir les fours des paysans. Mais, malgré la résignation de ces bons Polonais qui, dans l'espoir de concourir à leur propre indépendance, se laissaient dépouiller sans murmurer, on ne pouvait réunir que peu de farines dans un pays épuisé, et où le centre et la droite de la grande armée commençaient à se concentrer. Il était donc facile de prévoir que, malgré tous nos soins, nous n'aurions presque point de pain d'avance à l'époque de notre départ.

Des bruits de paix, qui se répandirent alors dans l'armée, vinrent à propos pour dissiper, ou plutôt pour suspendre les tristes réflexions que faisait naître dans l'esprit des soldats la disette que les moins clairvoyans prévoyaient sans peine. Mais ils ne pouvaient faire cesser l'ennui que causait la tristesse de notre séjour. Le village où nous étions, entouré de bois sablonneux et marécageux, n'offrant aucune société ni aucune récréation, avait toute la monotonie des déserts de la Thébaïde. Un

grand nombre de mes officiers furent chercher quelques dissipations à Thorn, où je leur permis d'aller passer un jour chacun. Moi seul, je restai cloué à mon poste où me retenait l'occupation majeure des vivres; je ne m'en serais pas écarté, même s'il m'eût été permis de le faire.

Ma brigade quitta les bords de la Vistule n'ayant pu réunir qu'une faible réserve de pain ; nous fûmes même obligés d'abandonner, dans les moulins à vent, le blé qui y avait été envoyé pour le moudre, et qui fut perdu pour l'armée. Le désordre et un commencement d'insubordination régnaient déjà dans notre armée; on avait bien fait une espèce de répartition de terrain entre les divisions, et on leur avait nominalement assigné un certain nombre de villages, dont elles devaient employer les ressources. Mais qui respectait les ordres donnés et les répartitions faites ?... Chacun butinait aussi loin qu'il pouvait, et ce qu'il arrachait à son voisin lui semblait pris sur l'ennemi. Notre géné-

ral de division ne sut pas mieux maintenir l'égalité entre les deux brigades ; celle qui était à Lipno prit ce qu'elle voulut, la mienne eut ce qui resta. Le général Pino, tout gonflé d'une réputation que lui avait faite Napoléon, par des motifs tout-à-fait politiques, n'avait aucune idée militaire assise, ni même assez de capacité pour en acquérir ; il était brave de sa personne et c'était tout. La campagne d'Italie en 1813 l'a fait voir dans toute sa nullité. Je prévis dès lors que ce n'était qu'en redoublant de soins et d'activité que je pouvais espérer de pourvoir à la subsistance de mes troupes et d'y maintenir la discipline, et je ne craignais pas, sous ce rapport, la concurrence de mes deux camarades.

Je partis de Bobrownik vers le milieu de juin, et en serpentant par Lipno, Sierpo, Biezun, Soldau, Neidenburg, Passenheim, Bischoffsburg, Rossel, Rastenberg, Goldap, Lubowa, Kalwary, et Ludwinova. Ma brigade arriva le 30 à Prenny, d'où elle devait aller

passer le Niemen, sur les ponts établis à Pisony. La difficulté des subsistances continua à se faire sentir tout le long de cette route; il fallait à chaque journée s'arrêter pour attendre une distribution ou envoyer les voitures à quelque distance hors de la route charger dans un magasin, où le pain n'était pas toujours prêt. Le mécontentement produit par le malaise était visible dans les troupes, et la discipline s'ébranlait de jour en jour. Malheureusement le premier qui donna dans ma brigade l'exemple de l'insubordination, fut un colonel. A Rastenberg, la distribution de pain qui devait se faire à notre arrivée, ne put avoir lieu que le lendemain matin, au moment du départ. En même temps nous reçûmes l'ordre de nous mettre en mouvement sur-le-champ, afin d'arriver de bonne heure à Goldap, où nous devions être passés en revue. J'ordonnai alors que la distribution se ferait à Goldap, et que les fourgons des régimens qui étaient encore chargés, nous suivraient. Le 3e de ligne ita-

lien obéit ; mais le colonel du 3e léger, officier français d'assez maigre valeur, se refusa à marcher avant que le pain eût été donné à ses soldats : je fus obligé, par l'obstination de son refus, de lui ôter le commandement de son régiment et de le donner à son colonel en second ; mais il était protégé par Pino, et avait même quelque appui dans la partie *dansante* de l'état-major du prince Eugène. Ce dernier me fit prier de me contenter de tenir le colonel aux arrêts pendant une quinzaine de jours.

L'incertitude des subsistances, le retard et même quelquefois le manque de distributions, jetaient le découragement et le mécontentement dans les troupes. Malgré cela, je n'eus parmi mes soldats qu'un seul exemple de révolte ; encore c'était un malheureux conscrit du 3e léger italien, qui n'avait agi qu'à l'instigation de quelques-uns de ses camarades plus anciens. Son colonel aurait pu le sauver ; la révolte d'un individu isolé n'exigeait pas autant de précipitation dans le châ-

timent. Pino, sur mon rapport, aurait dû autoriser un plus ample informé; le malheureux fut jugé et condamné à mort. Je demandai envain à Pino un sursis à l'exécution, pour attendre la rentrée du détachement où étaient les instigateurs; le soldat périt, et son innocence fut reconnue le lendemain : je n'avais jamais été obligé de recourir à des moyens extrêmes pour étouffer des insubordinations aussi peu dangereuses, et j'y avais toujours remédié sans bruit et sans perdre des hommes. Mais celui qui livra le ministre Prina à ses assassins n'était pas aussi sensible à la perte d'un soldat.

Nous passâmes le Niemen le 2 juillet, sur un pont de bateaux qui avait été construit un peu au-dessous de Pilony; ma brigade prit position dans un village à la rive droite, peu distant du pont. Dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, nous avions été assaillis par un orage qui dura plus de vingt-quatre heures, et qui fut accompagné, comme le sont ordinairement ceux qu'on

éprouve dans le nord, d'une pluie mêlée de neige et de grêle et suivi d'un froid très-vif. Nos chevaux d'artillerie, épuisés par la disette de fourrages et les marches longues et fatigantes, au travers des sables et des marais de la Prusse, en souffrirent beaucoup. L'armée d'Italie en perdit environ cinq cents; les chevaux de transports militaires ne furent pas mieux traités, en sorte que nous ne pouvions plus espérer, si nous avions le bonheur de rencontrer quelque magasin russe, d'emporter avec nous beaucoup de vivres. Nous devions avoir à notre suite des chariots de réquisition de la Pologne; mais l'ordre de les réunir n'ayant été reçu, par la négligence de l'état-major de Pino qu'à l'instant de quitter les bords de la Vistule, ne put pas être complètement exécuté. Les paysans avaient eu la précaution d'éloigner leurs chevaux; les conducteurs d'une partie des voitures que nous pûmes avoir désertèrent en route; les chevaux périrent et il ne restait plus rien au Niemen. Au de-là de cette rivière, je pris le commande-

ment de l'autre brigade : celle que je quittais comptait encore 5,761 hommes, et n'avait perdu depuis l'Italie que 700 hommes, dont 200 traîneurs et le reste aux hôpitaux ; celle que je pris n'avait que 4,421 hommes et en avait perdu 1350, dont 700 traîneurs. Cette différence venait de la négligence de mon camarade, très-brave et très-honnête homme, sans aucune capacité militaire ; mais il était le favori et la créature de Pino ; ce changement avait eu lieu, pour le tenir hors de ligne et en faire une espèce de général de division en second ; on n'en fit que la cinquième roue d'une voiture.

Je n'entrerai pas dans le détail de tous les évènemens de cette funeste campagne ; ils ont été assez décrits dans différens ouvrages et sous toutes les formes. Je me contenterai de relever quelques circonstances particulières, ou plutôt quelques anecdotes dont j'ai été témoin. Après le passage du Niemen, la dyssenterie commença à se mettre dans notre corps d'armée,

par un effet de la mauvaise qualité des eaux que le soldat était réduit à boire; on ne trouvait en effet que des eaux stagnantes, boueuses et presque aussi vertes que les herbages qui les couvraient. Un des principaux effets de la dyssenterie est de donner une soif dévorante, et il était presque impossible d'empêcher les soldats de se gorger de cette eau, qui augmentait leur mal. Ce fléau, joint à l'affaiblissement causé par le manque de vivres, diminua sensiblement la force des corps de troupes. Le 19 juillet, ayant passé une revue de rigueur des régimens dont je voyais bien que les colonels tâchaient de me dissimuler les pertes, je les trouvai diminués depuis le passage du Niemen d'environ 1400 hommes, dont près de 1100 malades; les autres corps de l'armée étaient à peu-près dans la même situation, en sorte qu'il faut admettre qu'il n'y avait à la bataille de Borodino, dans chaque corps, que la moitié des hommes qui avaient passé le Niemen. Il s'en faut de beaucoup que tous ces malades soient morts; il n'y

avait pas besoin de remède pour les guérir; restés en arrière, le repos et quelques vivres qu'ils purent trouver après le passage de l'armée en guérirent plus des trois quarts; mais, au lieu de rejoindre leurs régimens, ils se dirigèrent vers la France ou l'Italie, et furent ramassés sur les bords du Rhin ou à Inspruck. En 1813, ils grossirent les rangs de la nouvelle armée formée en Allemagne. Il faut donc diminuer au moins de cent mille hommes les pertes réelles de la campagne de 1812.

Après le passage du Niemen, l'armée d'Italie se dirigea d'abord à droite sur Novo-Trocki, afin de soutenir le corps de Davoust, chargé de doubler la droite du corps russe de Bagration, et de le couper de Wilna, et empêcher ainsi sa jonction avec l'armée principale de Barklay de Tolly. Nous nous dirigeâmes même encore pendant une ou deux marches plus à droite; mais le corps de Bagration ayant échappé à l'attaque dont il était menacé, nous nous rabattîmes sur Vileyka et Oszmiana,

d'où nous nous dirigeâmes sur Witepsk.

Le 24 juillet, le 4e corps d'armée n'avait pas encore tiré un coup de fusil. Ce jour-là, l'empereur Napoléon passa la revue de notre division, et j'eus occasion d'y rire un peu. Après que les troupes eurent défilé, le général Pino conduisit les officiers généraux et supérieurs à l'empereur, et voulut me présenter à lui, comme chose neuve. Napoléon lui répondit froidement: « Je le connais avant vous. » Ce qui était littéralement vrai, car j'étais de l'armée qui entra en Italie avec le général Bonaparte. Le 25, le 4e corps d'Italie fut engagé en avant de Beszenkovitzy; mais notre division resta à l'arrière-garde: il en fut de même le 26. Enfin le 27, nous devions être à l'avant-garde, lorsqu'une balourdise de Pino nous en empêcha. D'abord il se mit en mouvement très-tard; ensuite, se croyant sans doute chargé de veiller au salut de toute l'armée, il s'amusa en chemin faisant à interroger tous les paysans qu'on rencontrait ou qu'on voyait dans les

champs. Un d'eux s'avisa de lui dire qu'un corps russe nous tournait par notre droite, et sur ce bel avis, Pino fit arrêter la division et la mit en bataille à la droite de la route faisant face au prétendu mouvement de flanc.

Cependant nous entendions distinctement la violente canonnade qui s'était allumée sur les bords de la Luszitza; nous étions à plus de deux lieues en arrière, et nous supportions avec la plus vive impatience l'imbécillité de notre chef, qui nous privait de notre place. Je ne pus pas y tenir plus d'une demi-heure, et j'ordonnai à un de mes aides-de-camp de pousser en avant au galop, sous prétexte d'avoir des nouvelles, mais dans le fait avec la mission de se présenter au prince Eugène, et au besoin à l'empereur, pour en recevoir des ordres. Quelque diligence que mît mon aide-de-camp, il fut près d'une heure et demie absent; mais il nous apporta l'ordre d'avancer au pas redoublé pour prendre notre ordre de bataille.

Lorsque nous arrivâmes le combat était à sa

fin ; l'avant-garde russe était rejetée au-delà de la Luszitza. Le corps du maréchal Ney se prolongeait à droite, comme pour doubler la gauche de l'ennemi. La 13e et la 14e division de l'armée d'Italie étaient engagées de front, la garde était en réserve au coin d'un bois ; la place que notre division aurait dû occuper à la gauche était restée vide, et on avait été obligé de la masquer par un corps de cavalerie qui souffrit beaucoup. En arrivant à hauteur de la réserve, en tête de colonne, je reçus l'ordre d'occuper les collines qui bordaient la petite rivière à l'extrême gauche et de m'emparer d'un moulin qui est sur la grande route, au-delà. Je déployai ma brigade sur la crête du rideau à gauche, et dirigeai contre le moulin deux compagnies de voltigeurs dalmates, un bataillon étant disposé à les soutenir. Ce fut alors que je perdis un de mes amis et de mes meilleurs camarades de collége. Le colonel du génie Liedot était avec moi sur la hauteur ; il avait ordre de

reconnaître le moulin, aussitôt que nous en serions maîtres, et de marquer les ouvrages qu'il faudrait faire pour le mettre en état de défense : on voulait s'assurer ce débouché pour la bataille à laquelle on s'attendait le lendemain; la petite rivière, guéable partout, devant moi, était, au-dessus du moulin, encaissée dans un ravin escarpé et difficile à passer. Je voulais retenir Liedot jusqu'à ce que le moulin fût enlevé, ce que la faiblesse du feu de l'ennemi me faisait juger ne devoir pas tarder; mais il voulut suivre les voltigeurs. Un instant après on vint demander des secours pour l'officier du génie qui venait d'être blessé. J'y envoyai de suite le chirurgien-major du régiment dalmate; c'était trop tard : la balle lui avait percé le cœur. Ce ne fut pas la perte la moins sensible que je fis dans cette campagne.

Pendant que je me rendais maître du moulin, la cavalerie légère du général Montbrun avait passé la Dwina à gué sur ma gauche; elle se déployait dans la plaine, à ma hauteur, se

dirigeant vers Vitepsk. J'avais devant moi, cent pas de la Luczitza, un chantier de bois de construction, qui s'étendait le long de la Dwina, à plus d'un quart de lieue. Je résolus d'en débusquer les troupes légères ennemies qui l'occupaient, et d'assurer ainsi la droite du général Montbrun. De la position que j'occupais je dominais de l'œil tout le camp des Russes : j'y observai un mouvement, que je jugeai bientôt être celui d'une retraite dont la direction prolongeait obliquement notre front de gauche à droite. Ce mouvement acheva de me décider à jeter des troupes au-delà de la Luczitza, et à m'engager avec celles qui formaient l'extrême droite de l'ennemi. Si ce mouvement me réussissait, et s'il m'était permis de l'appuyer avec le restant de ma brigade, il pouvait inquiéter le général ennemi assez sérieusement pour suspendre sa retraite. Alors il fallait recevoir la bataille, et c'était ce qui pouvait nous arriver de plus heureux ; car l'armée russe qui nous présentait le flanc, pou-

vait être attaquée dans le contre-mouvement qu'il lui fallait faire pour se mettre en bataille et essayer d'asseoir sa position. Je fis passer une petite rivière à six compagnies de voltigeurs, qui poussèrent successivement devant elles les troupes légères de l'ennemi; un bataillon les suivait pour les appuyer à distance et leur servir de réserve.

Bientôt arriva l'empereur, qui vint voir par lui-même ce que signifiait la fusillade qui s'allumait si vivement devant moi. Je le lui dis; je lui fis voir les mouvemens de la ligne ennemie, et je lui demandai l'autorisation de passer la rivière, de m'emparer de tout le chantier et de m'en servir pour déboucher sur la pointe de l'aile droite de l'ennemi, que j'espérais retenir par là. Mais l'empereur était fixé dans l'opinion que Barklay de Tolly l'attendait dans cette position pour lui livrer bataille; il m'ordonna donc de faire rentrer mes voltigeurs, et de cesser le feu, *même si l'on tirait sur moi.* Il ajouta que les Russes formaient

leur ligne de bataille pour le lendemain. J'obéis, ne laissant qu'une compagnie de voltigeurs pour garder le moulin, et une pour occuper la partie du chantier la plus rapprochée de moi, afin de m'assurer ce passage, *s'il y avait lieu.* Le prince Eugène était avec Napoléon et il resta sur la hauteur après le départ de l'empereur, voulant encore examiner les mouvemens de l'ennemi. Il était alors environ sept heures; le mouvement des Russes devenait d'instant en instant plus prononcé, et je le lui fis observer; il me donna raison, mais il n'osa pas contrarier l'opinion de l'empereur. A sa place je l'aurais osé, et dans deux occasions de ma vie où j'ai cru devoir insister dans des circonstances pareilles, je n'ai eu qu'à m'en applaudir.

Le 28, un peu avant le point du jour, l'empereur était à cheval, et gronda beaucoup le prince Eugène, qui dormait encore le jour d'une bataille. Tous deux vinrent sur la hauteur que j'occupais; l'armée russe avait disparu.

Napoléon tourna bride sans dire un mot, et s'en revint à son quartier; il sentait que cette occasion de combattre étant perdue, il serait au moins difficile d'en trouver une aussi avantageuse. Peu après je reçus l'ordre de me mettre en mouvement, dans la direction de Witepsk; je devais faire l'avant-garde de l'armée d'Italie. Les autres corps reçurent différentes directions. A un quart de lieue de Witepsk, je rencontrai les députés qui apportaient les clefs de la ville; notre cavalerie y était déjà, je les retins et j'envoyai prévenir l'empereur. Après les avoir assurés d'une entière protection, il les renvoya et s'assit sur un tronc d'arbre à la tête de ma brigade; il sembla dans ce moment, avec cette amabilité qu'il savait employer si à propos, vouloir guérir mon amour-propre qu'il croyait blessé, précisément parce que j'avais eu raison; il me demanda d'abord à déjeûner, et je n'avais rien à lui offrir, qu'un peu d'une espèce de galette, faite par mes soldats, et de l'eau-de-vie de seigle, corrigée

avec des graines de genièvre. « Toujours dur « comme un vieux soldat de l'armée d'Italie, » me dit-il en riant, car il se rappelait volontiers de ses soldats de Rivoli et de Lodi. Cependant il partagea avec nous sans faire la grimace, et refusa la cantine de quelqu'un de sa suite.

Murat vint alors, et il fut décidé qu'il se porterait avec toute sa cavalerie sur la route de Suraj. Murat lui demanda un bataillon d'infanterie légère, pour relever celui qui marchait à son avant-garde : « Quel est votre meil-« leur bataillon? me dit Napoléon. — Tous « sont bons, mais s'il m'est permis d'en pré-« férer un, ce sera celui du 1er léger italien. « C'est à sa tête que j'ai mérité de V. M. le grade « de général, mes épaulettes sont teintes du « sang de ses braves. — Je te recommande ce « bataillon, dit alors l'empereur à Murat, ayes-« en bien soin. » Et en me disant: « adieu géné-ral », il nous quitta pour se rendre à Witepsk. Je ne rapporte cette anecdote peu importante par elle-même, que pour faire voir que Napoléon

n'était pas, comme certaines gens l'ont prétendu, un ogre toujours prêt à dévorer ceux qui osaient ne pas être de son avis. Dans deux occasions de ma vie je n'ai pas craint de lui signaler des injustices commises envers les troupes qui m'étaient confiées. Quoiqu'il les eût d'abord sanctionnées, il n'a pas balancé à les réparer, et m'a témoigné sa satisfaction d'avoir été éclairé. Ceux qui se sont si bassement aplatis devant lui l'ont fait bien gratuitement ; ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes de cette abjection dont ils veulent s'excuser aux dépens de Napoléon ; il aurait dû n'être entouré que d'hommes francs et loyaux, car il savait les apprécier.

Je reçus l'ordre de suivre à quelque distance la cavalerie de Murat, faisant toujours l'avant-garde de l'armée d'Italie. La colonne russe qui se retirait remontant la Dwina, ne nous opposa aucune résistance jusqu'à Agaponavszczina. Là se séparent les routes de Suraj et Vélij et celles de Janovitzy et Porienza ; la colonne en-

nemie s'y divisa et une arrière-garde de Cosaques de la garde se présenta pour couvrir le mouvement. Les gardes d'honneur du royaume d'Italie reçurent l'ordre de la charger et s'en tirèrent d'une manière brillante. Ma brigade prit position à Agaponovszczina; je m'étais installé dans une cabane déserte, décorée du nom de château, lorsque je fus prévenu que Napoléon allait arriver et voulait passer la nuit dans cette position. Murat s'était avancé sur la route de Poriecze, moi seul je couvrais celle de Suraj. Il n'y avait dans le voisinage aucune maison que celle que j'occupais et où même je ne serais pas resté la nuit, ayant constamment bivaqué à la tête de mes troupes lorsque j'étais d'avant-garde; je la remis aux fourriers de l'empereur, qui lui préparèrent son logement, mais je ne fis aucun changement à ma disposition militaire; le régiment dalmate resta en première ligne, et le 2e italien prit position en carré autour de la maison.

Lorsque Napoléon arriva, il dit d'abord quelques mots agréables aux officiers du 2e, et après s'être entretenu un instant avec moi, il se retira avec Berthier. Quelques instans plus tard arrivèrent les bataillons de service de la garde impériale, qui trouvèrent la place prise, et prétendirent se la faire céder. Le colonel du 2e vint prendre mes ordres et je lui défendis de bouger. « L'empereur est dans notre ligne et « cette ligne est l'avant-garde; aucune troupe « ne doit nous enlever notre poste. » On en référa à Napoléon qui m'approuva, et ordonna à sa garde de prendre position plus en arrière.

Le lendemain je fus dirigé avec ma brigade et une de cavalerie légère sur Suraj, afin de tâcher d'entamer l'arrière-garde russe, et de sauver les magasins de cette ville; mais la colonne qui s'était retirée sur Suraj s'était de là rabattue sur Janosvitzy, et nous ne rencontrâmes que quelques Cosaques, qui se dispersèrent, en laissant dans nos mains environ 150

voitures chargées de vivres. A Suraj, nous ne trouvâmes plus de magasins, les Russes les avaient incendiés, de même qu'à Witepsk. De Suraj, je poussai à Vélij les voltigeurs dalmates, pour appuyer la brigade de cavalerie italienne qui s'y rendait; on y prit environ 600 voitures de vivres. Quelques jours après le général Wintzingerode, qui commandait le corps destiné à lier la grande armée russe avec le corps de Wittgenstein, voulut prendre sa revanche. Il réussit en effet à surprendre notre cavalerie légère qui se gardait mal. Mais les voltigeurs dalmates firent bonne contenance et une compagnie défendit le pont de la Dwina avec tant d'intrépidité, que l'ennemi fut obligé de se retirer. Un officier et une trentaine de Cosaques qui avaient pu pénétrer en ville, dans le premier moment, y furent tués.

En arrivant à Suraj, je trouvai mes troupes diminuées de près de 300 hommes; mais ils rejoignirent presque tous, pendant le temps où

nous nous arrêtâmes. Nous passâmes douze jours dans cette position, formant constamment l'avant-garde, et baraqués à l'entrée des bois sur la route de Vélij. Le quartier du prince Eugène était à Suraj, où les autres généraux étaient allés se loger; mais je ne pus pas me décider à m'éloigner autant de mes troupes, et je campai sous ma tente à la tête de ma première ligne. Le prince Eugène vit lui-même la nécessité de cette précaution, dans deux alertes nocturnes que nous eûmes; nous étions en bataille, dans notre position de combat, avant qu'aucun des autres généraux fût à son poste. Je ne sais pourquoi il ne leur ordonna pas de rester également près de leurs troupes. J'avais maintenu, sans même qu'il m'en coûtât beaucoup de peine, la plus exacte discipline dans mon camp; le service de campagne s'y faisait avec la plus sévère exactitude. Le camp, en baraques, était régulièrement tracé et chacun y était à son poste. Le soldat était accoutumé à prendre les armes,

sans autres signes de nuit, qu'un appel à voix basse, à chaque baraque. Chacun connaissait son poste et les troupes se rangeaient en bataille, sans qu'on entendît une seule voix s'élever. Ce silence, au milieu du fracas de la générale et d'un bruit confus de voix, dans les autres camps, fit que la première fois le prince Eugène crut ma brigade surprise; il poussa en avant au galop, avec la cavalerie de la garde italienne, et fut si agréablement surpris, en la trouvant en bataille l'arme au bras, qu'il m'en témoigna sa satisfaction.

Le séjour de Suraj aurait dû nous remettre; dans cette intention, Napoléon l'avait ordonné. Environ 800 voitures de blé et de farine, prises sur l'ennemi, auraient fourni des distributions aux troupes et laissé une réserve au départ, s'il y avait eu de l'ordre et de la fidélité dans la gestion. Mais les administrations semblaient s'acharner à dilapider plus que jamais, et conjurer la perte des troupes. La suite nombreuse qui formait la cour du prince dévorait

à elle seule autant qu'une division entière; et, il faut le dire, personne ne s'occupa de vérifier la situation des corps, en vivres, jusqu'à l'instant où l'intendant général de l'armée envoya un inspecteur chargé de s'en faire rendre compte. Alors les administrateurs essayèrent de faire croire qu'ils avaient exécuté fidèlement les ordres reçus. On présenta aux chefs des corps, pour qu'ils la signassent, une déclaration portant qu'ils avaient des vivres assurés jusqu'au 25 août. Je défendis à ceux de ma brigade de signer aucune déclaration qui s'écartât de la vérité; et la vérité était que nous étions *au jour*. Je crois qu'on en fit autant dans les autres corps, mais on m'en voulut mal d'avoir donné le signal.

On n'avait cependant distribué aux troupes qu'une livre de farine, par jour et par homme. Les soldats se faisaient une espèce de pain pour eux et leurs officiers. Moi seul j'étais privé de cette ressource, et je n'allais ni mendier au quartier-général, ni piquer l'assiette chez le

prince Eugène ; je manquais donc de pain et ce fut ma situation pendant le restant de la campagne. On ne trouvait ni vin ni bière dans le pays, et on avait peine à donner, de temps en temps, aux troupes un peu d'eau de vie de seigle ou de pommes de terre. Heureusement que le fournisseur milanais, qui était venu à Oszmiana nous apporter du riz, pour les troupes italiennes, m'en avait fait cadeau d'environ deux quintaux qui lui restaient ; j'avais pu faire, en outre, chez les Juifs de cette petite ville, une bonne provision de sucre et de café ; c'est ce qui me soutint. Mais ma santé était déjà fortement attaquée ; la dyssenterie me minait, en me donnant une fièvre lente, qui ne me quittait presque jamais ; il me restait à peine la force de me soutenir à cheval.

Le 11 août, nous quittâmes la position de Suraj pour nous diriger sur Smolensk, et le 13, l'armée d'Italie était réunie à Liozna. Ma brigade faisait l'arrière-garde, et j'avais encore

laissé à Suraj le 2e de ligne italien pour couvrir le mouvement contre les incursions de Wintzingerode, à qui nous prêtions le flanc. Il se présenta en effet; mais ces Cosaques furent dispersés aux premiers coups de canon. Avec les plus grands efforts on n'avait pu réunir pour les troupes qu'une demi-ration de farine jusqu'au 15; pour distribuer de la viande il fallait enlever des bestiaux dans le pays. Cela se faisait dans toutes les divisions par la maraude individuelle, et ce fut la première cause de la perte d'un grand nombre d'hommes, et de la ruine de la discipline. Je tâchai, tant qu'il me fut possible, de lutter contre ce fléau; et puisqu'il fallait marauder sous peine de voir le soldat mourir de faim, je voulus au moins y mettre de l'ordre, et empêcher que le pillage d'argent et d'effets ne s'y mêlât. Tous les jours un fort détachement, composé d'hommes de toutes les compagnies, ayant ses sous-officiers et ses officiers, et commandé par un chef de bataillon, était envoyé

aux vivres. Les officiers étaient responsables de la conduite des soldats ; et je leur dois la justice de dire que jamais ils n'ont trompé ma confiance. Les vivres qu'on avait pu réunir étaient apportés à notre camp et distribués régulièrement. Au moyen de ces dispositions je n'ai point perdu d'hommes, et je suis parvenu à pourvoir d'une manière tolérable à la subsistance de ma brigade. Les soldats étaient contens et dispos, et les soins que je prenais d'eux avaient doublé l'attachement qu'ils me portaient. Je n'avais plus besoin de penser à moi, et mes domestiques n'avaient à s'occuper que de mes équipages et de mes chevaux. Pendant que j'établissais les troupes et que je plaçais les postes avancés, le piquet, qui me servait de garde, dressait ma tente, et voulait lui-même me faire la cuisine. Ce qu'il y avait de meilleur dans la distribution m'était réservé, sans que personne s'en mêlât pour moi ; et si mes braves soldats pouvaient par hasard se procurer quelque volaille ou du gi-

bier, ils s'empressaient de me l'offrir avec une joie touchante. Voilà ce qu'étaient ces soldats italiens, que les ennemis de la liberté et les sycophantes du libéralisme ont lâchement voulu calomnier. Je n'ai jamais eu que des éloges à leur donner pour leur valeur et leur discipline vraiment romaine, pendant dix-huit ans que nous avons combattu ensemble. Je me plais à leur rendre ce témoignage, et à exprimer hautement le sentiment que me fait éprouver l'amitié qu'ils me conservent encore.

Le 14, nous passâmes le Dnieper sur un pont de bateaux près de Rasazna, et nous suivîmes le corps de Ney, que notre division reçut l'ordre d'appuyer. Nous crûmes prendre part au combat de Krasnoi le 16 août; et, selon l'usage établi dans nos troupes italiennes, nous fîmes une petite halte pour nous mettre en grande tenue de parade. Napoléon nous vit faisant notre toilette de combat, et en parut satisfait. Cependant notre coquetterie fut en pure perte; Ney culbuta l'arrière-garde russe, et la

mena battant. Nous le suivîmes, toujours prêts à le soutenir ; mais la journée se passa sans que nous pussions entrer en ligne. Nous ne dépassâmes même pas beaucoup Krasnoi, et nous prîmes position quelques verstes au-delà. Une alerte, que nous eûmes le 18 sur notre gauche, fit croire qu'un corps d'armée ennemie avait passé le Dnieper pour nous prendre en flanc. On sut bientôt que ce n'était que les troupes de Wintzingerode; elles continuèrent leur mouvement. Je reçus l'ordre de prendre position sur les hauteurs qui dominent le vallon du Dnieper pour couvrir la route, et l'autre brigade de notre division fut placée en échelon à quelques verstes du côté de Smolensk. De cette manière nous ne prîmes aucune part à l'attaque de cette ville. Dans la nuit du 19 au 20, nous reçûmes l'ordre de rejoindre l'armée d'Italie, que nous trouvâmes disposée à passer le Dnieper sur les ponts établis un peu au-dessus de Smolensk. La traversée de la ville basse ne fut pas sans danger; les rues en étaient plan-

cheyées en grosses poutres, et l'incendie, qui avait détruit les maisons le 18, durait encore dans ces poutres : en sorte que notre artillerie passa presque partout sur des charbons ardens. Il n'arriva aucun accident; mais nous ne fûmes pas fâchés d'être sortis de ce gouffre à moitié enflammé que nous avions traversé sur plus de deux mille cadavres que le feu n'avait pas encore tout-à-fait détruits.

Nous ne restâmes que le 20 dans la position que nous prîmes sur les hauteurs de Riasino. Le 21, l'armée d'Italie suivit le mouvement en avant sur Duchowezina, et nous fûmes encore une fois détachés. Wintzingerode inquiétait les environs de Vitepsk, et Pino reçut l'ordre de dégager cette ville ; la division légère du général Pajol, qui était à Katania sur le bord du Dnieper, devait se joindre à lui. Nous fîmes donc une course par Jnkovo et Rudnia jusqu'à Liozna, où nous apprîmes que ce n'étaient en effet que les Cosaques de Wintzingerode qui parcouraient les environs de Vitepsk, et qu'à la

nouvelle de notre approche ils s'étaient retirés vers Suraj. Il était inutile de courir après des Cosaques que nous n'atteindrions jamais, et que nous ne pouvions pas empêcher de faire des excursions là où nous ne serions pas. Cependant Pino s'obstina à continuer sa promenade militaire, et nous nous mîmes en mouvement vers Suraj. Quoique nous eussions appris, à peu de distance de Liozna, que Wintzingerode avait abandonné Suraj se dirigeant vers Poriecze, et que Pino reçût en même temps l'ordre de joindre l'armée à grandes marches, il n'en persista pas moins à s'avancer à Janowitzy, ce qui nous éloignait sans nécessité. Pajol nous quitta et revint sur Smolensk. Le prétexte que prit Pino fut le manque de subsistances sur la route que nous avions parcourue. Cependant, en fourrageant en ordre, j'avais trouvé le moyen de réunir pour huit jours de farine, et quinze de viande sur pied pour ma brigade; si l'autre n'en avait pas autant, ce ne pouvait être que la faute de son chef.

Pino ayant appris que la route de Loriecza à Duchowezina était, au dire des paysans, trop mauvaise pour les voitures, fixa pour la division l'itinéraire le plus extravagant qu'il fût possible d'imaginer. Ce fut de suivre la direction où nous étions jusqu'à Poriecze, de là quitter la grande route de Vitepsk, et de se jeter par la traverse sur Smolensk pour y reprendre la direction qu'avait suivie le gros de l'armée. En allant, nous avions perdu deux jours par de fausses marches; nous allions encore en perdre deux par ce détour. Il en résulta que nous ne fûmes pas à la bataille de la Moskwa, à laquelle notre division aurait pu prendre part si elle avait eu un autre chef que Pino. Elle n'arriva que deux jours après.

Cependant la dyssenterie et la fièvre qui me minaient m'avaient affaibli au point de me mettre hors d'état de monter à cheval. Il s'y joignit une incommodité, fruit d'anciennes blessures, et surtout d'une forte contusion dans l'aîne que j'avais reçue en 1793, et qu'un

nouvel accident de ce genre avait aggravée à la bataille de Raab en 1809. Depuis plusieurs jours, j'étais obligé de me faire traîner sur un chariot de bagages, ayant laissé ma voiture en arrière pour ne tenir que des chevaux de selle. Enfin le médecin en chef de la division, qui me soignait, me notifia qu'il était impossssible que j'allasse plus loin. Non-seulement il fallait arrêter la dyssenterie qui était à un haut degré de violence, mais il me fallait un appareil qu'il était impossible de préparer dans une ambulance où tout manquait, et l'on ne pouvait l'employer qu'après un assez long repos, et l'usage des bains.

Ne pouvant pas m'arrêter où nous étions, il me fallut rétrograder sur Smolensk, étendu sur un chariot couvert de paille, et suivi de mes chevaux, fort aises d'être débarrassés d'un poids qu'ils ne pouvaient presque plus porter. Mais à Smolensk il n'y avait aucune ressource à espérer; un des capitaines de la garde d'honneur, le colonel Battaglia, venait d'y périr,

faute de quelques secours qui l'auraient certainement sauvé. Je me décidai donc à me rendre à Vitepsk, où commandait le général Charpentier, mon ancien camarade de l'armée d'Italie. Je n'y pus rester que deux jours; il n'y avait rien dans les hôpitaux, ni même de médicamens dans la ville; les malades et les blessés ne faisaient que la traverser pour aller à Vilna. Charpentier me conseilla de m'y rendre. Mais je ne voulus pas m'éloigner autant, et je préférai Minsk. J'y arrivai épuisé de faiblesse et de souffrances, le 27 septembre; mes chevaux, que leur mauvais état m'avait forcé de laisser en arrière, ne purent me rejoindre que cinq jours plus tard. Lorsque je quittai ma brigade, elle était réduite à moins de 2,500 hommes : elle en avait donc perdu près de 3,400 depuis l'Italie, et près de 2,000 depuis le passage du Niémen. Il n'en n'était pas mort 30 devant l'ennemi ; mais il y avait 1,500 traîneurs, presque tous hommes épuisés par la dyssenterie et hors d'état de suivre.

L'hôpital de Minsk était en bien meilleur état que celui de Vitepsk; mais la ville n'offrait presque aucune ressource. J'y trouvai cependant les soins médicaux que je pouvais désirer de la part des officiers de santé qui y étaient attachés. Le commissaire des guerres, chargé comme ordonnateur du service de la province, M. de Rosières, s'était appliqué avec le zèle et l'intelligence qui le distinguent, à en soigner les différentes branches, et y avait réussi au-delà de toute espérance. Non-seulement les vivres étaient fournis avec exactitude à la garnison et pour quelques jours d'avance aux troupes de passage; mais il était parvenu à établir des magasins de réserve, qui s'élevaient à la fin d'octobre à quelques millions de rations, et qui, au moyen de onze cent mille sacs de blé, qui devaient arriver de la Volhynie, auraient pu nourrir toute l'armée pendant quelques mois. Il me fallut presque tout le mois d'octobre pour regagner un peu de force et être en état de pouvoir remonter à cheval; je guéris

cependant de ma dyssenterie, ce qui ne fut pas un léger bonheur pour moi, dans la crise qui s'approchait; je me préparais déjà à rejoindre l'armée, que je pensais bien trouver en retraite, mais que je croyais encore en état de se soutenir entre Vitepsk et Smolensk où je croyais la rencontrer. Tous les mouvemens qui se faisaient autour de nous indiquaient une retraite, qui n'était pas encore annoncée officiellement. Le 2e corps devait venir occuper Borisov; le 6e après les affaires de Polotzk, était revenu à Glubokoe; le 9e s'était avancé à Senno, pour contenir Wittgenstein.

A la fin d'octobre, nous apprîmes l'approche de l'armée russe, de Cziczagov; ce qui ne causa pas peu d'étonnement à tout le monde. Rien n'était cependant plus naturel. Le gouvernement autrichien nous trahissait, dès le commencement de la guerre, ainsi que je le développerai plus tard; le moment d'utiliser la trahison était arrivé, et il ne le laissa pas échapper. Schwarzemberg avait reçu l'ordre de

s'approcher de Minsk et de serrer l'ennemi, afin d'empêcher Cziczagov de se joindre à Wittgenstein et d'occuper ensemble la Bérésina et le pont de Borisov. Il fit semblant de suivre cette direction pendant deux ou trois jours, et tout-à-coup, sans motif apparent, il se retira dans la Galicie. Le général Reynier, resté seul avec les Saxons et la division Durutte, fut obligé de se retirer sur Grodno, et le chemin fut ouvert à Cziczagov. Bientôt des partis vinrent battre la campagne, jusques près de Minsk ; la communication avec le petit corps de Dembrowski, à Jgumen, devint peu sûre; celle de Wilna fut coupée par Czerniszef, qui, allant joindre Wittgenstein, laissa quelques troupes derrière lui; des partis, poussés par ce dernier, sur sa droite, menaçaient alors Wilna, entre cette ville et Vileika. Les habitans un peu aisés des campagnes, qui s'étaient plus ou moins compromis, dans l'espoir de l'indépendance de leur patrie, se réfugièrent dans les petites villes, et un grand nombre

vint à Minsk, ne croyant pas pouvoir gagner Wilna. Ils avaient l'espérance qu'on empêcherait Cziczagov d'occuper Minsk.

La chose était possible, s'il y avait eu à Minsk un autre commandant. Dans les premiers jours de novembre, il s'y trouvait une brigade de marche, forte de plus de trois mille hommes; il fallait la retenir au lieu de l'envoyer au devant de l'armée, qu'elle ne rejoignit pas. Il suffisait pour cela d'interpréter, comme ils devaient l'être, les ordres du major-général, donnés dans un moment où Napoléon ignorait le danger qui menaçait Minsk; et de se pénétrer de l'importance d'un point qui couvrait le principal et même l'unique débouché de retraite. La garnison s'élevait à plus de deux mille hommes. La division lithuanienne, placée vers le Niémen, était forte de près de 6000 hommes. Le général Dembrowski en avait environ autant. Tout cela réuni formait un corps d'environ 18,000 hommes, à la tête duquel Dembrowski pou-

vait arrêter Cziczagov, ou au moins lui disputer le terrain. Pendant ce temps le 2ᵉ corps pouvait se rapprocher de Minsk, et des troupes arriver de Wilna; et Cziczagov risquait d'éprouver une défaite totale. C'était l'avis du maréchal Saint-Cyr, que nous partagions tous.

Mais rien de tout cela ne fut fait; et Saint-Cyr blessé, et hors d'état de monter à cheval, partit pour Wilna, où il eut le bonheur d'arriver sans obstacle. Alors tous les moyens de défense furent désorganisés. La brigade de marche partit, et ne dépassa pas Orsza, où elle partagea la dissolution de l'armée. En la faisant partir, le général Bronikowski, qui commandait à Minsk, prévint le major-général du mouvement de Cziczagov; mais il l'assura qu'il défendrait Minsk et n'y serait pas forcé. La division lithuanienne fut dispersée en échelons de Minsk à Sverjin, ce qui dut la faire écraser en détail. Le général Dembrowsky ne reçut aucun avis en temps utile, ce qui l'empêcha de nous

joindre, quand la jonction pouvait servir. Le général Bronikowski était un homme loyal, et qui nous était fidèle comme tous ses compatriotes; il était brave et s'est fait tuer plus tard dans nos rangs. Mais il manquait presque de toutes les qualités d'un chef, quoiqu'il en eût l'ambition et s'en crût pourvu; il était du nombre de ces hommes qui, quoique devenus généraux, restent des subalternes timides, qui ne peuvent aller que lorsqu'on les conduit par la main.

Le 12 novembre, le 22e régiment lithuanien qui formait la tête de colonne fut battu à Svergin. Le 14, les restes de cette division furent enveloppés, pris, ou dispersés à Koydanov. Le 15, il fut décidé qu'on évacuerait Minsk; mais Bronikowski ne fit aucune disposition de retraite, et ne donna aucun ordre, en sorte que les troupes de la garnison quittèrent la ville, sans général et sans ordre, se dirigeant, la plupart, et machinalement, vers la grande armée, que nous savions alors être en

retraite. Voyant ce désordre, je pris sur moi de rallier et d'organiser environ 1,500 hommes, qui avaient suivi la route de Borisov, et que je trouvai à la nuit bivaqués au coin d'un bois, et en deux marches je me rendis à la Bérézina. Bronikowski, qui avait perdu la tête, et qui s'était égaré avec ses équipages, ne nous rejoignit qu'à Borisov. Il voulait en repartir le lendemain, avec les troupes, abandonnant ainsi le pont de la Bérézina. Le général portugais Pamplona (une des victimes de don Miguel) et moi nous nous y opposâmes, et le décidâmes à attendre le général Dembrowski et à avertir le maréchal Oudinot. Par une lenteur inconcevable de Cziczagov, nous restâmes à Borisov quatre jours entiers sans être attaqués; si nous l'eussions été le 18, nous étions enlevés d'emblée, surtout n'étant pas soutenus par Oudinot, qui ne se souciait guère de nous ni du pont; il en résultait que Dembrowski aurait été enveloppé et pris.

Ce dernier n'avait été averti de l'approche

de Cziczagov, qu'après la déroute de Koydanov; et il avait fait une marche vers Minsk, lorsqu'il apprit qu'on évacuait cette ville. Il lui fallut alors se jeter brusquement sur les bords de la Bérézina, et remonter cette rivière pour gagner le pont de Borisov, dont il connaissait toute l'importance. Il n'arriva que dans la nuit du 20 au 21, et occupa comme il put le camp retranché; aucun officier d'état-major n'ayant été envoyé pour marquer la position, il en résulta qu'il ne couvrait pas le pont. Le 21, un peu avant le jour, l'ennemi arrivé presque en même temps que Dembrowski, nous attaqua brusquement. Un bataillon français qui gardait le pont était culbuté, et les Russes en étaient déjà maîtres, lorsqu'un bataillon allemand qui était près de là et sous les armes les en chassa. Le combat dura jusqu'à la nuit, entre Dembrowski, qui, avec la garnison de Minsk, avait environ 7,000 hommes, et Cziczagov qui en avait 30,000. Je n'en rapporterai qu'une anecdote

trop honorable à la valeur innée des Français pour être passée sous silence.

Dembrowski, trop vivement pressé de front, ne parvint qu'assez tard à appuyer suffisamment à gauche pour couvrir le pont. Avant ce moment l'ennemi établit, à cette même gauche, et près de la rivière, une batterie qui prenait le pont en écharpe et menaçait de le rompre. Il fallait se hâter d'y remédier, et je me décidai à faire avancer une batterie de la réserve, qui était sur la hauteur, derrière le bourg, pour contrebattre l'ennemi. Un adjoint du commissaire des guerres Rosières, nommé Pardaillan, d'une famille bien connue, me demanda à m'accompagner comme aide-de-camp, n'ayant encore vu aucun combat de près. L'emplacement de la batterie fut bientôt trouvé, près d'une chapelle à gauche du pont; mais il était tellement labouré par les boulets ennemis, que je ne savais pas moi-même si nous parviendrions à mettre les pièces en batterie. Tout en arrivant, un boulet tua un de mes

chasseurs d'ordonnance, et un second frappa entre les jambes du cheval de Pardaillan, qui fut renversé par l'ébranlement. Je crus Pardaillan tué, mais il se releva aussi vite que son cheval et sauta lestement en selle. Quelques momens après, la batterie russe, assez maltraitée, ayant presque cessé son feu, je demandai à Pardaillan comment il trouvait les complimens d'usage dans les combats. Il me répondit : « N'est-ce que cela? je ne verrai plus « de combat sans y prendre ma part. » J'ai revu en 1814 ce brave et intéressant jeune homme; il avait perdu trois doigts de chaque main, par le froid, dans la retraite.

Un peu avant la nuit, la division Dembrowski ayant plus de 2,000 hommes hors de combat, et se trouvant au moment de manquer de munitions, force fut de songer à la retraite. Elle se fit en bon ordre, et les valeureux Polonais repassèrent le pont en rangs serrés et soutenant les efforts réitérés de l'ennemi. Dembrowski prit position immédiate-

tement derrière Borisov, sur les hauteurs de la rive gauche du ruisseau; l'ennemi essaya en vain de l'en déposter, et la nuit mit fin au combat. Ainsi fut perdu le pont de la Bérézina à Borisov, ce qui fut la cause des désastres que l'armée y éprouva cinq jours plus tard. Cependant le corps d'Oudinot était entre nous et Bobr, où arrivait la tête de la colonne; une de ses divisions, celle du général Merle, était à Nacza, à trois lieues de nous; on avait entendu le canon de Borisov, pendant toute la journée; le maréchal Oudinot avait été averti par le général Bronikovski, de l'attaque de Cziczagov, ainsi que ce dernier l'assura plusieurs fois au général Pamplona et à moi. Il pouvait donc détacher une division, qui serait arrivée à Borisov vers midi, au plus tard; une seule brigade passant le pont, suffisait pour nous maintenir en possession du camp retranché qui le couvrait. Le corps d'Oudinot occupant ainsi Borisov, ce passage important était conservé à l'armée, et on épargnait la vie à près

de vingt mille victimes. Dans le temps nous n'avons su comment nous expliquer une...... négligence dont les suites ont été aussi cruelles. Pendant mon séjour à Pétersbourg, on m'a dit à ce sujet des choses singulières, que je ne répéterai pas en ce moment. Le temps n'est pas encore venu.

Le combat de Borisov terminé, je m'acheminai vers Bobr, chargé par Dembrowski, mon ancien camarade et mon ami depuis l'Italie, de tâcher de lui faire arriver quelques renforts dans la nuit. L'ennemi, qui n'avait pu occuper Borisov que lorsque l'obscurité ne permettait plus de distinguer les objets, n'avait pu s'y établir militairement et d'une manière solide. Les Polonais étaient encore maîtres des moulins et de la chaussée étroite qui traverse le vallon du ruisseau et par où l'on pouvait déboucher avec facilité sur le bourg. Une brusque attaque, faite un peu avant le jour, pouvait encore chasser les Russes au-delà du pont et nous en remettre en possession. A une demi-

lieue en deçà de Nacza, je rencontrai le parc du deuxième corps, où j'arrivai sans apercevoir de sentinelles. Le deuxième corps faisait face au Dnieper et à la grande armée arrivante, et tournait par conséquent le dos à l'ennemi, qui n'en était plus qu'à trois lieues. Le parc d'artillerie, campé en queue, se gardait en avant, et était découvert du côté par lequel j'arrivai. La garde en était confiée à un régiment portugais; je me hâtai de prévenir le chef de ce qui s'était passé, et du danger qu'il courait d'être surpris, si au point du jour, des partis de Cosaques, débordant Dembrowski, se jetaient sur lui.

A Nacza, je vis le général Merle, et je lui fis part de ce que m'avait dit Dembrowski. Il témoigna le plus grand étonnement d'un évènement, qui parut ne pas l'inquiéter beaucoup, et qu'il aurait voulu même pouvoir révoquer en doute. Au reste, il dit n'avoir reçu aucun avis, n'avoir pas entendu le canon (de cent bouches à feu, à trois lieues, et pen-

dant onze heures), et attendre les ordres du maréchal. J'avoue que s'il n'eût pas commandé des Français, j'aurais désiré voir arriver Cziczagov à l'instant même; nous aurions eu une jolie débâcle. De Nacza, je me rendis à Bobr, où j'arrivai vers minuit. Je ne pus voir le maréchal, quoique je lui eusse fait annoncer ce qui s'était passé à Borisov, et que j'eusse insisté pour lui rendre compte moi-même de la position de Dembrowski et de celle des Russes. A *neuf heures* du matin on vint me dire que le maréchal m'attendait.... Il était vraiment temps. Je ne pus contenir mon indignation et je répondis en envoyant faire f..... le messager et son chef. Louis XVIII, montant les escaliers des Tuileries, en 1814, appuyé sur les bras des maréchaux, a eu raison de leur dire : messieurs, je vous considère comme mon plus ferme appui. L'histoire dira que les désastres de la Bérézina doivent retomber sur la tête du commandant du deuxième corps, comme ceux de Waterloo sur celle du major-général son camarade.

Ce que j'appris à Bobr de notre grande armée m'empêcha d'aller plus loin; elle devait d'ailleurs arriver le lendemain. Elle arriva en effet, mais dans quel état?..... Je n'oublierai jamais l'impression que me firent les premiers régimens que je vis; c'étaient des cuirassiers. Les cavaliers pâles et défaits marchaient péniblement pieds nus dans la boue; car il y avait eu un moment de dégel. Une baguette à la main, ils chassaient devant eux leurs chevaux, chargés de leurs cuirasses, de leurs armes et de leurs bottes, et pouvant à peine soutenir cette faible charge....... Je ne m'étendrai pas davantage sur ces pénibles détails; je ne décrirai pas même le désastreux passage de la Bérézina. Il a été peint par plus d'un écrivain, militaire ou non; moi-même j'en ai donné l'idée que j'ai pu, dans l'histoire de cette campagne : mais quelques expressions qu'on ait pu employer, elles resteront toujours au dessous de l'impression ineffaçablement gravée dans ma mémoire. J'aurais été obligé d'aban-

donner ma voiture à la Bérézina, sans la complaisance d'un de mes anciens camarades, le colonel, et depuis général d'artillerie Levasseur, qui la fit passer dans sa colonne d'artillerie.

Après la Bérézina, les débris de l'armée prirent la traverse pour gagner directement Vileika, sans passer par Minsk. Une seule anecdote, que je crois devoir rapporter, fera voir à quelle déplorable situation devaient être réduits nos soldats, pour devenir la proie de ces Cosaques si bruyans et si lâches. Le second jour je m'arrêtai à Pleszczenitzy, dans une maison où se trouvaient le maréchal Oudinot, le général Pino, et quelques autres officiers-généraux; j'avais avec moi les restes de ma brigade, consistant alors en *six* carabiniers du 1er léger italien, les seuls hommes armés. A peine étions-nous installés que nous fûmes attaqués par un corps léger, que je sus plus tard avoir été de 500 Cosaques et de 500 hussards, avec deux canons. Une centaine de Co-

saques se jetèrent en hourra au travers du village; le restant s'arrêta sur la hauteur. Quelques coups de fusil de mes carabiniers eurent bientôt éloigné ceux qui étaient le plus près de la maison, et nous nous servîmes des voitures de l'empereur, qui venaient d'arriver, pour barricader la rue des deux côtés. Parmi les officiers, qui se trouvaient dans d'autres maisons, et qui vinrent nous joindre, un polonais se fit jour à coups de sabre, et quoique blessé de dix-sept coups de lance, qui heureusement ne lui firent que de fortes piqûres, il parvint jusqu'à nous. Un Français venait à pied, l'épée à la main, entouré de Cosaques, il leur donna sa bourse et sa montre, et ces messieurs le laissèrent poliment passer sans le désarmer.

Cependant les Cosaques qui étaient dans le village n'osaient pas mettre pied à terre pour marcher à nous; et voyant qu'à chaque instant il tombait quelqu'un des leurs, ils se retirèrent vers leur gros. Alors l'officier-général, qui

commandait cette troupe, au lieu de nous faire attaquer par une centaine de hussards à pied, qui, avec leurs carabines, nous auraient bientôt fait rendre, se mit à nous faire canonner. C'était de l'artillerie cosaque, et quoique placée à environ deux cents toises, un seul boulet atteignit la maison en plein, et pénétra dans la chambre où étaient les généraux, et où je venais de rentrer, n'ayant plus rien à faire dehors (1). Ce boulet passa entre le maréchal et moi, me blessant assez fortement à l'épaule d'un éclat de mur, et alla briser, entre les mains du cuisinier du maréchal, la casserole qu'il tenait. Après nous avoir jeté plus de soixante boulets, voyant que nous ne nous rendions pas, on s'avisa de nous mitrailler; c'était comme si on nous eût assaillis à coups de pierre à la main. Enfin, après plus de deux heures d'un combat, qui ressem-

(1) Les aides-de-camp du maréchal Oudinot et des autres généraux s'étaient joints avec moi à mes carabiniers, et, quoique nous n'eussions que des pistolets, notre feu fit nombre aux yeux des Cosaques.

blait beaucoup à ceux du cirque de Franconi, une compagnie de la garde impériale parut sur la route de Zembin, et les ennemis s'éloignèrent.

Dans le restant du trajet de la Bérézina à Vilna, je perdis successivement un aide-de-camp, mes ordonnances, mes domestiques et treize chevaux. Lorsque j'arrivai dans cette dernière ville, il ne me restait plus qu'un chasseur à cheval et mon valet-de-chambre, tous deux ayant des membres gelés; mes deux derniers chevaux de selle étaient attelés à ma voiture et un expira en arrivant. J'ai encore peine à concevoir comment moi-même, couvert de mon simple uniforme avec un léger surtout, je n'ai pas été gelé en chemin. La perte de mes équipages ne me laissait plus le moyen de me couvrir de fourrures, ou d'autres préservatifs contre le froid. Deux légères couvertures de laine, qu'on ne pouvait pas porter en marchant étaient tout ce qui me restait. Quelquefois je passais la nuit dans ma voi-

ture, où une bougie allumée entretenait une légère chaleur; quelquefois je me jetais, enveloppé dans une couverture, sur la neige, à peu de distance d'un petit bivouac, et quand le froid me gagnait, je me réchauffais en marchant. J'évitais soigneusement de m'approcher des trop grands feux, et de passer la nuit dans les cabanes, où nos malheureux soldats allumaient des feux énormes, qui souvent les consumaient; de cette manière, quoique ayant beaucoup souffert, je n'ai eu aucun membre gelé.

A Vilna, la dissolution de l'armée fut consommée; il n'y avait aucun corps qui présentât un reste d'organisation. Je n'avais plus qu'un seul cheval, que je n'étais pas même en état de monter; la fièvre, qui m'avait repris et qui portait un caractère d'inflammation, présageait la maladie qui ne tarda pas à m'atteindre. Mon valet-de-chambre s'était séparé de nous à Oszmiana, et le chasseur qui m'était resté avait les jambes gelées. Dans notre dernière marche j'avais été obligé de le faire

monter sur le siége, et dans les passages difficiles de conduire moi-même les chevaux en main. Je ne voulais cependant pas rester à Vilna, et je songeai à me procurer d'autres moyens de transport; la chose n'était pas facile, dans un pays où je n'avais aucune connaissance, et où les états-majors de l'empereur, du roi de Naples, du prince Eugène, des autres princes et des maréchaux, achetaient toutes les voitures et les traîneaux ou les prenaient de force.

Un moment je crus avoir réussi. Après avoir eu beaucoup de peine à me procurer un logement (1), je rencontrai en m'y rendant un Silésien, nommé Blottner, à qui je fis part de l'embarras où je me trouvais. Lui-même, qui était venu à Vilna pour s'y établir, pendant le séjour de notre armée, désirait en partir et échapper ainsi aux désastres qu'il n'était que

(1) Je ne sais si j'aurais obtenu un billet de logement, tant la foule était grande à l'Hôtel-de-Ville, sans l'aide de mon ancien camarade, le général d'artillerie Faure de Giers. Il était heureusement près du bureau et me fit expédier avec lui.

trop facile de prévoir. Il se décida sans peine à me servir dans la recherche d'un moyen de transport, et m'accompagna à mon logement pour que nous combinions ensemble ce que nous devions faire. Il fut convenu que nous partirions en traîneau et que nous prendrions la route plus sûre de Grodno et de Varsovie ; connaissant toutes les traverses des forêts qui couvrent ce pays, il devait être notre conducteur. Il fit apporter les provisions nécessaires pour ne pas être obligés de nous arrêter, avant d'être en sûreté. Ce fut la première fois depuis un mois que nous revîmes du pain, de la viande, et une autre boisson que du café ou de la neige fondue. Enfin, un peu avant la nuit, il nous quitta, pour venir nous reprendre à dix heures du soir, afin de gagner une nuit d'avance ; cette précaution était nécessaire, après l'attaque que nous avions essuyée vers trois heures, et à la suite de laquelle l'ennemi n'était qu'à une lieue de la ville.

A dix heures, je ne vis pas revenir notre Allemand; et je l'attendis en vain, jusqu'à six heures du matin. La ville s'évacuait; il n'y avait plus de gardes aux portes, et il fallait prendre un parti. N'ayant ni la force ni la possibilité de continuer la retraite, il fallait se soumettre à la dure nécessité de se rendre prisonnier de guerre. La maison où je me trouvais était entièrement déserte; il n'y avait ni propriétaire ni domestiques. Il était donc urgent de chercher un asile où je fusse mieux garanti de la brutalité des Cosaques d'avant-garde, et surtout de celle des habitans juifs, race la plus vile et la plus lâchement cruelle qui existe sur la terre, digne en tout de ceux qu'on voit dans la Bible, égorgeant, pillant, volant partout où ils sont les plus forts. Plusieurs milliers de nos infortunés soldats, malades, et à moitié gelés, qui avaient cherché un asile dans les maisons de ces bêtes féroces, y furent égorgés, dépouillés, et jetés nus sur la neige, pour voler le peu qu'ils

avaient. Je cherchai donc un asile dans la maison du prince Gedroitze, dont le frère servait dans nos rangs; il me reçut et promit de nous protéger. Un peu après, un des médecins de l'hôpital de Minsk, qui m'avait soigné dans cette ville, ayant essayé en vain de dépasser la montée de Ponary, où le verglas avait formé un encombrement effrayant, vint me rejoindre. Six autres de mes camarades, dans la même situation que moi, étaient restés dans différentes maisons de la ville.

CHAPITRE III.

Le grand-duc Constantin. — Sa conduite envers les prisonniers. — Je suis attaqué du typhus.—Attentions du grand-duc à mon égard. — Il m'est permis de me rendre à Pétersbourg. — Le général Korsakoff. — Riga et le général Paulucci. — Arrivée à Pétersbourg. — La Prusse, l'Autriche et l'Allemagne en 1812. — Le grand-duc Paul et son fils Constantin. — Paul empereur. — Intrigues à Paris, en 1811. — Conspiration contre l'empereur Paul et sa mort.

Le 10 décembre, vers dix heures du matin, les premiers Cosaques entrèrent à Vilna. Un des officiers-généraux forcés d'y rester avait cherché un asile dans un café, sur la place

d'armes, près de la maison où j'étais. Il en sortit pour se présenter à l'officier russe qui était à leur tête, et qui le reçut avec beaucoup d'égards. Un Cosaque ayant voulu porter la main sur l'officier-général, en fut puni sur-le-champ. Le commandant de l'avant-garde de l'amiral Cziczagov, étant arrivé peu après, le prince Gedroitze demanda et obtint une sauvegarde pour moi. Le surlendemain, le général Miloradovitz vint se loger dans la maison où j'étais, et il me fallut chercher un autre logement, que j'obtins avec facilité; mais le dernier cheval que j'avais sauvé, une fort belle jument limousine, avait passé dans l'écurie du général russe, où je ne jugeai pas à propos de la réclamer.

Quoique je pusse encore me soutenir sur mes jambes, ma santé était très-affaiblie, et j'étais menacé d'une violente crise prochaine. Ce fut donc avec le plus grand plaisir que j'appris, cinq ou six jours après, l'arrivée du grand-duc Constantin, que j'avais connu en 1799, et à

qui je désirais me présenter pour en obtenir quelques adoucissemens. En 1799, j'étais à Peschiera, en Italie, commandant de l'artillerie, et de concert avec le commandant de la marine, le capitaine de frégate, Pons de Cette, nous refusâmes de signer la capitulation de cette place et nous protestâmes contre. Lorsqu'elle fut remise à l'ennemi, le grand-duc y entra, vint me visiter et voulut faire avec moi le tour des remparts, pour voir, ce sont ses expressions : « comment j'aurais prétendu me « défendre dans cette bicoque. » En effet, la place est entourée de hauteurs dominantes, et toutes nos batteries auraient été prises à dos, par celles de l'ennemi, et plongées, de sorte qu'en quelques lieux, des traverses en parados de dix pieds de haut ne suffisaient pas. Mais lorsque je fis voir au grand-duc qu'au moyen de l'écluse interne, établie par mon père, on pouvait donner aux fossés six pieds d'eau de plus, avec la rapidité d'un torrent; lorsque je lui dis que mon intention était,

dès que les premières batteries de l'ennemi seraient établies, de retirer mes pièces, de les mettre à couvert et de cesser le feu, jusqu'à ce que arrivés au pied du glacis, les assiégeans ne pussent plus faire usage des batteries les plus élevées, de crainte d'incommoder leurs propres troupes; qu'alors, pouvant, par le mouvement des eaux, emporter successivement les ponts de passage du fossé, ma véritable défense commencerait, je le convainquis. Le grand-duc voulut bien me dire que ma protestation, loin d'être une fanfaronnade, était justement fondée. Quelques jours plus tard, Souwaroff nous ayant exclus de la capitulation, Pons et moi, en raison de notre protestation, et voulant nous faire conduire prisonniers en Russie, je m'adressai au grand-duc, que j'eus le bonheur de rencontrer à la tête de son régiment. Indigné d'un ordre, qu'il appela un trait de Tartare, il nous promit de le faire révoquer, et le fit en effet.

On est toujours en droit d'espérer des égards

et des bons traitemens d'un ennemi généreux, qui nous estime. Aussi me hâtai-je, dès que j'appris l'arrivée du grand-duc Constantin à Vilna, de me présenter à lui, avec une confiance qui ne fut pas trompée. Je n'eus pas besoin de décliner mon nom ; le grand-duc, doué d'une mémoire aussi étendue qu'elle était sûre, me reconnut d'abord. Son accueil fut aussi flatteur et aussi honorable qu'il m'était possible de le désirer. Ce jour-là même, il me retint à dîner dans son cabinet avec ses aides-de-camp, le général Kourouta, et le colonel, depuis général de Stahl ; le premier était le chef de son état-major. Ces deux braves et estimables militaires m'ont donné depuis plus d'une marque de franche et loyale amitié. La conversation roula plus généralement sur nos derniers malheurs et sur le désastre de la Bérésina. Je hasardai de prier le prince de m'obtenir, de l'empereur, la permission de résider à Pétersbourg, pendant ma captivité. Sa réponse fut remarquable. « Faites la demande

« vous-même directement, me dit-il, et elle « sera accueillie, je la recommanderai même. « Mais il ne me convient pas de la faire pour « vous. » Resté seul avec lui, dans son cabinet, il m'expliqua une réponse qui avait dû m'étonner. « Je me suis imposé la loi de m'abste- « nir de toute initiative, en tout ce qui touche « à l'autorité. Mon frère semble me témoigner « quelque jalousie ; j'en suis affligé et n'en sau- « rais concevoir le motif. Certes jamais je « n'oublierai qu'il est mon souverain et mon « frère aîné. Et quand même le trône me « serait ouvert, je n'y monterais pas : *on ne m'y* « *laisserait pas vingt-quatre heures.* » A Pétersbourg, je connus le mot de cette dernière énigme. En le quittant, il m'invita à dîner pour le surlendemain.

Ce jour-là tous les généraux russes, présens à Vilna, se trouvaient réunis chez lui, pour y dîner également. La conversation roula d'abord sur la campagne, qui venait de finir, et je dois dire, à la louange des généraux russes, qu'ils

en parlèrent sans jactance. Ils ne dissimulaient pas que les revers effrayans de notre armée étaient principalement dus à la rigueur du climat et au manque de subsistances ; ils l'exprimèrent même d'une manière assez plaisante, et par un jeu de mots, en disant que le vainqueur n'était pas le général Kutusoff mais le général Morosoff (la gelée). Mais ils nous taxèrent d'imprudence de ne pas nous être arrêtés entre Smolensk et Vitepsk, et d'avoir été braver l'hiver en nous enfonçant jusqu'à Moskou. Occupant Vitepsk, Smolensk et Kieff, et appuyés sur la Lithuanie et la Volhynie, qui pouvaient nous fournir des troupes et des vivres, l'armée pouvait non-seulement se reposer, et réparer ses pertes, mais s'augmenter. J'avoue que je partage encore cette opinion, et je crois que si Napoléon n'eût pas été trompé par de faux renseignemens, dus au peu de capacité, ou plutôt à la trahison de ses agens à Pétersbourg, il l'aurait suivie.

La conversation s'égaya un instant par une

plaisanterie, ou plutôt une malice du grand-duc, qui me fit cependant un peu de peine, parce que j'en fus la cause innocente. Il me fit répéter l'aventure de Pleszcznitzy, dont j'ai parlé dans le chapitre précédent. Lorsque j'eus fini, il se tourna vers un officier-général présent et lui dit : « Eh bien ! voilà ce corps formidable, dont la résistance vous a forcé à « vous retirer. » C'étaient les termes de son rapport. Puis il ajouta, comme pour corriger la vive apostrophe : « Mais vous n'aviez que « des Cosaques, et ces gens-là n'aiment pas à « attaquer des maisons défendues. » Il y avait cependant aussi des hussards, et on en fit l'observation tout bas.

Après le dîner je vis le grand-duc visiter les officiers français, malades de la dyssenterie ou du typhus, et qu'il avait retirés dans la maison même où il logeait. Il leur adressait des paroles d'encouragement et de consolation ; il s'informait auprès de son médecin des espérances que pouvait faire naître leur situation ;

il veillait lui-même à ce qu'ils ne manquassent de rien. Le jour de son arrivée à Vilna, le grand-duc, parcourant la campagne environnante, visita un hôpital qu'on avait établi dans la maison de campagne du général Beningsen, au moment où se manifestait un incendie. Au nombre des malades encore vivans qu'il y trouva il distingua deux officiers, et n'ayant personne sous la main pour les faire enlever, tandis que son valet-de-chambre favori en portait un, il en prit un autre sur ses épaules, et ne déposa sa charge qu'à un poste russe, assez éloigné. De prompts secours envoyés par lui, sauvèrent la plus grande partie de l'édifice et les malades qui vivaient encore; quant aux deux officiers, il les fit emporter dans son logement. Le général Crossard, dans ses mémoires, raconte une anecdote pareille, où il dit avoir été présent; il faut que ce soit dans une autre occasion, car le prince ne m'a point nommé M. Crossard, alors colonel russe, dont il ne m'a même jamais parlé. Les soins géné-

reux du grand-duc et le courage avec lequel il bravait le danger de la contagion dont il était entouré faisaient trembler les personnes qui lui étaient attachées. Le danger était réel et menaçant; quelques-uns des officiers qu'il avait sauvés moururent chez lui; son valet-de-chambre favori fut lui-même atteint et périt. Mais la vigueur du tempérament du prince, ou la Providence qui ne laisse pas toutes les bonnes actions sans récompense le préserva.

Quelques jours après le repas d'étiquette, auquel j'avais assisté, je fus invité de nouveau par le grand-duc à dîner dans son cabinet. Il m'annonça que l'empereur, son frère, m'accordait la permission de me rendre à Pétersbourg, et qu'il voulait me munir de lettres de recommandation et donner des ordres dans sa maison, pour que mon séjour fût aussi agréable qu'il était possible. Il me parla le même jour du projet qu'on avait formé d'engager Moreau à quitter les États-Unis pour joindre l'armée

russe, à laquelle devait d'abord se réunir l'armée prussienne. Il ne me cacha pas que l'Autriche devait se joindre à la nouvelle coalition, et y entraîner les autres états d'Allemagne. Ce fut alors que j'appris que cette coalition se préparait depuis 1811, et que si Napoléon n'avait pas attaqué la Russie en 1812, il l'aurait été, au plus tard en 1813, par les trois principaux coalisés. Au reste, il n'était, dans ces projets, aucunement question de la maison de Bourbon, que le grand-duc appelait les *Bourbeux;* on ne regardait pas Moreau comme propre à travailler pour elle. Le but était tout simplement d'arracher à Napoléon les rênes du gouvernement français; il les tenait d'une main trop forte pour qu'on pût espérer de résister à la France, tant qu'il serait à sa tête. A ce motif général, il se joignait encore des causes de haine personnelle, surtout de la part de l'empereur Alexandre : j'en parlerai plus loin. On voulait donc diminuer la force physique de Napoléon, et en entraver le déve-

loppement, en lui opposant un rival qu'on supposait avoir beaucoup de partisans en France. On espérait réussir à l'aide du prestige de la liberté qu'on promettrait aux peuples. La France, recevant un gouvernement plus faible, sous l'influence des coalisés et aux conditions qu'ils imposeraient, cessait de dominer l'Europe.

Je pris la liberté d'observer que, quant à Moreau, le projet ne me paraissait pas devoir produire l'effet qu'on semblait en attendre. Que s'il y avait en France un fort parti républicain armé, ou prêt à s'armer contre Napoléon, Moreau à la tête de ce parti, et détruisant ainsi des imputations et des soupçons mal effacés, pourrait peut-être réussir. Qu'un des élémens sur lesquels il pourrait aussi compter, étaient les désastres de cette campagne, et la tendance des hommes à se détacher d'un chef malheureux et à s'irriter contre lui. Mais que sous des couleurs étrangères, dans les rangs d'une armée ennemie,

non-seulement Moreau ne pourrait rien, mais qu'en justifiant ainsi de graves accusations, il se perdrait sans retour dans l'opinion : ses amis seraient réduits au silence, et ceux qui jusqu'alors avaient été douteux ou indifférens sur son compte, deviendraient ses ennemis irréconciliables. Déserter à l'ennemi, porter les armes contre sa patrie, sont des crimes que le caractère français repousse, que l'opinion publique flétrit d'un opprobre que rien ne peut effacer et qui poursuit le coupable jusque dans les générations futures. Le grand-duc parut partager ma manière de voir, ou au moins en reconnaître la justesse, et il changea de conversation. A la fin du dîner je fus atteint d'une défaillance, qui m'obligea à prendre congé du prince, et j'eus peine à gagner mon logis. Le soir même je perdis tout-à-fait connaissance et le typhus se déclara avec la plus grande violence.

Vingt-deux jours ont disparu de mon existence; il ne me reste de tout cet espace qu'un

souvenir confus d'une foule de songes agités, tous relatifs aux désastres dont j'avais été le témoin et presque la victime, et celui de deux circonstances d'un moment, chacune, dont je ferai mention tout à l'heure.

Dès l'instant où j'avais été fait prisonnier, le sort qui pouvait m'attendre s'était peint à mon imagination. Avant d'avoir vu le grand-duc, je ne savais pas comment seraient traités les prisonniers dans une guerre qui avait pris tout le caractère d'un fanatisme féroce, et dans quel coin sauvage de la Russie je serais entraîné. L'état de ma santé ne me permettait pas d'espérer que j'échapperais au typhus, qui ravageait les deux armées; j'en ressentais déjà les avant-coureurs. Tout était mort autour de moi; il ne me restait ni aide-de-camp, ni domestique; j'allais me trouver, lorsque la maladie m'atteindrait, isolé au milieu d'ennemis, privé de tout secours, et n'ayant d'autre perspective que celle d'être jeté, comme tant d'autres, sans connaissance dans un hôpital, dé-

pourvu de toute espèce de médicamens. Je songeai donc à donner de mes nouvelles aux moins éloignés de ceux qui s'intéressaient à moi. Celle qui est aujourd'hui mon épouse et à qui deux fois j'ai dû la vie, se trouvait alors en Pologne, au sein d'une famille respectable, que je connaissais, et que le contre-coup des désastres de la France a rudement atteinte. Elle ne balança pas un instant en présence des dangers qu'elle devait braver, et, dès les premiers jours de la crise terrible de ma maladie, je reçus ses premiers soins. D'après les ordres du grand-duc, je devais être traité dans mon logement et sous sa protection; mais c'est bien à elle que je dois la vie. Pendant tout le temps où je fus privé de sentiment, elle me veilla et me soigna avec une sollicitude constante et avec un courage supérieur à ce qu'on pouvait attendre de son jeune âge et de sa complexion délicate. Ce n'était que de sa main que je recevais les médicamens qui m'étaient prescrits; elle seule m'approchait et me soutenait lorsque

je voulais faire un mouvement, ce qui, dans mon extrême agitation, arrivait à chaque instant. Pendant vingt jours, elle ne s'est jamais déshabillée, ni couchée. Lorsque les intervalles de la fièvre qui me consumait lui permettaient de prendre quelques minutes de repos, c'était sur une chaise au chevet de mon lit, la tête posée sur le même oreiller, respirant la même atmosphère, s'éveillant en sursaut à chaque mouvement qu'elle sentait ou croyait sentir. Comment n'a-t-elle pas succombé? comment a-t-elle échappé à la maladie pestilentielle dont j'étais atteint?

Une nuit, je m'en ressouviens encore, ce fut celle qui précéda la grande crise qui menaça mon existence pendant trois jours, je repris tout à coup l'usage de mes sens; le sentiment de l'état dangereux où je me trouvais était présent à mon ame; je sentais mes facultés s'éteindre; je ne doutais pas que dans peu d'instans tout ne fût consommé. Je ne sentais pas, pour moi, le regret de perdre la vie; les

malheurs affreux dont j'avais été témoin m'avaient désappris de l'aimer; une seule idée, un seul sentiment m'occupait en entier : celui de l'abandon où j'allais laisser celle qui se dévouait pour moi, avant qu'aucun des siens eût peut-être le temps d'arriver près d'elle. Mon seul espoir était dans les sentimens généreux du grand-duc Constantin, et dont les soins qu'il prenait et faisait prendre de moi étaient une preuve irrécusable. Lorsque j'essayai de soulever ma tête affaiblie, elle m'aida en passant un de ses bras autour de mon cou; ses yeux se fixèrent sur les miens, son regard interrogateur peignait ce qui se passait en elle, et l'anxiété où elle était à mon égard. J'allais lui annoncer l'attente où j'étais de notre prochaine séparation : ces mots ne purent sortir de mes lèvres. Le saisissement que j'éprouvai était trop violent pour que je pusse y résister; je retombai, et mes yeux ne se r'ouvrirent que pour me voir hors de danger.

Mais si je lui dois une reconnaissance qui

durera autant que moi, je ne saurais passer sous silence tout ce que le grand-duc Constantin a fait à mon égard : ce sentiment ne s'effacera pas plus que l'autre. J'avais donné une place dans mon logement au médecin français qui était venu me rejoindre, ainsi que je l'ai dit plus haut. Dès le second jour de ma maladie, il avait fait part au grand-duc de la situation où je me trouvais. Ce prince m'envoya sur-le-champ son premier médecin, le bon et respectable docteur Korner, et il obtint de l'empereur qu'il serait assisté du docteur Willye, lui-même médecin de Sa Majesté. Tous deux me visitaient chaque jour; la pharmacie impériale fut ouverte pour moi; la maison du souverain eut ordre de fournir tout ce qui serait nécessaire. Mais le grand-duc poussa encore plus loin les soins généreux qu'il faisait prendre de moi. Tous les soirs, en rentrant dans son appartement, il voulait être informé de ma situation. « Comment va le général? demandait-« il; quand l'avez-vous vu? » Et s'il s'était

écoulé quelques heures : « Retournez-y, Kor-
« ner, disait-il; je ne me coucherai pas que je ne
« sache comment il va. » Non-seulement il envoya souvent ses aides-de-camp, le général Kourouta ou le colonel Stahl, mais il vint plusieurs fois lui-même. Une seule fois, pendant une longue léthargie, je me souviens de l'avoir vu. Le son de sa voix et son attouchement rappelèrent mes sens engourdis; il tenait une de mes mains dans les siennes, et la rougeur de la satisfaction remplaça un instant sur mon visage la pâleur ou plutôt la lividité produite par mon mal. Mon émotion parut lui faire beaucoup de plaisir; il m'adressa quelques mots affectueux et consolateurs, mais se retira bientôt par égard pour ma faiblesse. Avant de partir, cependant, il adressa à ma Henriette des louanges flatteuses sur sa sollicitude et son courage. « Comptez toujours sur moi, nous
« dit-il à tous deux. »

Après la petite scène que j'ai rapportée plus haut, je passai trois jours dans une léthargie,

qui paraissait l'avant-coureur de la mort. Aucun remède n'ayant fait effet jusque-là, on essaya de forts sinapismes à la partie charnue des deux jambes; ce dernier moyen n'ayant également rien produit, on crut devoir en avertir le grand-duc, en lui annonçant qu'on ne croyait pas que je passerais la journée. Le prince envoya sur-le-champ à mon logement l'excellent général Kourouta. « Je suis trop ému pour y « aller moi-même, lui dit-il. » Le général Kourouta était chargé de porter à ma Henriette les consolations et les offres qui pouvaient le mieux la tranquilliser, jusqu'à ce qu'elle eût quelqu'un de sa famille près d'elle. Il lui annonça que les ordres les plus stricts étaient donnés de lui fournir les escortes nécessaires pour qu'elle puisse attendre ses parens ou voyager en sûreté pour se rendre près d'eux. Le grand-duc l'avait également chargé de lui dire que, voulant faire quelque chose pour la mémoire d'un homme qu'il estimait, il lui offrait de la faire conduire à Pétersbourg pour y être placée par-

mi les demoiselles nobles de la maison de l'impératrice-mère. Le même jour, cependant, le docteur Korner me fit appliquer un second sinapisme plus violent, et, vingt-quatre heures après, je rouvris les yeux, dans le moment où l'on pansait les plaies de mes jambes.

J'étais à peine hors de danger, que le quartier impérial russe quitta Vilna, pour se rendre sur le Niemen. Le grand-duc Constantin eut l'attention de venir encore une fois me voir pour m'annoncer son départ. Il me témoigna sa satisfaction de me voir entrer en convalescence, et me dit que les dispositions étaient prises, pour me transporter à Pétersbourg aussitôt que je serais en état de supporter la voiture. « Ne prolongez « pas trop votre séjour dans cette ville, « où le premier dégel peut développer les « miasmes mortifères de tant de milliers de ca- « davres (1). Je désire vous savoir en sûreté le

(1) On avait recueilli à Vilna 27,000 cadavres, qu'il fallut brûler plus tard, la gelée ne permettant pas de les enterrer. De ce nombre,

« plus tôt possible. » J'obtins du prince que le médecin français, qui était avec moi, serait renvoyé comme non combattant. J'aurais bien désiré, mais je n'osais presque pas, après tout ce que le grand-duc avait fait pour moi, lui demander mon renvoi sur parole. Il vit mon embarras et me devina. « Pour vous, « mon général, me dit-il en souriant, il vous « faut prendre patience et rester parmi nous, « nous rendrons votre séjour aussi agréable « qu'il nous sera possible. L'empereur a irré- « vocablement décidé de ne renvoyer aucun « combattant, moins encore un officier-géné- « ral, fût-ce même à titre d'échange. » J'obtins, ce même jour, une autre faveur ; mais ce ne fut pas pour moi. Un des aides-de-camp du prince Eugène se trouvait à Vilna, grièvement blessé. Sur ma prière, le grand-duc lui obtint la permission d'aller à Pétersbourg, et

près de 10,000 étaient Russes, car leur armée avait également beaucoup souffert, dans notre retraite; beaucoup d'officiers, et même de chefs, eurent les membres gelés.

lui envoya cinquante louis, en attendant qu'il pût recevoir de l'argent de chez lui. Mais il y a des gens dont il faut fuir le contact, même pour leur faire du bien; cela ne me réussit pas. Le prince n'eut pas lieu d'être satisfait de la manière peu délicate dont ce secours avait été reçu. Quant à moi, je recueillis des calomnies. L'individu que j'avais voulu obliger fit répandre le bruit que j'étais passé au service de Russie; il le fit écrire au prince Eugène, et l'aurait peut-être persuadé à l'empereur, si Napoléon ne m'eût mieux connu, comme on le verra plus bas. En attendant, cet individu m'a fait tout le mal qu'il a pu; et pourquoi?

Le lendemain, un peu avant le départ du grand-duc Constantin, le général Kourouta vint encore me voir de sa part. Il me dit que le prince me laissait son traîneau de voyage, qui me garantirait mieux de la rigueur de la saison que ceux qu'on pourrait me fournir à Vilna, et que le docteur Korner resterait près de moi, jusqu'à ce que tout danger d'une

rechute fût passé. Ainsi il se privait de son propre traîneau et de son médecin de confiance, par le seul désir de me faire du bien. Et c'est le prince qu'on a appelé et qu'on appelle encore un sauvage capricieux et impitoyable. On verra, dans la suite de ces Mémoires, pourquoi et par qui cette réputation lui fut donnée.

La terrible maladie que j'avais essuyée avait tellement consumé mes forces, que je fus encore près de trois semaines sans pouvoir quitter le lit, si ce n'est pendant quelques momens. Après un jeûne presque total de vingt-deux jours, mon estomac affaibli ne pouvait supporter la nourriture qu'il m'aurait fallu pour reprendre plus rapidement mes forces. Ce ne fut que peu à peu qu'il put s'y accoutumer de nouveau. J'attendais avec impatience le moment où je pourrais me mettre en route. Le grand-duc et ses aides-de-camp étaient partis; le médecin français ne tarda pas à me quitter, ainsi que le docteur Korner,

lorsqu'il me vit en pleine convalescence. Mon chasseur d'ordonnance, entré à l'hôpital en arrivant, y était mort; mon fidèle valet de chambre, séparé de moi la dernière journée, avait été dépouillé de tout ce qu'il avait, et d'une assez forte somme en argent et en bijoux que je lui avais confiée. Il m'avait retrouvé à Vilna, après l'occupation de la ville par les Russes, et s'était fait transporter chez moi, les deux jambes gelées. Il y fut d'abord soigné; mais lorsque moi-même je me trouvai dans un état désespéré, les médecins le firent porter à l'hôpital, en le recommandant; il n'y avait *point de médicamens*, et le mal avait fait de trop grands progrès : il succomba. Je le remplaçai par un domestique que son maître, officier d'état-major français, avait abandonné avec sa voiture, et que je pris à mon service. Un Cosaque d'ordonnance, qu'on m'avait donné, nous servait de second domestique.

Il est impossible de rien imaginer de plus original que ce demi-sauvage, dont nous ne

pouvions nous faire entendre qu'à peu près par signes. Il était, comme ils le sont tous, d'un dévouement à toute épreuve, et se serait fait tuer sans balancer, s'il l'avait fallu, pour nous défendre; il était serviable au plus haut degré, cherchant à prévenir les ordres, au lieu de les attendre, et il faisait même le service qu'on n'aurait pu exiger que d'une domestique. Envers nous, il était d'une fidélité à toute épreuve; mais il conservait, à l'égard des autres, les habitudes *larronnes* de ses concitoyens. Il accompagnait mon domestique dans les différens achats que celui-ci était chargé de faire, et au commencement, il lui arriva quelquefois de voler l'objet que le domestique marchandait et de se sauver avec à la maison, où il arrivait tout triomphant, croyant nous avoir fait une économie. Cependant, lorsqu'il vit qu'on ne se dispensait pas pour cela de payer, il s'en déshabitua. Mais une fois il s'avisa de voler, à notre insu, une scie qu'on n'avait pas voulu lui prêter. Le Juif

à qui elle appartenait, au lieu de venir s'en plaindre à moi, fut chez le commandant de la place, et, outre la restitution, notre Cosaque reçut vingt-cinq coups de bâton. Je crus devoir, pour adoucir un châtiment, dont au fond nous étions, sinon la cause innocente, au moins l'occasion, lui donner un rouble en argent. Tout fut oublié, et il aurait volontiers reçu le double de l'un pour avoir le double de l'autre.

Ma convalescence s'avançait, et le moment s'approchait où je devais me rendre à Pétersbourg; ce moment n'aurait pas été sans embarras pour moi, si j'avais été réduit aux ressources qui me restaient. Depuis le mois de mai, je n'avais rien reçu de mes appointemens; une bonne partie de ce que j'avais d'argent comptant et de bijoux avait été prise sur mon valet de chambre; en perdant mes équipages, j'avais perdu tout ce dont j'aurais pu peut-être me faire quelque ressource; ce qui me restait, en arrivant à Vilna, avait été plus que consommé par les dépenses de ma mala-

die, malgré que les médicamens et la table me fussent fournis par la maison du grand-duc, pendant son séjour dans cette ville. Le traitement qui m'était fixé, comme officier-général, ne s'élevait, en raison de la dépréciation du papier (1) qu'à 90 francs par mois. Après avoir reçu tant de faveurs, il ne me convenait pas de demander encore de l'argent pour voyager. Je me serais donc trouvé dans l'impossibilité de me rendre à Pétersbourg, sans les secours de la famille de celle qui est aujourd'hui mon épouse. Dès qu'elle avait pu lui faire connaître notre situation, on s'était empressé de nous faire passer des remises. Aucun de ses parens qui habitaient un pays, alors le théâtre de la guerre, ne put venir à Vilna, avant que je fusse hors de danger. Ces remises, qui n'étaient mesurées que sur l'affection qu'ils me portaient, me mirent en état de faire honneur à mes affaires et d'entre-

(1) Le papier ne passait que pour 25 p. 100 de sa valeur nominale, et le gouvernement ne payait qu'en papier.

prendre mon voyage. Le compte que je réglai avec eux à l'instant de partir de Vilna s'éleva à environ 15,000 fr., dont je fis une obligation, en attendant que mon retour dans ma patrie me mît en état de m'acquitter. Je reviendrai sur cet objet.

Le $\frac{2}{14}$ février 1813 (1), je me trouvai assez fort pour hasarder ma première sortie que je fis en traîneau. Le grand air, malgré la rigueur de la saison, acheva de me remettre, et mon départ resta fixé pour le surlendemain. Le 15 au matin, j'allai rendre visite au gouverneur-général de la Lithuanie, le général Rimskoy Korsakoff, qui me retint à dîner pour le même jour. J'y trouvai, entre autres convives, le médecin de l'empereur Napoléon, Desgenettes. Le général Korsakoff était un vieillard fort gai et fort aimable, dont la conversation était pleine de charmes. C'était le même que Masséna avait battu à Zurich, et il

(1) Le 2 février, selon le style russe, correspondait au 14 février, selon le calendrier grégorien.

se plut à nous raconter en détail sa mésaventure et l'étonnement que lui avait causé l'arrivée d'un parlementaire, pour le sommer de se rendre, qui vint par les derrières de son champ de bataille; il ne s'était pas aperçu du corps français qui le tournait. Ce fut alors qu'il se fit bravement jour l'épée à la main, quoique avec des pertes énormes. Il m'offrit une avance d'argent, en y ajoutant avec beaucoup de grace, qu'étant déjà gouverneur de la Lithuanie, en 1807, il avait avancé plus de 20,000 fr. à des officiers français prisonniers sur leur seule parole. « Mais, dit-il, les officiers français « n'y manquent jamais, et j'ai été remboursé « de tout, avec des expressions de gratitude. « J'en ferai autant avec plaisir et confiance « dans cette occasion. » Il fit la même offre à mes camarades, qui se trouvaient à Vilna. Je ne sais si quelqu'un d'eux fut dans le cas de l'accepter; quant à moi, je n'en avais plus besoin, et je le lui dis, en lui exprimant toute ma gratitude de son offre obligeante.

Le jour de notre départ de Vilna, il survint un demi-dégel qui alla en augmentant jusqu'à Kovno. La neige avait disparu partout, et le sol détrempé ne permettait plus de se servir de traîneau. Il me fallut donc laisser à Kovno celui dont le grand-duc avait disposé d'une manière si aimable en ma faveur, et me fournir d'un chariot léger pour continuer ma route. Il n'y avait à Kovno de maisons habitées que celles des Juifs, en sorte que, ne sachant pas la langue du pays, j'aurais été impitoyablement volé, si je n'avais eu un interprète pour me faire entendre des autorités russes. On m'avait donné, en partant de Vilna, un sergent d'infanterie, à titre d'ordonnance et de sauvegarde; mais il fallait se faire entendre de lui. Heureusement que j'avais trouvé ou plutôt retrouvé l'interprète dont j'avais besoin. Quel-jours avant mon départ, ce même Allemand, dont j'ai parlé plus haut, et que j'avais chargé de me procurer un traîneau, était venu me voir et m'avait expliqué le motif qui l'avait

forcé à me manquer de parole. Il avait trouvé un traîneau et allait le chercher pour venir me prendre, lorsqu'un embarras qu'il rencontra, dans l'obscurité, lui fit faire une chute dans laquelle il reçut une violente contusion aux côtes. Il fallut le transporter chez lui, où il fut obligé de garder le lit pendant plusieurs jours. Lorsqu'il sut que j'allais à Pétersbourg, il m'offrit de m'accompagner et de me rendre tous les services qu'il pourrait jusqu'à cette capitale, où il espérait s'établir.

En sortant de Kovno, nous rencontrâmes un de ces inconvéniens auxquels il faut se résigner quand on veut voyager en Russie. Le dégel s'était étendu jusqu'à la Vilia, où les glaçons s'étaient ouverts. Ils ne chariaient pas encore, mais ils étaient séparés et flottans. Nous passâmes cette rivière à pied et à la manière russe, c'est-à-dire d'un glaçon à l'autre, au moyen de quelques planches, qu'on plaçait dans les intervalles trop larges pour les franchir d'un pas. Notre chariot fut porté à

bras et nous ne prîmes de chevaux que de l'autre côté de l'eau. De là nous continuâmes notre route sans accidens par Rossiene, Szavlie, Mitau, Riga, et sans souffrir du froid, qui avait repris et qui allait en augmentant vers le nord. Je m'étais pourvu d'habillemens plus analogues à la saison. Il paraîtra peut-être étonnant qu'on nous ait fait faire un aussi grand détour, au lieu de nous diriger de Vilna par Vitepsk et Novogorod. Mais ce fut encore un effet de la bienveillante obligeance qui veillait sur moi. Par cette dernière route, hors un petit nombre de villes, qui pouvaient offrir quelques ressources, je n'aurais trouvé ni gîte, ni aucun moyen de subsistance un peu supportable dans les malheureux hameaux que nous aurions rencontrés de loin en loin. Par la route qu'on me fit prendre, nous traversions d'abord de Vilna à Mitau un pays cultivé et garni de villes ou bourgs assez rapprochés. Après Mitau, nous rentrions dans les grandes communications de Pétersbourg, et sur

cette route on rencontre des maisons de poste bien garnies.

Nous arrivâmes à Riga sans aucun autre inconvénient que les mauvais chemins que nous avions rencontrés de Kovno à Mitau. La Dvina était encore complètement gelée, et nous la passâmes sur un pont de madriers couchés sur la glace. L'arrivée à Riga fut assez triste, ayant eu à traverser les ruines du magnifique faubourg brûlé sans nécessité, d'après les ordres du précédent gouverneur. A mesure que nous nous étions approchés de Riga, nous avions retrouvé de la neige en plus grande abondance. A Riga, elle était déjà assez haute, et, comme nous ne devions plus la quitter jusqu'à Pétersbourg, situé à trois degrés plus au nord, je me décidai à faire placer mon chariot sur un traîneau. Je profitai de ce séjour pour faire une visite au gouverneur actuel de la Livonie et de l'Esthonie. C'était le général Paolucci, de Modène, qui avait été au service d'Italie, où son frère servait encore dans la marine. Le

grand-duc Constantin m'en avait parlé à Vilna, et j'avais cru m'apercevoir qu'il désirait être informé exactement de la manière dont le marquis Paolucci avait quitté notre service. Avant l'invasion des Autrichiens en 1799, Paolucci était capitaine adjudant-major dans la 2e demi-brigade cisalpine. Fait prisonnier à Mantoue, il resta au service d'Autriche, où il parvint au grade de colonel d'état-major. Il se trouvait dans cette qualité en Dalmatie, lorsque nous prîmes possession de cette province, en 1806. Là il témoigna le désir de rentrer dans sa patrie, si on voulait lui conserver son grade, et s'en ouvrit au général Molitor. Ce dernier consulta le prince Eugène, qui témoigna consentir à la demande. Paolucci renvoya à l'empereur d'Autriche ses brevets, ses décorations et la clé de chambellan, et vint à Milan, où il fut autorisé à porter l'uniforme d'adjudant-général. Mais, soit que Napoléon n'ait pas voulu approuver ce qu'avait fait le prince Eugène, soit que les vives représentations des

Modenais et de leur concitoyen, le général Fontanelli, aide-du-camp du roi d'Italie, l'aient emporté, Paolucci fut obligé de quitter le royaume d'Italie. Il passa en Russie, où il fut successivement promu au grade de général-major et de lieutenant-général.

Tel fut le récit que j'avais fait au grand-duc Constantin, lorsque le général Paolucci vint au quartier impérial, sur les bords du Niemen, pendant que j'étais encore à Vilna. Le grand-duc lui répéta ce que j'avais dit; et, à mon arrivée, le général Paolucci crut devoir m'en remercier. Dans le fond, il n'y avait pas de quoi; car je n'avais dit que la vérité : je ne me suis jamais cru autorisé à la fausser. Je fus donc fort bien reçu par le général et par son épouse, dame livonienne fort aimable et d'un caractère qui lui méritait l'estime générale. Mais il n'en fut pas de même des autres officiers prisonniers, et surtout des Italiens, qui furent envoyés à Riga. J'appris, dans la suite, là dessus des détails et des faits pénibles. Il en réunit même

un assez grand nombre à un grand dîner, pour avoir l'occasion d'exhaler toute sa mauvaise humeur, en leur disant des choses dures, et en leur reprochant leur fidélité pour ceux qu'il haïssait parce qu'ils l'avaient repoussé. C'est ainsi que la passion aveugle la plupart des hommes, et les jette dans des excès peu dignes de leur caractère et de leur rang. La conduite du général Paolucci, dans tout ce qui était relatif à son service et à son emploi, était juste et honorable, et lui mérita l'affection des Livoniens et la confiance de l'empereur.

De Riga nous continuâmes notre route par Dorpat et Narva jusqu'à Pétersbourg, où nous arrivâmes le $\frac{12}{24}$ février, jour du mercredi des Cendres, selon le style russe. Notre voyage se fit sans autre accident que la perte d'une malle d'effets. Elle était attachée au traîneau qui nous suivait avec mon domestique et notre Allemand, et je soupçonnai alors, je crois avec raison, les postillons d'un relais entre Walk et Dorpat, de l'avoir détachée eux-mêmes, et de

l'avoir laissée en route, où des camarades l'attendaient. Nous étions trop loin de Riga pour adresser une plainte au général Paolucci, et, jusqu'à Pétersbourg, nous ne devions plus rencontrer de gouverneur militaire. Cela m'empêcha de réclamer. Du reste, notre voyage offrait toutes les commodités que nous pouvions désirer. Les maisons de poste, spacieuses et bien bâties, contenaient de jolies chambres à coucher et une belle salle à manger. La table y était meilleure qu'on ne pourrait l'espérer dans un pays si reculé au nord et loin des villes. Un tarif affiché, et que le maître de poste n'osait pas altérer, fixait le prix de chaque chose qu'on demandait. Enfin, il y avait à chaque relais jusqu'à une pharmacie et un chirurgien, pour les accidens qui pouvaient arriver.

Les ordres de l'empereur et les recommandations du grand-duc m'avaient précédé à Pétersbourg. Dès mon arrivée, j'y rencontrai toutes les attentions et les égards que j'aurais pu attendre dans un pays ami. Le lieutenant

du grand-maître de police, le colonel comte Wassilieff, avait été chargé de me recevoir et de me faire préparer un logement. Il y avait à la barrière un planton qui m'y conduisit directement.

Le dimanche suivant, $\frac{16}{28}$ février, était le dernier jour de carnaval, et on me proposa d'aller voir les fètes et les réjouissances qui avaient lieu sur la Neva. C'était un spectacle vrâiment enchanteur et qui faisait oublier qu'on ne le devait qu'à la rigueur du climat. Des milliers de voitures et de traîneaux, un plus grand nombre encore de personnes à cheval ou à pied, s'agitaient en tous sens dans le vaste bassin de la Neva, surtout derrière l'Amirauté et jusque vers la forteresse. On y voyait des carrousels et des jeux de toute espèce, et surtout ces montagnes qu'on a imitées à Paris sous le nom de montagnes russes, mais qui là étaient véritablement de glace. En descendant la Neva, une file de traîneaux et de promeneurs s'étendait jusqu'à l'embouchure de la

rivière à Cronstadt. Cette promenade, qui dure tout l'hiver, est alors garnie de cafés et de restaurans bâtis en bois sur la glace, où l'on trouve tout ce qui est nécessaire pour dîner, se divertir, et même dormir au besoin.

Je n'entrerai pas dans un grand détail sur mon séjour à Pétersbourg. Les occupations d'un prisonnier de guerre ne pouvaient pas être très-étendues. La plus grande partie de mon temps était employée à recueillir des matériaux historiques sur la guerre présente et sur les évènemens passés, et à des travaux littéraires, qui m'ont été d'un grand secours plus tard; à m'entretenir de nouveau avec les classiques, que j'avais à peu près négligés pendant les longues périodes de la guerre. Les sociétés ne m'auraient pas manqué dans une autre situation, et chacun se serait fait un plaisir de me recevoir. Mais, d'un côté, la nécessité d'économiser mes ressources, qui devaient suppléer à la modicité de mon traitement, et, de l'autre,

le caractère même qu'avait pris la guerre, m'imposaient la loi de restreindre le cercle de mes connaissances. Les seules que je fréquentais habituellement étaient la famille du comte Wassilieff, celle d'un conseiller d'état russe, mon voisin de logement, et celle d'un médecin français appelé Bigel, attaché à la maison du grand-duc Constantin. Ce dernier était même ma société la plus intime; le caractère et l'obligeance affectueuse de M. et madame Bigel et de leurs deux enfans, nous avaient liés de sorte qu'il semblait que j'appartinsse à leur famille.

J'avais, en outre, quelques connaissances moins intimes, que je voyais en garçon, parce qu'elles-mêmes vivaient ainsi, étant sans famille, et n'ayant point de cercle du soir. La première était celle du comte Moussin Pouschkin Bruce, qui avait été long-temps ambassadeur de Russie à Naples; il vivait séparé de son épouse, qui était une descendante du roi d'Écosse, David Bruce, et qui était depuis plusieurs

années en Italie, jouissant de sa fortune, dont son mari n'avait rien voulu retenir, quoiqu'il en eût un fils. Madame Bruce, c'était le nom qu'elle portait en Italie, s'y est fait connaître par de bruyantes folies, dont quelques-unes avaient même attiré mon attention, lorsque j'étais, en 1810, commandant de la province de Padoue. Je connus aussi l'amiral Cziczagoff, qui mit sous mes yeux les preuves et la justification officielle de sa conduite à la Bérésina. Elle lui valut une disgrace, quoiqu'il n'eût fait qu'obéir à des ordres formels, et qu'exécuter, malgré ses représentations, des mouvemens qui lui étaient spécialement tracés. Plus tard, je fis encore la connaissance du chargé d'affaires d'Angleterre, pendant l'absence de lord Cathcart, M. Walpole. C'était bien, sous le rapport des opinions personnelles, le contre-pied de celui qu'il remplaçait, et il ne grossissait pas le nombre des admirateurs de Wellington.

M. Walpole était un homme très-instruit, très-ouvert, et d'un caractère aimable; il aimait

beaucoup à s'entretenir de littérature, d'histoire, d'antiquité, et même de politique, qu'il entendait fort bien, et qu'il conduisait avec un esprit délié. Il s'était pris d'amitié pour moi, parce que, disait-il avec obligeance, « il y avait « entre nous deux de l'étoffe à causeries, et « la manière de le faire avec franchise ; » il aimait surtout à déjeûner ou à dîner tête à tête avec moi, et, lorsqu'il n'avait aucune invitation, il me l'annonçait ordinairement par ce petit billet laconique : « Je suis « seul ; venez, si vous êtes libre, dîner et cau- « ser. » Au dessert, quelques verres de madère, dont, soit dit en passant, il buvait plus que moi, disposaient aux confidences. Au reste, je ne devais pas être échangé avant la paix, et je ne pouvais rien écrire qui ne fût lu ; ainsi, il ne craignait pas les effets d'une indiscrétion de ma part. Aussi j'appris de lui des choses fort intéressantes.

M. Walpole était l'agent anglais résidant en Autriche et à peu de distance de Vienne de-

puis 1811. Sa présence et son action échappèrent à l'ambassadeur de France, qui fut disgracié pour ce motif. M. Walpole travaillait alors à la coalition dans laquelle devaient entrer la Russie, l'Autriche et la Prusse, qui nous aurait attaqués en Allemagne, si les demandes de Napoléon, devenues trop pressantes, et qui exigeaient des explications catégoriques, n'eussent changé la face des affaires. La présence de la masse des armées françaises en Allemagne contint la Prusse et l'Autriche, qui se virent même forcées de contracter des obligations que ni l'une ni l'autre n'étaient dans l'intention de tenir. Mais le travail des agens anglais ne cessa pas pour cela; il n'y a pas de nation plus tenace dans la poursuite de ses projets politiques, et qui se laisse moins détourner de son but par des incidens d'une nature quelconque, tout en cédant en apparence et momentanément à des obstacles majeurs. Alors surtout que l'Angleterre en masse était aveuglée par l'excès de sa haine contre la France,

le travail constant de ses agens était de maintenir les coalitions contre nous, ou de les renouer si elles se dissolvaient un moment par l'effet de nos victoires. Faute de pouvoir obtenir des défections présentes, on travaillait à en assurer de futures. Ainsi que je l'ai déjà dit, une opinion défavorable à l'expédition de Russie, sous le rapport des effets destructeurs du climat, s'était répandue en Allemagne. Cette opinion, jetée en avant par les agens anglais, comme un élément d'inquiétude et d'agitation, ne reposait sur aucune de ces bases qui servent à des hommes éclairés pour asseoir leur jugement sur des conséquences futures. L'évènement a paru la justifier, et c'est ici le lieu de répéter : *Eventus stultorum magister* (1), et les sots ne sont bien souvent pas la populace ignorante; car si nous nous fussions arrêtés aux confins de la Lithuanie, entre Vitepsk, Smolensk et Mohilov, le pays derrière

(1) L'évènement est le guide des sots.

nous nous fournissait des vivres, il s'organisait, et nous nous trouvions en état de reprendre avec succès une seconde campagne. Si même, après avoir vu l'incendie de Moscou, nous étions revenus, après huit jours de repos, dans cette même position, nous échappions aux effets du froid et de la disette, et les Russes auraient brûlé leur capitale sans fruit. Quoi qu'il en soit, cette opinion, accréditée et partagée par tout ce qui nous portait de la haine, et surtout par la *faction féodale*, qui nous fait la guerre depuis Pillnitz, servit puissamment à préparer les défections de 1813.

Forcés d'exécuter les conditions du nouveau traité d'alliance avec la France, les cabinets de Berlin et de Vienne eurent soin d'y faire entrer des conditions qui leur facilitaient, si l'occasion se présentait, les moyens de nous trahir. L'une rassemblant ses troupes dans la Prusse proprement dite, et l'autre dans la Galicie, elles se trouvaient naturellement placées à l'extrémité de nos ailes; le prétexte de

ne pas trop les éloigner de leurs magasins les y fit rester. En Prusse, le choix du général York ne fut pas l'effet du hasard, ni du simple tour d'ancienneté. La faction féodale, en s'emparant de la direction de la société des soi-disant *Amis de la vertu* (*Tugendbund*), et en se servant de ce leurre pour remuer les peuples, voulait avoir ses adeptes et ses dévoués partout; et il convenait à l'intérêt des gouvernemens absolus de la satisfaire. C'est ainsi que plus tard la faction mit à la tête des armées ce Blücher, mannequin dont l'adepte Gneisenau, doué d'une imagination romantique plutôt que de talens supérieurs, tenait les fils, et dont on s'est efforcé de faire un grand homme, en dépit de Frédéric II (1) et..... du bon sens.

En Autriche, où l'oligarchie féodale est en

(1) Blücher, fatigué de rester trop long-temps major, demanda sa démission ou de l'avancement au secrétaire de la guerre. Frédéric II répondit : *accordé la démission; on trouve partout des officiers de cette espèce.* Blücher avait la réputation d'être un joueur de profes-

possession du gouvernement de fait, et où chacun de ses membres est déjà à sa place, on pouvait confier le commandement à celui des généraux en chef que Napoléon aurait demandé. Tout autre que Schwartzenberg aurait fait ce que son parti exigeait de lui, et rien de plus ni de moins. L'Angleterre avait encore plus d'intérêt à surveiller surtout la conduite du cabinet de Vienne, que les dispositions de celui de Berlin; le premier devait incontestablement jeter un plus grand poids dans la balance. Et ensuite il était plus facile à ses agens d'agir et de se soustraire aux observations des nôtres, en Autriche, qu'en Prusse au milieu de nos armées. Dès que le corps autrichien fut réuni, il fut convenu qu'aucun ordre ne serait adressé à Schwartzenberg sans la participation de M. Walpole. En lui communiquant la minute

sion, qui avait le bonheur de parer aux revers de la fortune. On peut s'en informer à Francfort-sur-le-Mein, où il est connu, et à Paris, où le ministre de la police fut obligé d'indemniser l'entreprise des jeux des pertes que lui faisaient éprouver les corrections de fortune qu'il se permettait.

originale, en marge de laquelle il écrivait ses observations, on lui soumettait encore la dépêche corrigée d'après ses notes, et s'il l'approuvait on la scellait, et on l'expédiait en sa présence.

Lorsque les agens anglais donnèrent l'avis de notre retraite de Moskou et des premiers désastres causés par le froid, il fut décidé que le corps autrichien s'arrangerait de manière à laisser passer l'armée de l'amiral Cziczagoff, qui devait se placer derrière nous. Schwartzenberg fit semblant de le suivre, pendant deux ou trois jours, et se rabattit ensuite brusquement sur Grodno. Lorsqu'il annonça vouloir couvrir Varsovie, ce ne fut que pour faciliter l'entrevue qu'il eut pendant la nuit (1) avec un officier-général russe (Czerniszeff), pour communiquer à l'empereur Alexandre ce qui

(1) Une nuit, lorsque tous les officiers d'état-major étaient éloignés et couchés, Czerniszeff se présenta, enveloppé dans un manteau, au quartier-général. Schwartzenberg alla le recevoir lui-même et seul, le fit entrer avec précaution dans son cabinet, et le reconduisit de même en sortant.

avait été réglé à Vienne, et accréditer la mission de Lebzeltern. Dès lors le rôle de l'Autriche en 1813 fut *arrêté*. En cas de succès trop marqués de notre part, sa médiation, présentée sous un aspect menaçant, devait nous empêcher d'en recueillir le fruit. En cas de revers, ou même seulement si les chances étaient égales, elle devait tourner ses armes contre nous. En vérité je ne conçois pas comment des gens instruits et éclairés, ont pu, *de bonne foi*, avoir la niaiserie de croire et de répéter les contes bleus qu'on a faits sur le congrès de Prague, sur les prétentions exagérées de Napoléon, et sur de prétendus reproches adressés à Metternich. Le congrès de Prague fut un outrage à la probité et à la bonne foi, un mensonge déhonté mis en avant pour tromper les peuples. Tout était réglé et arrêté entre la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre, avant que ce congrès ne se réunît.

La Prusse n'y mit pas tant de façons; l'ha-

bitude des défections, qui caractérise ce cabinet, et que le manifeste de la France, en 1813, a si bien développée, lui donnait l'aisance nécessaire pour marcher droit au but. York joignit tout simplement l'armée ennemie, en protestant de son honneur. Ce n'est pas la premiere fois qu'on a vu un déserteur à l'ennemi parler de son honneur, et ne pas souffrir qu'on en doute. Les chevaliers de grands chemins ont aussi de l'honneur à leur manière. Le roi de Prusse était encore à Berlin, au milieu des débris de notre armée, et il fit grand bruit, rendit un ordre foudroyant, envoya pour arrèter York un aide-de-camp, qui arriva en effet...... à Vilna, pendant que j'y étais malade. Il apportait l'assurance de l'alliance de son maître, demanda et obtint les fusils que notre armée avait abandonnés à Kovno, et retourna à Berlin. Après son retour, le roi passa en Silésie, et immédiatement après York commanda le premier corps auxiliaire prussien à l'armée russe.

Dans les autres états de l'Allemagne, les intrigues des agens anglais changeaient de forme, selon les élémens d'action qui se présentaient. Dans les états comme la Saxe et le Wurtemberg, où les souverains n'étaient pas disposés à une brusque défection, elles agissaient sur les individus et surtout sur les troupes. C'est ce qui explique la conduite du corps saxon dans toute la campagne de 1813, sa désertion finale sur le champ de bataille, et l'abandon où les chefs laissèrent leur roi, livré à la merci des ennemis dans Leipzick. C'est ce qui explique aussi la désertion d'un général des troupes de Wurtemberg, égaré par des idées de liberté et d'indépendance nationale, et qui a glorieusement expié sa faute en combattant pour la délivrance des Grecs (1). Dans la Bavière, où l'opinion nationale, celle de l'armée, et celle du ministre éclairé (M. de

(1) Le général Normann, après la bataille de Leipzick, par ordre de son souverain, fut traduit devant une commission militaire, et destitué pour avoir pris une initiative qui ne lui appartenait pas.

Montgelas), qui était à la tête du cabinet, s'opposaient aux vues de la politique anglaise, et à l'alliance autrichienne, d'autres passions furent mises en jeu. La haine personnelle que la reine et le prince royal portaient à Napoléon, servirent les efforts de l'ambitieux de Wrède, dévoué à l'Autriche, et qui croyait de bonne foi à la réputation militaire que lui avait prêtée Napoléon. Ces efforts réunis amenèrent la convention de Ried et la défection de la Bavière; et le général de Wrède s'immortalisa...... à Hanau. Dans la Westphalie le travail fut encore plus facile. Quoique la criminelle tentative d'un de ces intrigans pervers, que les bienfaits ne conduisent qu'à la plus noire ingratitude eût échoué, l'ébranlement durait toujours. La Hesse, ce grand marché d'hommes, où l'Angleterre avait toujours acheté des soldats, se ressentait de l'influence d'anciennes habitudes : le Hanovre était peuplé d'individus attachés au gouvernement qui les avait longtemps régis. Tout était donc préparé lorsque

Czerniszeff vint leur présenter un point d'appui.

Pendant que j'étais à Pétersbourg, j'appris, par les relations que j'avais parmi les francs-maçons, comme membre de l'ordre dans un des grades les plus élevés, une anecdote qui vient à l'appui de ce que j'ai dit des soins que prenaient alors les souverains de caresser l'esprit patriotique des peuples. Un peu après le siége de Dantzick, la loge, présidée par le comte Moussin Pouszkin, reçut un rescrit impérial, que lui apporta expressément un de ses membres, chambellan de l'empereur. Le rescrit portait : « Que l'empereur ayant reconnu « dans les dangers de la patrie, que les citoyens « et les militaires les plus dévoués appartenaient à l'ordre de la maçonnerie, S. M. avait « résolu de *le protéger et de l'encourager.* En « conséquence, le souverain s'adressait à notre « loge, comme étant la principale, et la char-« geait d'assurer l'ordre de sa protection impé-« riale, et de l'organiser régulièrement, de

« manière à exclure et éteindre les sociétés « pseudo-maçonniques, qui se couvraient de « ce voile, *pour cacher des projets subversifs.* » Cette partie du rescrit portait directement sur les martinistes, qui s'étaient emparés d'une loge à Pétersbourg, et en avaient d'autres dans l'empire. Cette secte, qui tenait à la maçonnerie, pour se couvrir de son nom, est celle qu'a décrite Zschokke dans ses *Frères noirs;* c'est une véritable société politique et républicaine, mais aucunement démocratique : elle était tout aristocratique. Il ne m'a pas été difficile de la reconnaître dans la longue procédure relative aux mouvemens qui ont eu lieu en Russie et en Pologne, après la mort d'Alexandre. Elle fut aussi la directrice secrète du *Tugend-Bund* d'Allemagne; mais alors elle se couvrit du voile de la démocratie qu'elle jeta après la campagne de 1815. On croirait, après ce rescrit impérial, que la maçonnerie jouit, en Russie, au moins pendant la vie de l'empereur Alexandre, d'une haute protection.

Il n'en fut rien. Dès que le traité du 20 novembre 1815 eut fait cesser les dangers, elle fut persécutée avec acharnement.

Je vis aussi à Pétersbourg un Neufchâtelois, nommé Viollier, qui était conservateur de la galerie impériale, et dont le frère était secrétaire des commandemens de l'impératrice-mère. Lui-même avait été secrétaire des commandemens de l'empereur Paul, et me donna sur cet infortuné souverain des détails fort intéressans. Le grand-duc Paul était né avec les plus heureuses dispositions; la vivacité de son caractère ne nuisait pas à la bonté de son cœur, et servait même à la relever. Son esprit était cultivé, ses connaissances solides, et son jugement prompt et sain. Mais bientôt les mauvais traitemens d'une mère dénaturée gâtèrent l'ouvrage de la nature. Si Catherine II a mérité, par le meurtre de son mari, le nom de Sémiramis (1), elle n'a pas moins mérité,

(1) Si Voltaire, l'auteur de la belle tragédie de *Sémiramis*, n'a pas

par sa conduite envers son fils, celui d'Irène (mère et meurtrière de Constantin V). Elle tint constamment le grand-duc Paul dans l'éloignement des affaires et dans un état d'abaissement relatif. Elle ne lui assigna qu'une modique pension, avec laquelle il était obligé de pourvoir à l'entretien de sa famille, qui augmenta successivement, jusqu'au nombre de quatre fils et trois filles.

Long-temps Catherine écarta son fils et son unique successeur de ses conseils, même comme témoin des délibérations. Enfin, craignant peut-être les reproches que pouvait lui attirer une conduite pareille, envers un prince déjà en âge de gouverner par lui-même, ou plutôt par un raffinement de haine et de cruauté, elle l'y appela; mais ce ne fut que pour l'abreuver de nouveaux outrages. On lui demandait son avis le premier, et ses détracteurs même conviennent qu'il entendait fort bien les affaires d'état,

eu cette idée, en décorant Catherine *précisément de ce nom-là*, on ne sait quel nom donner au sentiment qui dirigeait sa plume.

et en jugeait en homme capable de les diriger. Mais il était convenu que rien ne devait être bien de sa part. Catherine accueillait les avis de son fils avec un mépris marqué, le taxait d'incapacité, et jetait dédaigneusement en avant une opinion contraire, et qui n'en était pas meilleure. Les ministres, qui presque tous avaient été ou étaient les objets de ses galanteries banales, avaient trop d'intérêt à écarter des affaires le prince qui les méprisait, et les aurait dépouillés du pouvoir, pour ne pas applaudir leur souveraine. Le malheureux Paul se retirait chaque fois du conseil humilié et profondément blessé.

La dernière guerre de Catherine contre les Suédois, qui éclata dans ce temps-là, parut au grand-duc Paul une occasion de se laver de cette incapacité, que ses ennemis lui reprochaient, et qu'il ne sentait pas en lui-même. Il demanda la permission de se rendre à l'armée, et ne l'obtint qu'à force de sollicitations, et après plus d'un refus injurieux. De nouvelles

humiliations l'attendaient là encore. N'ayant aucun commandement, le général en chef parut user envers lui d'une grande condescendance, en l'invitant à assister comme témoin aux conseils des généraux. On y demandait aussi son avis, et, comme dans les conseils du gouvernement, on y répondait par des objections respectueusement insultantes, ou, si l'évidence parlait trop en sa faveur, on exhibait des ordres de l'impératrice, qui défendaient de déférer à ses conseils, et on faisait le contraire. Désirant cependant acquérir la pratique de la guerre, le grand-duc Paul assistait à tous les exercices, à toutes les manœuvres, à tous les mouvemens de guerre. Un jour il voulut faire par lui-même une reconnaissance. *On oublia* d'avertir les avant-postes, et quelques boulets de canon, tirés *par erreur*, dit-on, des batteries russes sur sa faible escorte, tuèrent un cavalier de sa suite. Ne pouvant plus douter qu'on en voulait à sa vie, Paul retourna sur-le-champ à Pétersbourg.

De nouveaux mépris, de nouveaux outrages l'y attendaient. Certaine de servir la haine de leur maîtresse et de lui plaire, la tourbe abjecte des courtisans, cette lie infecte des nations, qui, dans tous les temps et tous les lieux, est toujours prête à toutes les bassesses, et, s'il le faut, à tous les crimes, ne craignit plus d'insulter hautement le grand-duc Paul. Non-seulement on osait lui refuser ouvertement toutes les marques de respect et de déférence dues à l'héritier du trône; mais jusqu'au simple salut que l'urbanité impose, même envers nos inférieurs. Lorsqu'il se rendait chez sa mère ou en revenait, on alla jusqu'à le coudoyer, le repousser, sur les marches de l'escalier qui conduisait à la salle de ce trône sur lequel il devait bientôt monter. Au milieu de ce concert d'injustices, de haine, de bassesses et d'insolences, un seul être lui resta fidèle; ce fut le jeune Constantin, son second fils : l'aîné Alexandre paraissait ne pas oser résister à la volonté de son aïeule, pour laquelle il pro-

fessait une grande vénération. Au milieu de cent traits touchans d'amour filial, je n'en citerai qu'un qui suffit pour peindre le caractère noble et généreux de ce jeune prince.

Catherine avait la coutume de faire au nouvel an des cadeaux en argent à ses deux petits-fils. La part de Constantin était ordinairement de 40,000 roubles. La dernière année de la vie de Catherine, Constantin, voyant son infortuné père dans le plus grand embarras et réduit aux expédiens pour vivre, lui remit cette somme, sans en rien distraire pour lui. Le lendemain, il redemanda de l'argent à son aïeule. « Qu'avez-vous fait de ce que je vous ai « donné hier? demanda l'impératrice; vous « n'avez pu tout dépenser dans un jour. — « Madame, répartit le jeune prince, il y a dans « votre empire un gentilhomme respectable « par son rang et sa naissance; sa mère ne lui « donne pas assez même pour traîner sans em- « barras sa pénible existence; j'ai cru remplir « un devoir en le secourant. » Chacun comprit

l'emploi que Constantin avait fait de son argent, et les courtisans, incapables d'apprécier la noblesse de cette action, pâlirent d'effroi à l'idée de tant de hardiesse. Une vive rougeur témoigna l'émotion de l'impératrice et la honte qu'elle ressentait; mais elle ne put résister à l'ascendant de la vertu plaidant la cause du malheur. En silence et pensive, elle entra dans son cabinet ; elle en ressortit de même, et remit à son petit-fils un portefeuille contenant une somme considérable, sans proférer un seul mot.

Un cœur faible et timide se serait brisé sous les coups du malheur, une ame de trempe ordinaire se serait flétrie; le cœur bouillant, l'ame ardente de Paul se raidirent et s'indignèrent. La bonté, qui avait jusqu'alors tempéré, dominé même un caractere penchant à la violence, disparut et fit place à une haine malheureusement trop justifiée par des traitemens inouis. Dans un temps où les outrages auxquels il était en butte n'avaient pas encore

passé toute mesure, le grand-duc Paul adoucissait ses chagrins en portant d'avance ses soins sur les peuples qu'il était appelé à gouverner, et en se traçant, avant de monter sur le trône, des règles de gouvernement. Ennemi par sa naissance et son éducation de toutes les institutions arrachées ou imposées aux souverains par le vœu des peuples, il était assez éclairé pour sentir que, dans la situation où se trouvait alors la Russie à l'égard du reste de l'Europe, il fallait en rapprocher la civilisation de celle des autres nations, et établir plus d'harmonie entre la législation et l'organisation politique de son pays et celles de ses voisins. Il avait donc composé un code d'institutions et de lois qui, successivement corrigées et améliorées avant d'être arrêtées, étaient réunies dans un seul livre, qu'il avait placé dans sa bibliothèque. Il le relisait souvent, et toujours y ajoutait quelques notes de sa main.

Un peu après son retour de Suède, lorsqu'il ne lui fut plus possible de supporter la persé-

cution et l'insolence des courtisans et des grands qui l'insultaient à l'envi, il entra un jour dans la plus violente colère. Après quelques momens de réflexion, il demanda son livre de lois. « Non, dit-il en le tenant entr'ou-« vert dans ses mains tremblantes d'indigna-« tion et de colère; non, les Russes ne sont pas « faits pour des lois douces et humaines; c'est « la verge de fer qu'il leur faut, et ils l'auront. » En prononçant ces derniers mots, les lambeaux du livre achevèrent de voler dans sa cheminée, où la flamme les dévora dans un instant. Sans doute il est affligeant que la colère remplace dans le cœur d'un prince les sentimens de l'humanité et de la sévère équité qui devraient y régner seuls. Mais, pour le trouver tout-à-fait inexcusable, il faut ne pas connaitre les persécutions de courtisans; il faut ne pas savoir ce que c'est que cette vile engeance s'aplatissant dans la fange pour échapper de front aux reproches, usant de toutes les armes de la trahison, du mensonge et de la calomnie,

pour assassiner dans l'ombre à coups d'épingle. Mille fois moins méprisables sont ceux qui nous attaquent les armes à la main sur les grandes routes; ils exposent au moins leur vie. Des pensions, des décorations pourraient faire d'honnêtes gens, au moins d'une partie d'entre eux; tandis que les honneurs et les richesses ne font que rendre leurs émules plus vils et plus avides.

Les grands de l'empire avaient mérité à l'envi la haine du grand-duc Paul; le vulgaire, conduit par les grands, lui avait témoigné sans examen et sans cause du mépris et de l'aversion. Les uns et les autres furent atteints par la colère du nouveau souverain, devenu misantrope à force d'injustices et d'outrages. De là vinrent toutes les mesures vexatoires que Paul fit peser sur l'empire, et, entre autres, ce fameux ukase qui obligeait tout individu qui le rencontrerait à descendre de cheval ou de voiture, fût-ce même dans la boue, pour le saluer. Je n'entends pas justifier les actes tyranniques qui

furent la conséquence de la haine et de la vengeance. L'empereur Paul avait assez de jugement; il aurait dû avoir assez d'équité pour savoir qu'il lui suffisait de châtier les principaux de ses ennemis, non moins coupables envers l'état, et peut-être plus encore qu'envers lui. La masse du peuple, abusée mais capable comme partout de juger impartialement le bien et le mal, aurait applaudi à de justes châtimens, et aurait bientôt rendu justice à l'équité et aux vertus de son souverain. Mais j'ai voulu et j'ai dû faire voir que l'empereur Paul n'avait pas reçu de la nature le caractère qu'il déploya sur le trône, et que ceux qui le rendirent vindicatif et cruel sont principalement responsables des maux qu'ils ont causés.

L'empereur Paul entra dans la seconde coalition avec l'esprit chevaleresque qui formait la base de son caractère; mais bientôt il eut à faire de sérieuses réflexions. En Italie, l'Autriche fit échouer son projet de rétablir l'Europe dans la situation où elle était avant 1792.

Souvarow, forcé de se rabattre en Suisse, ou les Autrichiens l'abandonnèrent, y éprouva des revers qui achevèrent de ruiner son armée. En Hollande, ses troupes essuyèrent de nouveaux revers, dus à l'impéritie et à la jalousie du général anglais. Son appel aux souverains, sous la forme d'un cartel, et qui a fait tant de bruit en Europe, n'est point un de ces contes oiseux, inventés par la malignité. Rien n'est plus réel, et il fut le fruit de ce sentiment d'équité, de cette tournure d'esprit chevaleresque qu'il ne perdit jamais tout-à-fait. Il s'en expliqua ouvertement avec M. Viollier, qui écrivit cet appel sous sa dictée. « La guerre « que les souverains veulent continuer en Eu« rope, dit-il, n'a plus de but; les motifs qui « l'avaient allumée ont cessé. Pourquoi conti« nuer à répandre le sang des peuples? Ne « vaut-il pas mieux que les souverains, qui ne « peuvent s'entendre, épargnent leurs sujets, « et se présentent seuls en champ clos, pour « des intérêts qui ne leur sont plus que per-

« sonnels. » Ce qu'il ajouta, et que je n'ai trouvé indiqué nulle part, c'est que Napoléon étant le seul qui voulût, comme lui, la paix en Europe, ce seraient eux deux qui combattraient ceux qui se refuseraient à une pacification générale. Les Anglais firent sur ce cartel des plaisanteries et des caricatures où ils peignaient Paul comme un insensé. Ces caricatures, que Napoléon lui envoya, augmentèrent son irritation. Ceci se passait dans le moment où l'Angleterre tramait la conspiration qui lui coûta la vie (1).

Cependant la situation de la France avait changé, tant sous le rapport de son organisation intérieure et de ses forces, que sous celui de sa position à l'égard de l'Europe. Les factions qui la divisaient, qui se partageaient le pouvoir, et qui déjà préparaient, en 1797, les scè-

(1) Il est inutile d'observer que le prétendu cartel, rapporté par l'imposteur Kotzebue (*Année la plus remarquable de ma vie*, t. II, p. 148), est une invention de ce misérable, qui y a glissé des fautes de français, pour tourner Paul en ridicule.

nes et les humiliations de 1814 et 1815, étaient réduites au silence, comprimées par un gouvernement énergique et éclairé. La victoire, ramenée sous les drapeaux de la France, lui avait rendu, au dehors, la considération qui lui appartient. Ce nouvel état de choses ne pouvait manquer de frapper l'esprit juste de l'empereur Paul, et ses réflexions donnèrent encore plus de poids à son mécontentement d'une coalition, dont il avait été dupe en croyant à la sincérité des manifestes de Pillnitz. Quoique l'empereur Paul n'aimât pas le titre de république, que portait encore la France, cependant la forme semi-monarchique de ce nouveau gouvernement, qui le rassurait sur la propagation de l'esprit démocratique si à craindre pour un autocrate; la réputation et la gloire dont brillait le nouveau chef de la France, dissipèrent un reste d'aversion, et le préparèrent à des idées plus conformes aux intérêts politiques de son propre pays. Le renvoi généreux que lui fit le premier consul de ses prisonniers le

trouva disposé à des ouvertures qui devaient rapprocher les deux nations. Leurs intérêts réciproques les y invitaient. Placées aux extrémités de l'Europe, aucun motif direct ne peut les porter à se choquer mutuellement, et leur position est la plus favorable au maintien de la paix européenne. Paul saisit et goûta l'idée de deux grands contrepoids placés aux extrémités de notre continent, dont l'intérêt était de maintenir la paix entre les états intermédiaires, et dont l'intervention suffisait pour empêcher les collisions. Ce qu'on a raconté de l'envoi réciproque, entre le premier consul et lui, d'une carte d'Europe, sur laquelle étaient tracées les limites de l'influence de la France à l'Orient, et de la Russie à l'Occident, est exactement vrai. Paul avait volontairement consenti à limiter son protectorat en Europe; c'était à l'Orient que la Russie devait s'étendre, et par l'Asie qu'elle devait embrasser la mer Noire, et toucher la Méditerranée. Dans cette situation, la Russie pouvait attirer de nouveau

sur l'Asie mineure et la mer Caspienne le commerce des Indes, et en devenir l'entrepôt, au profit du restant de l'Europe continentale. Ce monopole, qui fournit à l'Angleterre le moyen d'alimenter les guerres européennes, et de les diriger à son avantage seul, lui échappait, et son influence disparaissait de l'Europe. L'émancipation de la Pologne, sous le protectorat de la Russie et la garantie de la France, était le premier fruit de cette alliance tout européenne. Paul, dans les conseils de sa mère, s'était opposé au partage de la Pologne, et, en général, à sa réunion à la Russie; et cette opposition avait été pour lui la source de bien des outrages et de mauvais traitemens. Chacun sait que ce projet allait recevoir son exécution, et qu'un corps auxiliaire français, commandé par le général Oudinot, devait y coopérer. Quoique dans le temps on ait prétendu qu'il s'agissait d'une expédition dans l'Inde, une invasion pareille, gigantesque, si la Russie avait été maîtresse de la Perse, et impossible sans

cela, n'était entrée ni dans la tête du premier consul, ni dans celle de l'empereur Paul. Au contraire, une expédition dans la Turquie asiatique trouvait un point d'appui dans l'armée que nous avions encore en Égypte.

Je reçus encore de M. Viollier des détails assez intéressans sur quelques circonstances qui témoignent à quel point étaient parvenues les intrigues contre l'empire français, dès 1812. Mes lecteurs se souviendront peut-être du procès et de la condamnation d'un nommé Michel, employé au ministère de la guerre, et accusé d'avoir livré au gouvernement russe le tableau de l'organisation et de la force des armées françaises. Il n'est personne qui ne comprenne facilement qu'un tableau, qui réunissait des états dressés pour quatre armes diverses, dans quatre bureaux différens, dont deux sont dirigés par des officiers généraux de leur arme; un tableau dont la rédaction appartenait au cabinet particulier du ministre, ne pouvait pas être à la disposition d'un employé subalterne

qui y était étranger. Si cet individu les a écrits, c'est uniquement parce qu'on les lui a donnés à copier. Ces réflexions, que j'avais déjà faites dans le temps, furent confirmées par ce que j'appris. Se trouvaient également à Paris, en même temps que Czerniszeff, le Suisse Laharpe, ancien instituteur de l'empereur Alexandre, et Viollier, dont je parle. Czerniszeff, d'un caractère remuant, délié, intrigant en un mot, fut bientôt répandu dans les salons de Paris, dont les habitués, ainsi que nous l'avons vu jusqu'en 1815, et même jusqu'à ce jour, ont toujours eu une tendre prédilection pour tous les ennemis de la France et des Français. L'ambition trompée et la cupidité active lui procurèrent d'assez nombreuses recrues; dans ce nombre, devait nécessairement se trouver l'*individu* chargé alors du ministère de la guerre, jaloux du titre de maréchal accordé à son prédécesseur Berthier (1), et doué d'un amour propre

(1) Devenu *ex-ministre*, depuis 1815, ce même individu est mort d'une *ambition rentrée*, maladie de courtisan.

excessif. Il croyait avoir mérité, depuis long-temps, ce titre éminent, sans doute pour une chute de cheval faite à la tête de son régiment, en 1793, à la première et unique affaire où il devait se trouver, ou pour la mission d'exploration dont il fut chargé par le directoire, en 1796, près de l'armée d'Italie, et qu'il découvrit au général en chef Bonaparte.

Lorsque la trahison dont Michel était l'agent subalterne fut découverte, un billet venu du ministère avertit Czerniszeff, qui quitta Paris en hâte, à l'aide des moyens qu'on lui avait assurés, pour voyager rapidement. Laharpe ne partit que plus tard, ayant complètement réussi dans la mission dont il avait été chargé, près d'un certain nombre de fonctionnaires civils et militaires d'un rang élevé. Viollier, qui n'avait paru en rien qui pût le compromettre, et que couvrait le titre de peintre, sous lequel il était venu en France, fut chargé de suivre la marche de cette affaire. Le procès s'instruisit, et on eut l'art de dé-

tourner le malheureux Michel de toute révélation, en lui faisant accroire qu'on ne faisait tant de bruit de cette affaire, que *pour avoir un prétexte légitime de faire la guerre à la Russie.* Michel fut assez stupide pour croire à ces absurdités et à la promesse qu'il reçut d'un personnage d'un rang élevé, qu'il ne serait pas condamné, ou qu'il aurait sa grace et un dédommagement. Il fut condamné, et comme on avait encore ses révélations à craindre, tant qu'*il pourrait parler*, Viollier fut chargé d'assister à ce qu'on appelle, en style d'*argot*, à la toilette du condamné, afin qu'on pût avertir à temps ceux que des révélations, qu'on ne pourrait empêcher, viendraient à compromettre. On ne saurait se faire une idée de l'impression affreuse que la lecture du jugement produisit sur le malheureux Michel. Il s'écria, en sanglottant, qu'il était trahi, qu'on avait abusé de sa simplicité; il proféra les plus vives imprécations, et se débattant entre les mains des bourreaux, qui le *prépa-*

raient, il réclamait, avec des cris déchirans, la présence du procureur-général, à qui il avait des révélations importantes à faire. On employa le moyen efficace, dont le *bœuf-tigre* (1) s'était servi avec succès, envers l'infortuné Lally Tolendal. Michel fut fortement baillonné, enlevé sur la charrette, et bientôt la hache fatale, en étouffant sa voix, mit fin aux craintes de ses complices. Viollier s'enfuit épouvanté, et en me décrivant cette scène effrayante, au commencement de 1814, il ne pouvait pas encore se défendre d'un sentiment d'horreur.

M. Viollier me remit aussi, à cette époque, un paquet de papiers originaux, contenant des pièces assez curieuses. Un individu, que je ne nommerai pas, non qu'il mérite aucun ménagement, mais parce que le nom d'un misérable, qui a joué un rôle pareil, ne mérite pas de sortir de la fange où il est enseveli; un individu, né en France, conçut, après nos revers de 1812, le projet d'enlever ou d'assassi-

(1) C'est le nom que lui donne Voltaire.

ner l'empereur Napoléon. Il trouva le moyen de passer en Angleterre, où il fit part de son dessein au gouvernement, dont il réclama l'appui. Il résulte d'une lettre écrite et signée de sa main, au prince de Condé, que le gouvernement anglais repoussa un projet qu'il déclara incompatible avec la dignité nationale, et se décida à en expulser l'auteur. On lui annonça donc qu'on lui ferait la grace de ne pas le livrer; mais que pour lui ôter les moyens d'exécuter son dessein, on le transporterait hors des domaines anglais et loin de la France. Effectivement, on le débarqua à Cronstadt, d'où il vint à Pétersbourg. Là, quelques individus et même un fonctionnaire, grec de naissance et d'un rang élevé, qu'il nomme dans une lettre, qui devait être remise à l'empereur Alexandre, lui fournirent les moyens de joindre les armées coalisées et des lettres de recommandation. Je n'ai pas besoin de dire que cet individu ne réussit pas dans son entreprise; il n'osa pas même la tenter.

Il avait laissé, en partant de Pétersbourg, au mois d'août 1813, dans les mains de M. Viollier, le paquet que ce dernier me remit au commencement de 1814, soit qu'il jugeât qu'on avait été dupé par un intrigant, soit qu'il ne se fît pas scrupule de dévoiler et de livrer au mépris un misérable. Il y a des lettres assez détaillées, adressées à l'empereur Alexandre, au pape, aux cardinaux, au secrétaire intime de Ferdinand VII, et dans lesquelles il recommande les personnes qui l'ont aidé et ont pris part à ses desseins, et il réclame, pour lui ou pour eux, qu'il institue ses héritiers, la récompense d'*un million de piastres fortes*, promise par la régence de Cadix à l'assassin de Napoléon. Une longue pièce, sous la forme d'un testament, nomme tous ses associés, et les confidens de ses projets, à qui il distribue largement sa succession, consistant dans la récompense qu'il attendait de l'Espagne. Par une singularité assez remarquable, parmi les noms qu'il rapporte, il s'en

trouve un qui a également voulu briller dans des rangs opposés. Après s'être présenté aux électeurs libéraux, comme un défenseur des intérêts nationaux, il est aujourd'hui, dans ses écrits, professeur de coups d'état et de gouvernement par ordonnance. Je vis, pour la première fois à Paris, en 1815, l'aspirant napoléonicide, qui ne se doutait guères que je le connusse aussi bien; il me dit être l'auteur d'une caricature, qui représentait le roi et les princes, portant sur des brancards une caisse, sur laquelle était écrit : *Diamans de la couronne.* Il m'entretint avec beaucoup de feu de son zèle et de son dévouement pour l'empereur Napoléon. Il ne voulait permettre à personne d'en douter; mais j'avais, dans le paquet de Pétersbourg, un talisman infaillible. Il sera encore question du même individu dans ces Mémoires.

La position de M. Viollier ne lui permettait pas de me parler et moins encore de me donner son opinion sur le meurtre de l'empereur

Paul. Mais j'en appris, à d'autres sources, non moins sûres, assez, pour qu'il ne me pût rester aucun doute sur les causes et les circonstances de ce crime. Diverses relations, plus ou moins erronées, ont été publiées à diverses époques, et d'autres, qui ne seront pas plus fidèles, le seront probablement encore. Il ne faut pas s'en étonner. D'abord, rien d'écrit ne pouvant sortir de la Russie sans le consentement de la police, aucun des spectateurs désintéressés, résidant dans le pays, n'a pu, ni même osé penser à confier ce qu'il savait, au papier. Les grands de l'empire, ou impliqués dans la conspiration, ou intéressés à ne pas déplaire au nouveau gouvernement, ont plutôt pu égarer l'opinion que la diriger. Les ambassadeurs étrangers, excepté celui d'Angleterre, moteur de la conjuration, et celui de France qui sut tout voir et n'eut l'art de rien empêcher, n'ont connu que ce qu'on a voulu leur faire savoir. La première direction a été donnée à l'opinion publique par Kotzebue, dans la relation de

son séjour en Russie. Cette ame de boue (1) se prêta à tout ce qu'on voulut et écrivit ce qu'on lui dicta. Long-temps la vérité fut tout-à-fait inconnue, et aujourd'hui elle ne l'est qu'à moitié. Le gouvernement français aurait pu déchirer le voile qui couvrait les principaux acteurs de cette scène atroce. Mais les relations qu'il convenait de chercher à rétablir avec la Russie, pour reprendre les projets renversés

(1) Il faut avoir été en Allemagne et surtout dans l'Allemagne septentrionale; il faut même y avoir eu les relations que l'usage de la langue a rendues plus intimes et plus nombreuses pour moi, pour se faire une idée de la bassesse et de la venalité du caractère de Kotzebue. Il ne se contentait pas de la vente de ses ouvrages, et surtout des ouvrages dramatiques; il les vendait à plusieurs libraires ou directeurs de théâtre à la fois; traitant avec chacun, comme s'il eût été le seul possesseur du manuscrit. La division de l'Allemagne, en une foule de petits états, facilitait cette friponnerie, qui lui a été reprochée dans des ouvrages imprimés dans le pays même où il résidait. Ingrat et calomniateur de sa nature, il a déchiré toutes les nations qui, sur sa réputation littéraire, l'ont accueilli. Son ouvrage sur l'Italie est rempli des plus odieuses calomnies contre des familles distinguées qui l'ont reçu, lui ont rendu des services, et où il allait tous les jours. Il nous honorait, particulièrement nous autres Français, de sa haine, car la haine d'un homme vil est un titre d'honneur. Cependant il a pillé ou travesti presque tous nos poètes dramatiques. Mauvais mari, il a fait périr par d'infames traitemens cette *épouse chérie*, dont il se piquait d'être l'amant passionné; et,

par la mort de Paul, ne le permirent pas. Les grands intérêts de la politique des nations qui ne peuvent pas être sacrifiés, ne permettent pas toujours de dire la vérité; on crut devoir la taire, parce que son expression aurait été dangereuse. C'était un malheur, mais non pas un crime; le crime aurait été de sacrifier la vie de plusieurs milliers de Français, dans une guerre devenue implacable par une accusation effrayante. Parmi les écrivains qui

plus d'une fois, la police de Pétersbourg a été obligée d'accourir au secours de cette infortunée, qu'il rouait de coups. A la fin de ses jours, il devint l'espion en titre de la Russie, et ses rapports servirent à plus d'une note adressée au congrès de Francfort. Ennemi de toute idée libérale, sa haine contre la jeunesse qui fréquentait les universités, et contre les professeurs les plus éclairés, lui faisait distiller le venin de la calomnie sur les uns et les autres, et il fut le moteur de presque toutes les mesures acerbes prises contre les étudians. Ce fut la cause de sa mort. Il faut déplorer qu'un jeune homme, rempli des plus belles espérances, guidé par un fanatisme d'honneur et de liberté, se soit laissé entraîner à un crime qui n'avait pas même son excuse dans le danger qui pouvait accompagner l'existence de Kotzebue : il était tombé dans le plus profond mépris. Cependant l'enthousiasme s'empara de cette action coupable ; la haine qu'on portait au misérable Kotzebue l'emporta sur l'idée du crime dont il avait été la victime. Les femmes mêmes, et certes les Allemandes ne sont pas féroces, regrettèrent la mort de Sand; des mouchoirs se trempèrent dans son sang, son corps fut enlevé du lieu où il était déposé et même gardé.

ont décrit ce funeste évènement d'après des relations, M. Rabbe est celui qui a le plus approché de la vérité. Les Mémoires du duc de Rovigo et ceux écrits à Ste.-Hélène, sous la dictée de Napoléon, la contiendraient tout entière, sans les lacunes produites par les retranchemens volontaires du premier et qu'il a indiquées, et celles assez mal recousues, faciles à indiquer dans l'édition de Paris, du second ouvrage. Je n'écris point une histoire de Russie, et moins encore une histoire du règne de Paul; je m'abstiendrai donc du récit de toutes les circonstances spéciales et oiseuses, et me contenterai d'indiquer les faits principaux qui peuvent servir à remplir ces lacunes.

Il ne faut pas croire que la cause directe de la mort de l'empereur Paul ait été son despotisme, ou, si l'on veut, sa cruauté. Il a pu convenir à ceux qui l'ont assassiné de chercher cette justification; il a pu convenir à l'Angleterre de l'accréditer. Ce cabinet, qui n'a jamais été avare du sang des souverains qui pa-

raissaient pouvoir lui nuire, doit chercher à voiler ses crimes, afin de ne pas perdre la facilité de continuer. Mais l'histoire ne peut accueillir un vain prétexte, qui n'a aucune valeur dans un pays ployé au despotisme. Les règnes d'Anne, d'Élisabeth, de Catherine n'ont pas été moins abondans en proscriptions et en cruautés que celui de Paul, et se sont écoulés sans révolutions. Dès le moment où l'empereur Paul se sépara de la coalition, et parut, non seulement vouloir s'allier à la France, mais encore partager les projets du premier consul sur l'Orient, le cabinet de Londres se décida à amener à tout prix un changement politique dans la Russie. Il résolut donc de faire descendre Paul du trône. Il était impossible que cette révolution s'opérât sans que Paul pérît; mais l'Angleterre ne s'arrêta pas pour si peu de chose. Les espions que le cabinet de Londres avait à Pétersbourg, et qui avaient pénétré les desseins politiques de l'empereur, trouvèrent bientôt les agens du crime qu'on voulait préparer.

Tous ceux qui, du vivant de Catherine II, s'étaient montrés les ennemis de l'empereur Paul et que ce dernier maltraitait, par une vengeance plus juste selon les lois du talion, que selon celles qui doivent guider un souverain, étaient disposés à conspirer contre lui. Mais il fallait chercher un homme capable par son crédit et par ses talens de diriger la conspiration; l'or de l'Angleterre en fit l'acquisition. Ce fut le comte de Pa....., gouverneur de Pétersbourg; cette place, qui lui donnait l'autorité d'un vice-roi, offrait un moyen facile d'ourdir et de cacher ses trames. Les principaux conjurés, après lui, étaient les Zei....., les Or....., Ben....., le frère de l'amiral Tch..... et le chambellan Kut..... Ce dernier, grec de l'Asie mineure, dès son enfance esclave des Turcs, avait reçu le nom de la ville où il était né. Pris par les Russes, il avait eu le bonheur de passer au service personnel de Paul, dont il fut d'abord le valet de chambre barbier. Il sut s'insinuer dans l'esprit de son maître, qui

le fit successivement chambellan et comte, et lui accorda toute sa confiance.

Les même motifs qui portaient le cabinet de Londres à se défaire de l'empereur Paul, exigeaient qu'on lui désignât un successeur dont l'Angleterre n'eût pas les mêmes dangers à craindre. Des quatre fils de l'empereur deux seulement, Alexandre et Constantin, étaient en âge de lui succéder; le premier, qui était en même temps l'aîné, lui convenait : il fut désigné. Le but de la conspiration qui s'ourdissait, étant ainsi de faire monter le grand-duc Alexandre sur le trône, il importait aux conjurés de s'assurer que le nouveau souverain ne vengerait pas sur eux la mort de son père. Leur nombre leur offrit bientôt une espèce de garantie; car presque toute la noblesse de Pétersbourg, vendue à l'Angleterre, se mit dans leurs rangs. Mais Pa....., plus adroit et plus prudent que ses complices, pensa que le meilleur moyen était celui de lier le grand-duc Alexandre à leurs intérêts, en le faisant trem-

per dans la conspiration, au moins assez pour lui ôter le droit de la punir. La confiance que lui accordait l'empereur Paul lui fournit le moyen de se placer entre le père et le fils, et de semer entre eux la défiance et la haine.

Si l'empereur Paul ne haïssait alors pas encore son fils aîné, au moins l'affection paternelle avait-elle fait place à cette indifférence qui naît du mécontentement, et qui dégénère si vite en aversion. Lorsque Catherine II vivait, Alexandre, occupé à conserver sa tendresse et empressé auprès d'elle, n'avait pas cessé d'ètre respectueux envers son père; mais il n'avait que du respect, et la comparaison entre une conduite froidement mesurée, et la tendresse vive et sincère de Constantin, devait produire une sensation douloureuse dans le cœur d'un père malheureux.

Trop habile pour ne pas prévoir que quelque circonstance imprévue pourrait trahir, au moins en partie, le secret de la conjuration, Pa.... voulut se placer de manière à ce que

cette découverte ne pût lui nuire, et que son salut ne dépendît pas de la fidélité ou de la discrétion des conjurés. Il ne craignit donc pas de faire entendre à l'empereur Paul qu'il existait une conspiration contre lui, et qu'il croyait que le grand-duc Alexandre n'y était pas étranger (1). Mais il lui dit également qu'il tenait déjà quelques fils de la conspiration, qu'il les suivait avec attention, et qu'il n'attendait plus que la connaissance entière des projets des conjurés et la liste de leurs noms, pour éteindre la conspiration d'un seul coup. D'un autre côté, Pa... voyait Alexandre et l'entretenait des soupçons que l'empereur avait conçus contre lui; il lui faisait craindre les mesures de rigueur qui pourraient en être la conséquence, quoiqu'il l'assurât qu'il emploierait tout son crédit à en détourner l'empereur.

(1) C'est bien à tort que, dans un ouvrage qui devrait être véridique (les *Mémoires du duc de Rovigo*), on dit que les *deux grands-ducs* trempaient dans la conspiration. En Russie, chacun sait bien le contraire. La preuve en est que Constantin n'est pas monté sur le trône.

Ces doubles confidences marchèrent assez rapidement, en grossissant chaque jour, et en augmentant, d'un côté la méfiance, de l'autre la crainte, et de tous deux la haine. L'empereur Paul songea alors à faire passer la succession au trône sur la tête de son second fils Constantin, qu'un ukase proclama *czarevitch*. C'est en Russie le titre correspondant à celui de *César* dans l'empire romain, et de *roi des Romains* dans l'empire germanique, qui l'un et l'autre désignaient le successeur immédiat. Cette circonstance inconnue en Europe, où l'on ignore la valeur du titre de czarevitch, explique la nécessité où l'on s'est vu d'arracher à Constantin, d'abord, du vivant de son aîné, puis à la mort d'Alexandre, une renonciation *par écrit* à ses droits. C'est ce que l'on fera toujours, tant que le parti des assassins de Paul dominera en Russie.

Pa.... eut soin d'augmenter encore l'impression que devait produire l'ukase impérial sur l'esprit du grand-duc Alexandre, en lui annon-

çant que l'empereur, pour en assurer l'exécution, songeait à le faire arrêter, et à le faire enfermer dans une citadelle. Il n'y avait plus qu'un moyen d'empêcher ce double malheur; c'était celui de détourner l'empereur. Pa.... le fit sentir à Alexandre, et celui-ci s'était trop avancé pour pouvoir s'arrêter sur le penchant de l'abîme, qui déjà l'entraînait. Bientôt une circonstance imprévue vint hâter le dénouement de cette horrible tragédie, en plaçant les conjurés dans la nécessité de périr ou d'accomplir leur dessein. Le 22 mars 1801, à l'instant où l'empereur Paul sortait du palais de Michaïloff, pour se rendre au château de plaisance de *Czarskoe Selo* (village impérial), qu'il faisait orner pour son épouse, et où il voulait passer l'été, un courrier extraordinaire venant de Paris lui apporta une dépêche. Paul ne voulut pas descendre de voiture, et devant rentrer le même soir à Pétersbourg, la remit, *sans l'ouvrir*, à son chambellan Kut...., en lui ordonnant de la lui présenter à son retour.

Déjà d'autres lettres autographes du premier consul Bonaparte avaient averti l'empereur Paul de la conspiration qui se tramait; Kut.... le savait, par quelques mots échappés à son maître. Il était plus que probable que cette dernière dépêche, qui venait de la même source, donnait des détails plus étendus. Kut.... courut chez Pa...., qui ne balança pas à rompre le cachet, pour prendre connaissance du contenu de la lettre. En effet, elle renfermait presque tous les détails de la conjuration, et le premier consul indiquait Pa.... comme en étant le chef, et le grand-duc Alexandre comme complice (1).

Pa.... se rendit en hâte chez le grand-duc,

(1) Il est question de cette dépêche dans les *Mémoires de Napoleon* (Gourgaud, t. II, p. 152 et 153), et il est facile, d'après ce que j'ai dit plus haut, de remplir la lacune qui a été laissée à la page 152. Celle de deux lignes, page 153, a été précédée d'une intercallation de cinq à six lignes relatives à l'impératrice; on pourra aussi rétablir le texte en cet endroit. Il est incontestable que Napoléon n'a pas su que sa lettre à Paul avait passé dans les mains de son successeur. Il n'aurait pas songé en 1815 à la mettre dans les mains d'Alexandre. Il ne faut pas, je crois, chercher une autre cause à la haine qu'Alexandre a constamment portée à l'empereur Napoléon.

lui fit lire la lettre, et lui fit observer qu'il n'y avait plus à balancer, puisque leur perte était certaine, dès que l'empereur aurait connaissance de la lettre, qu'il ne pouvait manquer de demander à son retour. Alexandre balançait encore, lorsque Pa.... lui dit : « Il faut que « cela soit, et si ce n'est pas avec vous et pour « vous, ce sera sans vous et contre vous. » On prétend que le grand-duc, avant de se décider, exigea qu'on respecterait les jours de son père. C'était diminuer le crime de moitié; mais encore fallait-il que le grand-duc Alexandre fût bien simple et bien privé d'expérience, pour qu'il crût à la possibilité de détrôner un souverain, et de le retenir prisonnier, chez lui, sans le faire périr. Cela n'était jamais arrivé en Russie. Enfin il donna son consentement; Kut.... reçut la défense de paraître ce jour-là devant l'empereur, et les conjurés se préparèrent.

Paul revint tard de Czarskoe Selo, et n'ayant pas vu Kut...., remit au lendemain à prendre

connaissance de la lettre qu'il lui avait confiée. Il soupa et se coucha comme à l'ordinaire. Vers une heure du matin, les conjurés se rendirent au palais de Michaïloff; le plus grand nombre d'entre eux restèrent dans la cour d'honneur, et les chefs seulement entrèrent dans le palais et pénétrèrent jusqu'à l'appartement de l'empereur, qui était au rez-de-chaussée, au-dessous de celui de l'impératrice. Le Cosaque qui était à la porte de la chambre à coucher voulut empêcher les conjurés d'entrer; il fut massacré et la porte s'ouvrit. Au bruit que ce meurtre causa, l'empereur se jeta à bas du lit et voulut gagner l'escalier dérobé, qui, de sa chambre, conduisait à celle de l'impératrice; mais la porte du passage était verrouillée en dedans. Alors l'infortuné Paul se jeta précipitamment derrière un paravent, sans avoir le temps de sauter sur son épée. Les conjurés qui savaient bien qu'il ne pouvait pas leur échapper, le trouvèrent bientôt, quoiqu'en se levant il eût éteint la lumière qui brûlait dans sa chambre.

Paul chercha à se défendre, et mordit même Zu.... au bras; mais, accablé par le nombre, il fut terrassé, et Ben...., moitié Anglais, moitié Russe, le plus féroce d'entre eux, l'étrangla avec sa propre écharpe.

Après avoir accompli leur crime, les conjurés traînèrent le cadavre de leur souverain sous une table qui servait au déjeûner, s'assirent autour et se mirent à boire du rhum, dont ils trouvèrent une bouteille sur la cheminée, en attendant la venue du chirurgien en chef de l'empereur, l'Anglais Wi..., qu'ils envoyèrent chercher. Wi... étant arrivé reçut l'ordre de déguiser surtout la tête et le visage du cadavre, et de le disposer de manière à ce qu'on pût faire croire qu'il était mort d'apoplexie; ce qui fut fait en hâte (1). Les conjurés se ren-

(1) Une destinée, favorable aux intérêts de sa patrie, semble avoir fixé l'Anglais Wi... en Russie. Il est en effet étonnant qu'il ait été presque seul avec l'empereur Alexandre, lorsque celui-ci, à la veille de faire la guerre à la Turquie, mourut dans un coin obscur de son empire, et entraîna son épouse dans la tombe, sans qu'on ait pu nommer la maladie qui les enleva aussi rapidement.

dirent alors chez le grand-duc Alexandre, excepté Ben...., qui monta chez l'impératrice pour l'avertir de la mort de son époux. On a voulu faire croire en Europe que le plan des conjurés avait été de forcer Paul à signer un acte d'abdication, qui avait été préparé à cet effet, et que sur son refus, et ses menaces on avait été forcé de le mettre à mort. Le fait est absolument faux, et l'absurdité de cette version est trop manifeste pour qu'il soit même nécessaire de la réfuter. Tant que Paul aurait vécu les conjurés avaient tout à craindre des sujets fidèles de l'empereur, et de son fils Constantin. Ce dernier avait, en vengeant un père qui l'aimait, à défendre son droit de succession, que l'abdication lui faisait perdre. Aussi Constantin, qui habitait un palais séparé, connu sous le nom de Palais de Marbre, ne fut-il averti de cette horrible catastrophe que le lendemain, lorsque déjà son frère était reconnu et en possession du trône.

L'impératrice Marie Fedorowna était de-

bout et habillée lorsque Ben.... se présenta devant elle. La nouvelle que ce dernier lui annonça fit naître en elle l'espérance de monter sur le trône, et elle énonça le désir qu'on convoquât le sénat pour la faire reconnaître (1). Mais Ben.... avait des instructions pour ce cas, qu'on paraît avoir prévu, et la commission de retenir l'impératrice au palais, sous des prétextes plausibles. Il lui dit en effet que les ordres avaient été donnés pour la réunion du sénat, et qu'il était chargé de l'y conduire dès qu'on recevrait l'avis que ce corps était assemblé. Pendant ce temps Alexandre s'était rendu aux casernes de la garde, où il trouva les régimens de Préobrajenski et Semenovski réunis

(1) Quoiqu'une personne m'ait dit que, lorsque Ben... se présenta à l'impératrice, elle lui demanda : *Est-ce fait?* l'opinion générale n'est pas qu'elle soit entrée dans la conspiration. Seulement la circonstance que la porte, qui conduisait de l'appartement de l'empereur au sien, était fermée de son côté ce soir-là, a toujours paru difficile à expliquer. Au reste, l'exemple de Catherine Ire qui succéda à Pierre Ier, de Catherine II qui succéda à Pierre III, et des deux princesses Anne et Élisabeth, que la nation avait placées sur le trône, pouvait lui donner l'espérance d'être préférée à son fils, quoiqu'il fût déjà âgé de près de vingt-quatre ans.

par les ordres de leurs chefs. Il se fit reconnaître et proclamer empereur, et l'envoya notifier à sa mère, qui ne put cacher son mécontentement, et témoigna toujours l'aversion la plus marquée pour tous les conjurés.

Aucun de ces derniers ne fut éloigné de la cour, excepté Kut...., qui fut, en apparence, envoyé en exil dans ses terres, près de Riga, où il jouit, jusqu'à sa mort, de son traitement et d'une *pension extraordinaire* de 100,000 roubles. Tous les autres conservèrent leurs places et leur crédit. Le palais de Michailoff est tombé seul dans une disgrace complète. Une secrète horreur a toujours empêché Alexandre et sa mère de l'habiter; il ne fut plus entretenu, et lorsque je quittai Pétersbourg, en 1814, il commençait à se dégrader, et l'on parlait de le démolir.

CHAPITRE IV.

Sur l'incendie de Moscou. — Vandamme et Rostopchin. — Pétersbourg et sa police. — J'apprends la catastrophe de Paris. — Conversation entendue par hasard. — Départ de Pétersbourg. — Conversation avec le grand-duc Constantin. — Berlin. — Arrivée à Paris.

Pendant mon séjour à Pétersbourg, je recueillis tous les détails relatifs à notre campagne de Russie, que j'ai consignés dans l'histoire que j'ai écrite et qui fut publiée en 1815,

sous la date de Londres, et en 1817 sous celle de Paris, mais sans nom d'auteur. On a écrit, presque en même temps, et on a encore publié plus tard d'autres relations françaises de cette campagne; chaque coterie ou chaque faction voulut avoir la sienne. Toutes sont véridiques, dit-on, et cependant elles sont toutes différentes l'une de l'autre : je ne parlerai pas de celle qui fut inventée par l'historiographe des chouans. Elle est ce qu'elle devait être : un recueil de mensonges et de calomnies. Je me contenterai de rapporter une anecdote relative à la relation qui fut le premier témoignage d'abjuration de l'enthousiasme bonapartiste; celle de Labaume. Voulant publier une nouvelle édition de son poème en prose, il écrivit à mon camarade et mon ancien ami Bataille, aide-de-camp du prince Eugène, pour lui demander des matériaux: en l'assurant *qu'il tâcherait de s'approcher encore plus de la vérité.* Bataille me fit lire cette phrase singulière.

J'avais recueilli de bonne foi mes matériaux à Pétersbourg, où ils me furent fournis par des généraux et des fonctionnaires d'un rang élevé, et qui ne craignaient pas de faire connaître la vérité : je publiai mon ouvrage avec la même bonne foi. Je n'ai jamais appartenu à aucune coterie, ni ne me suis vendu à personne; aussi les bravos obligés des transfuges et des ennemis de la patrie n'ont pas été mon partage. J'ai le malheur de m'en consoler et de me contenter du suffrage des hommes éclairés, auquel je puis ajouter celui de Napoléon lui-même (1); de celui des amis de la patrie, et ce qui n'est peut-être pas très-ordinaire, de celui des ennemis à qui nous avons fait la guerre.

C'est donc à une source irrécusable que j'ai puisé ce que j'ai écrit sur l'incendie de Moskou.

(1) Napoléon, ayant achevé les mémoires dont une partie incomplète et tronquée a été publiée, quelqu'un lui demanda s'il ne voulait rien écrire sur la campagne de Russie. Mon ouvrage était ouvert sur sa table. « Que voulez-vous qu'on écrive après cela ? » dit-il en le montrant. Cette anecdote, qu'a bien voulu me rapporter le général Gourgaud, prouve au moins qu'il n'y a trouvé aucune inexactitude.

Seulement je crois devoir donner ici quelques détails qui n'ont pas pu trouver place dans une histoire militaire. L'idée d'incendier Moscou fut réellement suggérée par l'ambassadeur d'Angleterre, lord Cathcart, chevalier du Chardon, et l'exécution de cette mesure, si elle devenait nécessaire, fut confiée à Rostopchin. On ne se fiait pas assez aux artificiers étrangers établis en Russie, ni aux Russes mêmes, pour leur confier un travail préparatoire, qui exigeait du secret, puisqu'on voulait rejeter l'incendie sur les Français. C'est pourquoi on employa l'Anglais Schmidt. Il paraît qu'on avait également des raisons pour changer le lieutenant-général de police de Moscou, car on voulut nommer à cette place le comte Wassilieff, qui était en second à Pétersbourg. Mais celui-ci, qui avait ses propriétés dans cette ville, ayant témoigné quelque répugnance, le général Ivaszkin fut nommé à sa place et partit avec l'artificier anglais Schmidt.

Pour couvrir le véritable usage qu'on vou-

lait faire des fusées et des autres matériaux incendiaires qui se préparaient en immense quantité, on inventa la fable d'un ballon, dont on construisit la carcasse. On fit croire aux badauds du pays que le ballon devait être rempli des matières incendiaires qu'on fabriquait; qu'ensuite il s'élèverait dans les airs, et planerait sur l'armée française, qui serait détruite par les artifices qu'on jetterait sur elle. Lorsqu'il fut décidé, après la bataille de Borodino, qu'on abandonnerait Moscou, les agens de police, au nombre desquels se trouvait au moins un domestique dans chaque maison, commencèrent à employer les matériaux incendiaires. C'étaient des tourteaux et des fascines goudronnés et soufrés, qu'ils plaçaient dans les endroits des maisons les plus susceptibles d'incendie, et surtout dans les bûchers. Un artificier français, établi à Moscou, où il avait amassé quelque fortune, et que je vis à Pétersbourg, où son frère était commissaire de police, trouva de ces fascines dans la

maison qu'il habitait, et qui lui appartenait. Ces préparatifs sinistres effrayaient les étrangers, plus éclairés que les Russes; mais ils voyaient bien que tout se faisait par ordre du gouvernement, et n'osaient rien témoigner. Rostopchin s'en aperçut, et, pour les endormir, leur fit insinuer sous main que si la ville de Moscou devait être sacrifiée, et qu'ils suivissent la population russe, ils seraient compris dans les indemnités qui seraient accordées. Quand le moment d'incendier la ville fut venu, les agens de la police se répandirent dans les rues et mirent le feu aux maisons où se trouvaient les matériaux incendiaires, soit par des mèches soufrées, soit par des fusées qu'ils y jetaient. Après la campagne, les étrangers qui s'étaient réfugiés dans les différentes villes de l'empire, réclamèrent leur part de l'indemnité accordée aux propriétaires de Moscou. Alors on leur signifia assez durement de se taire, crainte de pire.

Après la bataille de Kulm, Vandamme fut

conduit à Moscou et confié à la garde du gouverneur Rostopchin. Ce n'était pas par amitié ni par égard pour le général français qu'on l'envoyait près d'un homme dont le caractère dur et cruel était connu dans tout l'empire. Mais il était à la mode alors que les coalisés s'établissent les juges moraux de toute l'Europe et distribuassent, au caprice et au hasard, les bons ou les mauvais traitemens. Ils accordèrent donc toute leur haine au général Vandamme, sans que j'aie pu apprendre quel était le grief qu'ils lui reprochaient. Quoi qu'il en soit, Vandamme fut assez bien reçu par le gouverneur de Moscou, qui tout en le tenant renfermé, ainsi qu'il lui était enjoint, accordait à ceux qui voulaient le visiter la permission de le voir. Tout à coup, soit que le général Vandamme se plaignît lui-même de visites importunes, soit qu'il passât un autre caprice par la tête de Rostopchin, on vit paraître dans la gazette unique du lieu un avis portant en substance : que le gouverneur de Moscou, s'é-

tant aperçu que ce n'était que par pure curiosité qu'on lui demandait la permission d'aller voir le général français, jugeait à propos de mettre un terme à ces visites, en en donnant la *description*. Suivait le signalement du général Vandamme, et d'après cela, ajoutait Rostopchin, chacun doit le connaître, et je ne donnerai plus de permission.

Si j'écrivais un recueil d'anecdotes, j'aurais cent traits, plus piquans les uns que les autres, de dureté, d'esprit, de despotisme, de sensibilité et de justice à conter de ce même Rostopchin. Je me contenterai de citer le dernier que je connaisse, et qui mérite d'être conservé pour la finesse d'esprit qui le caractérise. Ce fut une réponse à l'éternelle madame de Staël, qui n'avait à la bouche que ses noms historiques et son temps passé.« Mais, madame, « lui répondit Rostopchin, il me paraît que « nous n'avons, l'un et l'autre, pas tant de « motifs de regretter ce temps passé. S'il du- « rait encore, je ne serais qu'un boyard sau-

« vage et ignorant, et je présume que vous « seriez vous-même au comptoir de M. votre « père. » L'apostrophe était un peu vive, mais elle convenait assez bien à un être qu'on pourrait appeler amphibie et qui réunissait les vices et les minauderies d'une femme galante, avec les travers d'esprit et de cœur d'un homme ambitieux, intrigant et dénué de jugement. Mais elle était à la mode dans les salons, pays où il ne faut ni raison ni jugement.

Mon temps se passait à Pétersbourg aussi agréablement qu'il était possible, étant éloigné de ma patrie, prisonnier de guerre, et au milieu des inquiétudes que me causaient les malheurs que je savais menacer la France. Tout ce que je voyais, tout ce que j'apprenais, me donnait la mesure du succès des manœuvres de nos ennemis, pour amener la contre-révolution, ou au moins pour paralyser les forces de l'empire. Tout dans l'intérieur de la France conspirait contre l'énergie de sa défense. Napoléon lui-même, égaré par le désir de fondre les

deux partis extrêmes en un seul, avait donné des armes à ses ennemis, qui étaient bien plus encore les nôtres. En consolidant l'état et relevant le crédit du clergé, il avait ouvert la porte aux jésuites; cette secte dangereuse aux peuples, dont elle est le fléau, et aux souverains même; à qui toutes les formes sont bonnes pour s'introduire, et tous les crimes un devoir pour établir sa domination. Il avait élevé aux premiers emplois civils des hommes pour lesquels il aurait dû se souvenir du proverbe italien : *la volpe cambia il pelo, ma non il vizio* (le renard change de poil, mais non pas de vice), proverbe au moins aussi historique que les noms favoris de madame de Staël.

Chaque jour j'apprenais de nouveaux détails sur la mission de M. de Laharpe à Paris, qui avait réussi au-delà de ce qu'il avait espéré lui-même. Il y avait en France de quoi composer un gouvernement contre-révolutionnaire, ou plutôt il était déjà composé, en laissant dans

leurs places tous ceux qui s'étaient vendus. Cependant il ne s'agissait point encore de la maison de Bourbon ; j'indiquerai dans la suite de ces mémoires l'époque à laquelle les coalisés se décidèrent à se servir de l'ancienne dynastie pour renverser l'empire. En 1813, et au commencement de 1814, la coalition n'avait encore aucun plan arrêté, quoiqu'elle eût un but. Elle voulait détrôner Napoléon, mais elle n'avait pas encore décidé qui elle mettrait à sa place ; la facilité avec laquelle on avait organisé des défections faisait naître une secrète espérance de renouveler les scènes de spoliation du cinquième siècle. Ce ne fut que lorsqu'on vit que les transfuges n'avaient pu vendre que leur personne, qu'on sentit la nécessité de s'appuyer sur une base qui leur donnât un plus grand nombre d'auxiliaires. Les défections qui étaient promises en 1812 et en 1813, offrirent donc le déplorable exemple de gens qui se vendaient, non pas à une autre dynastie nationale, mais à tous et à chacun de

ceux qui leur conserveraient leurs emplois et surtout leurs traitemens.

Navré par ces symptômes affligeans de la plus profonde immoralité, rempli des plus tristes pressentimens, j'évitai, autant que je le pus, de me répandre dans le monde, afin d'échapper aux questions et aux observations, plus douloureuses les unes que les autres, qu'amenaient les circonstances du moment. Je me livrai entièrement à des travaux littéraires, dont j'ai rapporté d'assez nombreux matériaux; et surtout à réunir ceux qui pouvaient servir au récit de la campagne de 1812, que je voulais écrire. Non seulement je trouvai à Pétersbourg tous les secours que je pouvais désirer, et qu'on me fournissait avec beaucoup d'urbanité; mais la généreuse attention du grand-duc Constantin m'avait ouvert sa riche bibliothèque et celle non moins bien garnie du 1er corps de cadets. Ayant besoin de matériaux de comparaison, et n'ayant à Pétersbourg que les relations russes, je lui demandai, et il eut

l'obligeance de m'envoyer tous les journaux et les bulletins français qu'il put se procurer.

Au reste, la correspondance que je pus entretenir avec le grand-duc Constantin, excepté la demande que je lui avais faite pour faciliter mes travaux littéraires, fut toute scientifique et militaire; je dois rendre justice à la délicatesse avec laquelle le prince évita dans ses lettres jusqu'à la moindre allusion aux évènemens qui se passaient. Qu'il me soit permis de citer ici une de ses lettres, qui pourra peut-être donner une idée plus juste du caractère de ce prince.

« Mon général,

« J'ai eu le plaisir de recevoir votre lettre « et vous en remercie bien sincèrement. Je « suis on ne peut plus satisfait de vous sa- « voir content de votre séjour de Péters- « bourg; je me flatte que vous continuerez « à l'être de plus en plus. J'ai donné un ordre

« pour que ma bibliothèque, ainsi que celle
« du 1er corps de cadets, vous soient ouvertes;
« vous trouverez dans la mienne une collec-
« tion assez complète d'ouvrages militaires et
« de cartes. Si quelque chose pouvait vous y
« intéresser, adressez-vous à M. le vice-gou-
« verneur, et vous serez servi à souhait. Tous
« ces livres et cartes sont sous la dénomination
« de livres et cartes de l'Arsenal, et ne se trou-
« vent pas dans la grande bibliothèque. Voyez
« celle du 2e corps de cadets, qui est assez
« complète; mais ce qu'il y a de plus remar-
« quable, c'est une collection de modèles mi-
« litaires bien intéressans. En général, l'établis-
« sement est digne de votre attention. C'est la
« pépinière de nos officiers. Nous nous glori-
« fions d'y avoir possédé, comme élèves, les
« maréchaux Roumianzoff, Souwaroff, etc. Si
« la curiosité vous porte à y faire quelques vi-
« sites, adressez-vous à notre cher Apochinin
« le vice-gouverneur, ou bien au comte de
« Wassilieff.

« Je vous avoue, général, que j'attends avec
« la plus vive impatience vos remarques et objec-
« tions; elles nous seront sûrement utiles, ve-
« nant d'un homme aussi éclairé que vous, gé-
« néral! de la franchise et de la confiance, ce
« sont mes conditions avec vous. Le général
« Kourouta vous envoie, par ce courrier, une
« collection de bulletins que vous semblez dé-
« sirer. J'ai retardé ma réponse jusqu'à aujour-
« d'hui, général, n'ayant pas pu vous la faire
« plus tôt. Je vous prie, mon général, d'être
« persuadé de la considération que je vous
« porte, en vous réitérant les expressions de
« mes civilités.

« *Signé* Constantin. »

Le 17 août 1813.

Les environs de Pétersbourg n'offrent rien de bien intéressant. Le sol est uni et marécageux, et pour y établir des maisons de campagne et des jardins, les propriétaires sont obligés de faire venir de la terre, à grands frais

et de fort loin, afin d'exhausser le sol et de faire disparaître les mares d'eau stagnante qui le couvrent. Ma position comme prisonnier de guerre m'obligeait à des précautions de prudence, qui ne me permirent pas de visiter ces environs avant la paix. Mais j'allai voir le château de plaisance du grand-duc Constantin, près du village de Strelna, à quatre lieues (17 verstes) de Pétersbourg. Il est situé au bord du golfe que forme l'embouchure de la Neva, et dans une position très-agréable. Là se trouve une partie de la bibliothèque du prince et son petit arsenal particulier. Il avait fait arranger en manière de caserne une maison dépendante du château, et y avait installé un détachement de grenadiers de la garde impériale, faits prisonniers dans la retraite. Ces braves gens recevaient la solde et les distributions ordinaires en temps de paix, vivaient sous la discipline de leurs sous-officiers, et faisaient le service de police de leur quartier.

L'hiver de 1813 à 1814 fut extrêmement

rude, et j'en sentis moi-même les effets, plus que dans la campagne de 1812. Un jour que j'étais à Strelna avec le comte Wassilieff, le vent du nord, qui s'éleva assez fort, nous engagea à en repartir plus tôt qu'à l'ordinaire. Le froid était à 17 degrés lorsque nous partîmes, et dans une heure de temps que nous mîmes au retour, il monta jusqu'à 27. Malgré les précautions que nous avions prises pour nous envelopper dans le traîneau, comme j'étais du côté du vent, j'eus les deux jambes gelées jusqu'au genou. Heureusement que je m'en aperçus en sortant du traîneau, et j'en fus quitte pour me débotter au milieu de la cour, me faire fortement frotter les jambes avec de la neige, jusqu'à ce que la circulation fût revenue, et souffrir d'assez violentes douleurs, pendant un quart d'heure surtout. On est accoutumé dans le pays à ces effets du froid, et il entre dans la politesse d'en avertir lorsqu'on les aperçoit. On est quelquefois abordé par une personne qu'on ne connaît pas et qui vous

avertit que vous avez le bout du nez ou de l'oreille gelé; on remercie et l'on se frotte avec un peu de neige.

Lorsque le froid atteint 17 degrés, la police fait fermer les théâtres, parce que les domestiques et même les chevaux des équipages courraient trop de danger, en restant dehors à attendre leurs maîtres. Pendant l'hiver de 1813 à 1814, ils furent fermés assez longtemps, le thermomètre étant descendu jusqu'à 30 degrés le jour et une nuit même à 35 (1). Alors la police ne permettait pas de s'arrêter dans les rues. Me trouvant une fois, vers minuit, arrêté à causer avec le comte Moussin Pouschkin, avant de nous séparer, pour aller chacun chez nous, un soldat de police vint poli-

(1) Après avoir essuyé un froid pareil, on ne sera pas surpris de l'étonnement que j'éprouvai, en lisant une lettre d'Archangel, que M. Bigel me fit voir. Elle était d'un négociant de cette ville, que M. Bigel connaissait, et qui était venu, l'année précédente, avec son épouse. Il annonçait qu'il viendrait encore passer quelque temps à Pétersbourg. « Mais, ajoutait-il, ma femme ne m'accompagnera pas cette « fois-ci; je ne veux pas qu'elle s'accoutume trop *aux pays chauds.* » Quel aimable climat doit être celui d'Archangel !

ment nous engager à nous remettre en mouvement, de crainte qu'il ne nous arrivât un accident. Ce que je n'ai pas pu concevoir, dans une saison aussi rude, c'est la dureté des paysans russes et de leurs petits chevaux. Lorsque l'hiver vient suspendre leurs travaux, un grand nombre de paysans, de la province, viennent à Pétersbourg avec leurs traîneaux, ornés de quelque pièce de tapisserie, qui les rend assez propres, et prennent un numéro à la police, pour pouvoir stationner comme traîneaux de louage. Ce numéro est sur une plaque de ferblanc, suspendue à une chaînette, et qu'ils doivent avoir sur le dos, afin que la personne qui est dans le traîneau le voie. Ils sont à si bon marché que pour vingt-cinq kopeks de cuivre, qui équivalent à vingt-cinq centimes, on traverse toute la ville. Ces paysans sont tellement soumis, ou plutôt esclaves, qu'un d'eux m'ayant versé un jour, et à coup sûr sans me faire de mal, puisque je tombai dans la neige, n'osait pas réclamer son paiement qu'il reçut

comme un bienfait. Eh bien! j'ai vu ces paysans dans leur simple robe de peau de mouton, avec des gants non fourrés de cuir rouge, rester tranquillement à leur station jusqu'à une heure du matin; leurs chevaux hérissés d'un poil épais, long comme celui d'un ours, et couvert de glaçons, ne souffraient pas plus qu'eux.

Ce que je viens de dire me conduit naturellement à parler de quelques institutions de police, relativement à la sûreté de la ville et aux incendies. Dans chacun des onze quartiers de Pétersbourg, se trouve une maison avec une grande cour, destinée à la police. Là est la demeure du commissaire, le quartier des soldats de police, dont une partie servent de pompiers, plusieurs pompes à incendie, tous les attirails nécessaires, tels que crocs, échelles, cordes, seaux, chariots pour le transport des hommes, etc. A un angle du bâtiment est une tour carrée assez élevée, au haut de laquelle sont continuellement deux gardiens, avec les signaux, qui sont des drapeaux pour le jour,

et des fanaux pour la nuit. Dès qu'un incendie éclate, les signaux font connaître le quartier où il est. Au même instant une ou deux pompes, selon la grandeur de l'incendie, avec tous les agrès et les hommes nécessaires, se détachent de chaque caserne, et accourent au galop au lieu de l'incendie. La première arrivée reçoit une prime de 150 roubles, et la seconde 100. Dans chaque rue, éloignée des canaux qui circulent dans la ville, plusieurs ouvertures, couvertes par une pierre garnie d'un anneau, donnent jour à des canaux souterrains; des pompes aspirantes portatives y sont placées, les soldats de police forment la chaîne, et les pompes à incendie sont alimentées sans déranger les habitans. Des sentinelles sont posées à l'entour pour empêcher la circulation; les personnes qui habitent la maison incendiée sont invitées à ne pas s'occuper de leurs effets, que les soldats de police, sous la surveillance du commissaire, enlèvent autant qu'ils peuvent, et déposent en tas par appartement,

sous la garde des piquets de troupe envoyés par les postes voisins. Le grand-maître de police, son second et le gouverneur, doivent toujours être présens : souvent l'empereur et le grand-duc s'y rendaient eux-mêmes.

La sûreté intérieure de la ville est organisée d'une manière également efficace, et qui est en elle-même meilleure que les *watchmen* ambulans et souvent fripons de Londres. Aucun déguisement, aucun moyen détourné; les gardes de police sont en uniforme, et chacun les connaît. De distance en distance, aux angles des îlots de maisons, sont des corps-de-garde ou plutôt des échopes en bois, contenant chacune trois hommes, qui, outre leur sabre, ont encore une crecelle. Lorsqu'il s'élève une rixe, qu'un cri *au voleur* se fait entendre, ou qu'un malfaiteur poursuivi cherche à fuir, le bruit des crecelles appelle les soldats des environs, qui se trouvent bientôt assez en nombre pour arrêter les criminels ou rétablir l'ordre. Il est rare qu'un malfaiteur leur échappe au moment

même, et quand cela arrive, la même institution sert à entourer facilement son asile. C'est par-là que le grand-maître de police Ertel, ancien sous-officier prussien, et que nous avons vu en 1812 servir dans l'armée russe comme lieutenant-général, établit son crédit et mérita une récompense. Pétersbourg était infesté par une bande de voleurs aussi adroits qu'audacieux, qui, commettant leurs spoliations par ruse et sans violence, ne causaient, dans le moment, aucune rumeur et ne pouvaient être arrêtés. Changeant à chaque instant de retraite, on était toujours sur leurs traces, sans pouvoir les atteindre. L'empereur, fatigué de voir toujours la police en défaut, fit venir Ertel, et lui notifia que si, dans huit jours, la bande n'était pas détruite, il serait obligé de le destituer et de choisir un autre grand-maître. Ertel redoubla de soins et de surveillance, mais sans fruit pendant cinq jours. Enfin étant une nuit sur le bord de la Neva, derrière le palais de marbre, appuyé sur le quai, à réfléchir aux

moyens qu'il emploierait encore, il vit de la lumière dans une maison écartée du quartier appelé vieux Pétersbourg, au-delà de la Neva. Ce quartier n'étant habité que par des ouvriers ou des artisans, une lumière à une heure aussi avancée lui parut suspecte. Il se jeta dans un bateau et s'y rendit. Il passa d'abord au quartier de police, et ayant fait doubler sans bruit les postes qui entouraient la maison, il la fit exactement bloquer. D'après le rapport du commissaire, la maison ne devait être habitée qu'au rez-de-chaussée par un artisan; l'étage supérieur n'avait pas de locataires : c'était là où Ertel avait vu la lumière. Il donna alors l'ordre de pénétrer dans la maison, où la plus grande partie de la bande fut trouvée et saisie; le reste disparut ou fut arrêté.

Ce fut dans le temps le plus rigoureux de l'hiver que nous apprîmes l'invasion de la France. Cette entreprise parut gigantesque aux Russes même, et l'opinion publique ne se déclara pas d'abord en sa faveur. On voyait bien,

par les premières opérations, que Napoléon n'avait pas une armée permanente qui pût lutter à la fois contre toute la masse des troupes coalisées; mais on craignait qu'une insurrection générale de la population ne jetât des masses armées derrière les coalisés pour couper leurs communications et détruire leurs magasins lorsqu'ils pénétreraient au centre de la France. On ne savait et on ne croyait pas que les ressorts du patriotisme étaient brisés, et l'esprit public éteint par ceux à qui Napoléon en avait confié la direction; et que les agens auxquels il avait imposé la tâche d'organiser la défense, ne sauraient ou ne voudraient pas lui donner le développement dont elle était susceptible. Les évènemens variés du mois de février et de la moitié de mars apportèrent alternativement la crainte et l'espérance; et lorsque, même après le combat de Fère-Champenoise, on apprit la marche des coalisés sur Paris, l'inquiétude s'empara des esprits. « Paris sera le tom-

« beau de nos armées, » me dit plus d'une des personnes que je connaissais. Cela eût été en effet si..... mais n'anticipons pas sur les évènemens.

Vers le milieu d'avril, l'entrée des ennemis à Paris nous fut annoncée; un courrier en apporta la nouvelle en treize jours. Je n'oublierai jamais la manière dont je l'appris. Je me promenais l'esprit agité et le cœur navré, vers neuf heures du matin, sur le quai de la Neva, derrière le palais impérial, lorsque je vis passer, dans son drojki, un chambellan que j'avais vu quelquefois au palais du grand-duc. Dès qu'il m'aperçut, il fit arrêter la voiture, en descendit et accourut à moi. « Mon cher « général, s'écria-t-il, félicitons nos deux na- « tions; il n'y a plus de guerre entre nous. » Quelque délicate que fût cette manière de me faire connaître un désastre auquel je ne m'attendais que trop, je ne songeai pas à l'en remercier. Une impression plus forte me domina; je restai anéanti. Le seul sentiment que

j'éprouvasse, en ce moment cruel, était celui d'avoir trop vécu : mon tombeau aurait dû être à la Bérézina. Le chambellan s'en aperçut. « Je « vous comprends, et je vous en estime davan- « tage, » me dit-il en me serrant la main avec émotion, et il me quitta.

Si quelque chose put apporter un instant de soulagement à la douleur à laquelle j'étais en proie, ce fut la communication de la lettre par laquelle l'empereur Alexandre annonçait le même évènement à sa mère, et que l'impératrice avait confiée à son chambellan le comte Castiglione. J'y vis que, malgré sa haine personnelle contre Napoléon, Alexandre adoptait les vues de l'empereur Paul, relativement aux intérêts politiques et aux relations de la France et de la Russie. Il y disait que son désir sincère était que la France restât grande et forte, en conservant les limites du Rhin, et qu'il espérait l'obtenir. « Il faut, disait-il, deux « grands contre-poids continentaux en Europe; « la France et la Russie sont naturellement

« placées pour en servir. Ces deux empires « n'ont aucun motif de se choquer de front et « corps à corps; leur intérêt, à l'égard de la « paix et de l'équilibre de l'Europe, est le « même, et leur politique doit être en har- « monie. » Ce point de vue était le seul vrai; c'est celui qu'établissait alors notre position continentale.

Les évènemens qui se suivirent à Paris, du 31 mars au 15 avril, nous furent successivement connus, et ne m'étonnèrent pas. Une fois que l'occupation de Paris par les coalisés eut donné un point d'appui aux défections préparées à l'avance, elles durent se succéder rapidement; et le rétablissement de l'ancienne dynastie pouvait être une conséquence du but réel de la coalition, d'affaiblir la France et de détruire sa prépondérance en Europe. Mais il restait encore pour moi quelques questions assez importantes à résoudre. Comment la catastrophe avait-elle été aussi subite et aussi générale? Comment la masse de la nation avait-

elle été conduite à une transition aussi brusque, que rien n'annonçait peu de jours auparavant? Quelle allait être la situation générale de l'Europe? Quelle était la situation intérieure de la France, et qu'allaient devenir les institutions pour lesquelles nous avions versé tant de sang? Comment l'empereur Alexandre avait-il participé au rétablissement de l'ancienne dynastie, lorsque tout ce que j'avais vu, entendu, lu à Pétersbourg, semblait témoigner que ce n'était pas son projet? Il paraissait incliner de préférence vers le prince royal de Suède, comme moyen d'amener l'adoption, par le roi Charles XIII, du prince Gustave, fils du roi détrôné. Quelques-unes de ces questions furent résolues à mes yeux, avant mon départ de Pétersbourg, ou à mon retour en France; mais je n'obtins la solution de la dernière que plus tard en Angleterre.

Vers la fin de 1813, il s'était formé un projet d'insurrection en Italie, dans le but d'enlever à la France les ressources défensives qu'elle

pouvait tirer de ce pays. Il s'agissait de rétablir le roi de Naples, Ferdinand IV, le roi de Sardaigne, le grand-duc de Toscane et le pape, dans leurs états respectifs. Quant à la Lombardie, Parme, Venise et Modène, on devait en former un état indépendant, qui ne serait possédé ni par la France, ni par l'Autriche. Quelques officiers supérieurs italiens, prisonniers de guerre, entrèrent dans ce projet, qu'appuyaient la Russie et l'Angleterre, et auquel travaillaient les ambassadeurs de Sardaigne et de Sicile. Le résultat en aurait été favorable à l'équilibre de l'Europe, et par contre-coup à la France même, en établissant une puissance ennemie naturelle de l'Autriche, et que sa position portait à s'unir à nous. Mais la principale condition de la défection de l'Autriche avait été la possession de l'Italie, et on rencontra là un obstacle insurmontable. Plus tard, lorsque le prince Eugène conclut en Italie la première convention d'armistice, il aurait été possible de revenir à ce projet; appuyé par les

vœux de la nation et par la présence de l'armée, qui tenait encore toutes les places fortes, il aurait pu justifier l'intervention favorable de l'Angleterre, de la Russie, et par conséquent de la Prusse. J'en fournirai des preuves plus tard. Mais l'insurrection de Milan renversa tout et plongea l'Italie sous le joug.

Le traité du 30 mai, que nous connûmes un peu plus tard, répondit à la question que je m'étais faite sur la situation future de l'Europe. Les intérêts de l'Angleterre et l'avidité autrichienne renversèrent les espérances dont s'était bercé l'empereur Alexandre. L'Angleterre voulait rétablir la Hollande, parce qu'elle sentait bien que, dans l'état actuel des choses, cette puissance tomberait sous son influence et son protectorat. Pour lui donner une position continentale, elle voulut lui réunir la Belgique. L'Autriche ne voulait rien lâcher en Italie. Ces deux bases posées, chacun des autres coalisés voulut avoir sa part au gâteau, et le partage des provinces démembrées de l'empire français fut résolu.

Dans les premiers jours du mois de juin, nous vîmes arriver à Pétersbourg deux commissaires chargés d'organiser le retour des prisonniers de guerre français; l'un était un officier-général, l'autre un marchand de moutarde et de vinaigre, qui s'était distingué à la défense des Tuileries au 10 août. Ils étaient chargés en même temps de faire aux officiers-généraux et supérieurs les avances dont ils auraient besoin pour rentrer dans leur patrie. Je me trouvais dans ce cas et je m'adressai à eux. J'éprouvai dès-lors un avant-goût de ce que j'avais à attendre à mon retour en France. J'étais Français, et je n'étais entré au service d'Italie que sur un ordre positif de mon gouvernement; un décret spécial me conservait tous mes droits de citoyen dans ma patrie. On me répondit, cependant, qu'étant à un service étranger, on ne pouvait rien pour moi. Force me fut de chercher par moi-même des moyens, et je trouvai dans la confiance et l'hospitalité des étrangers ce que me refusaient des gens qui se disaient mes

compatriotes. Bientôt une nouvelle circonstance vint m'éclairer tout-à-fait, et fixer des prévisions qui ne se sont pas démenties jusqu'aujourd'hui. Le roi Louis XVIII, de son séjour de Hartwell, entretenait à Pétersbourg un agent qui, après le rétablissement des Bourbons, déploya un caractère officiel. A la publication de la paix, cet envoyé fit chanter un *Te Deum* à la chapelle catholique appelée église de Malte, qui est dans l'hôtel des pages. J'y arrivai un peu tard, et je fus obligé de me glisser le long de la colonnade intérieure de la nef, pour essayer de rejoindre mes camarades, qui étaient près du chœur. Arrivé derrière une des colonnes avancées qui ont plus de deux pieds de diamètre, j'entendis deux voix qui m'étaient connues et le commencement d'une conversation qui devait m'intéresser. Pouvant entendre sans être vu, je m'arrêtai. C'étaient le vicomte de Bruges venant de Paris, et le comte de Montmorency venu un peu auparavant d'Angleterre. Le dernier se plaignait amèrement de la Charte

qui avait été promulguée en France, et qui détruisait toutes les espérances que la noblesse française émigrée avait nourries sur les protestations solennelles des princes. Au lieu du retour de l'ancien régime, de la restitution de leurs propriétés, et surtout de leurs priviléges, ils voyaient sanctionner les principes de la révolution, et restaient sans dédommagement pour ce qu'ils avaient sacrifié aux principes de la féodalité. Le vicomte chercha d'abord à calmer M. de M..... en lui peignant la position dans laquelle s'était trouvée la famille royale. Non seulement on avait eu à craindre un bouleversement et une insurrection générale, qui ramènerait les scènes les plus déplorables, si on voulait brusquement détruire tout ce que la révolution avait fait; mais on aurait éprouvé de l'opposition de la part même des coalisés, sans le secours desquels la restauration ne pouvait avoir lieu. La Russie même avait déclaré que son but étant le bonheur et la tranquillité

de la France, elle s'opposerait à tout ce qui pourrait y exciter des troubles et ébranler de nouveau l'Europe.

Le vicomte acheva de tranquilliser son interlocuteur, en lui disant que les espérances qu'avaient conçues les nobles français émigrés, loin d'être détruites, devaient être plus certaines que jamais; qu'il ne s'agissait que d'en ajourner l'accomplissement pour quelque temps, en s'armant d'une patience dont on trouverait la récompense de jour en jour. Il se dit autorisé par le roi Louis XVIII à déclarer que sa ferme résolution était de rétablir l'ancien régime dans toute son étendue. « Mais, ajou-
« ta-t-il, ce n'est pas en se plaçant debout de-
« vant le torrent révolutionnaire qu'on peut
« espérer de l'arrêter; on serait entraîné et l'on
« périrait sans fruit. Il faut au contraire avoir
« l'air de le suivre, dans les premiers momens,
« afin de rester le maître de le diriger, de le
« détourner peu à peu, de l'affaiblir, et lors-

« qu'il sera assez affaibli, l'arrêter sans ef-
« fort » (1). Il y ajouta quelques développemens que je ne rapporterai pas, parce qu'on les trouve mot à mot dans les journaux de la faction depuis 1814 jusqu'à aujourd'hui. Ce que le vicomte venait de dire pouvait ne pas être une déclaration officielle, que le roi l'eût autorisé à faire, et ce n'aurait pas été la première fois qu'un courtisan se fût servi du nom de son maître pour donner du crédit à ses projets. Mais ce qui était bien démontré à mes yeux, c'est que tels étaient en effet les projets de la faction contre-révolutionnaire, et la ligne de conduite qu'elle suivrait tant qu'elle fournirait les agens du pouvoir. Cette connaissance me fut utile dans plus d'une circonstance.

Je me préparai cependant à quitter Pétersbourg, quoique le grand-duc Constantin ne fût pas encore revenu de Paris. Mais la plupart de mes camarades, qui avaient obtenu de

(1) Que fait-on aujourd'hui, en 1834?

venir à Pétersbourg, ou qui avaient dû y passer en retournant, étaient déjà partis; les commissaires mêmes, dont j'ai parlé plus haut, se disposaient à retourner en France. Je ne voulais pas, en retardant mon départ, donner lieu à des bruits fâcheux sur mon compte. L'ex-aide-de-camp du vice-roi d'Italie, que j'avais recommandé au grand-duc et pour qui j'avais obtenu la permission de venir à Pétersbourg, avait fait ce qu'il avait pu pour faire croire que j'étais passé au service de Russie. Il l'avait écrit au prince Eugène, je le savais; ce dernier en avait rendu compte à Napoléon, qui n'en crut rien, à ce que j'appris plus tard. Connaissant cet aide-de-camp comme un de ces hommes pour qui faire le mal est une partie inséparable de leur être, j'étais persuadé que s'il le pouvait, il ne manquerait pas l'occasion de m'en faire, et je résolus de ne pas lui en laisser le temps. Un autre motif me poussait encore à quitter Pétersbourg dès que je le pourrais. Depuis que l'abdication de Napoléon avait été connue,

j'avais reçu, de la part des personnes attachées au grand-duc, des propositions indirectes pour m'engager à rester en Russie. On ne me les aurait pas faites, me dit-on, dans un autre moment; mais la dissolution du royaume d'Italie, et l'abdication de Napoléon, m'avaient rendu la liberté de disposer de moi, sans blesser aucun de mes devoirs. D'ailleurs un officier-général de l'ancienne armée ne devait pas avoir grand'chose à espérer du nouveau gouvernement de la France, tandis qu'à Pétersbourg je pouvais être assuré d'une carrière brillante.

Je craignis qu'à l'arrivée du grand-duc le sentiment de la reconnaissance qui m'attachait à lui, et l'affection qu'il me portait, m'obligeassent à accepter des offres dont je connaissais toute la sincérité. Décidé, par pur amour de mon pays, à les refuser, je hâtai mon départ pour y échapper. Je voudrais que quelque chose de plus que le sentiment d'avoir obéi à un devoir me permît de dire que j'ai bien fait. Mais quand je regarde autour de moi, je ne le

saurais, et la suite de ces Mémoires fera voir que le patriotisme non seulement n'est pas un moyen de fortune auprès du pouvoir, mais même qu'il ne garantit pas du froid abandon et de l'oubli des concitoyens. Quel est le sort du patriote, avec l'esprit de corruption et de petites intrigues qui domine aujourd'hui? S'il réussit, il est entouré de la haine des passions qu'il a froissées, de la jalousie de tous ceux qui n'ont su s'élever à sa hauteur; il est en butte aux calomnies les plus odieuses et les plus insensées. S'il en fallait un exemple illustre, il suffirait de citer Bolivar. Ne réussit-il pas, aussitôt on oublie ce qu'il a voulu faire, et les motifs qui l'ont guidé; chacun s'éloigne de lui, de crainte d'être entraîné dans un malheur. Ce qu'il peut faire de mieux est de suivre ce précepte :

Si vous êtes dans la détresse,
O mes amis, cachez-le bien;
Car l'homme est bon et s'intéresse
A ceux qui n'ont besoin de rien.

Ayant pris congé de toutes les personnes avec qui j'étais lié à Pétersbourg, j'en partis dans les derniers jours du mois de juin. J'avais fait emplette d'une calèche légère; les postes sont bien servies, et nous courûmes rapidement. En passant à Dorpat j'y vis les préparatifs qu'on faisait pour la réception du grand-duc Constantin, qu'on attendait le même jour; et à la poste suivante, au petit hameau d'Uddern, nous trouvâmes un courrier qui venait de retenir tous les chevaux pour le grand-duc qui allait arriver. C'était le douzième jour de son départ de Paris, qu'il avait quitté plus tôt qu'on ne croyait, courant jour et nuit selon son habitude. Il ne tarda pas à arriver, accompagné de son aide-de-camp le général Kourouta. M'ayant vu devant la porte de la poste, il descendit sur-le-champ de voiture, et me fit entrer avec lui dans une salle basse. Il voulait, disait-il, causer à son aise, et malgré l'observation qu'on lui fit qu'on l'attendait à Dorpat, où les autorités voulaient avoir l'honneur de

lui offrir un banquet, il ordonna qu'on lui préparât à dîner où nous étions. On n'avait rien à lui offrir que des œufs et un morceau de mouton; « N'importe, dit-il, j'ai de bon vin dans « ma cantine de voyage ; il suppléera au reste. »

Le prince me témoigna son étonnement de me voir en route pour retourner en France, et ne put pas tout à fait cacher le mécontentement que cette résolution lui causait. De mon côté, un pressentiment secret semblait m'avertir que je n'aurais que des chagrins, des persécutions et des souffrances, pour unique dédommagement du sacrifice que je faisais de mon bien-être personnel. Je sentis alors que si j'étais resté à Pétersbourg, il m'aurait été bien difficile d'en partir. Bientôt cependant la conversation changea, et se dirigea sur les évènemens du moment. L'occupation de Paris étonnait encore le grand-duc. « Vos compa- « triotes ont manqué de courage, » me dit-il. — Je me récriai, et il reprit : « Vous ne pouvez « pas soupçonner que j'aie voulu dire qu'ils en

« manquent habituellement; mais ils en ont « manqué ce jour-là. » Il m'apprit alors que les coalisés avaient épuisé toutes leurs munitions dans le combat du 30 mars. Leurs parcs étaient encore à cinq ou six jours de marche, et ils étaient hors d'état de livrer un combat le 31, si on se fût maintenu dans Paris. La convention de ce jour-là les remit en état de suivre leurs opérations, en leur livrant le magasin de Grenelle, qu'on avait eu soin de ne pas détruire, ainsi qu'il avait été ordonné (1). On avait même eu tant de soin de le conserver intact, qu'on avait laissé manquer de munitions, le 30, dès trois heures après midi, les troupes qui défendaient Paris. Le prince s'entretint ensuite de la situation intérieure de la France, de manière à faire voir que rien n'avait échappé à sa sagacité. « Nous avons, je le

(1) Il y avait dans le magasin de Grenelle deux cent cinquante milliers de poudre en barils, cinq millions de cartouches d'infanterie, vingt-cinq mille cartouches à canon, et trois mille obus chargés, etc.; et au Champ-de-Mars plus de 200 pièces de canon, dont une partie sur affûts et l'autre non montée, etc.

« crains, manqué notre but, ou plutôt, dit-il, « l'Angleterre nous l'a fait manquer, d'accord « avec l'avidité autrichienne. » Il ne put cependant me donner que la moitié de l'explication de ces paroles; elles étaient le résultat de ses observations sur les faits : en Angleterre, j'appris à en connaître les causes. En me quittant pour continuer sa route, il me souhaita un repos et une prospérité, qu'il ne croyait cependant guère que je pusse espérer, me dit-il. « Vous autres vieux soldats de la France, vous « serez mis de côté, comme représentant un « ordre de choses et des opinions qu'on veut « détruire, et vous serez même persécutés par « le parti dominant, qui est celui de vos adver- « saires. Ils chercheront par tous les moyens à « vous perdre. Le patriotisme est une chose « louable, mais il faut que les sacrifices qu'on « lui offre aient au moins un résultat utile, et « ce que vous souffrirez ne vous conduira qu'à « souffrir encore. » Jamais prophétie ne s'est mieux accomplie.

Nous ne nous arrêtâmes plus jusqu'à Riga, où je voulais voir encore une fois le général Paolucci. Il me reçut aussi bien que la première fois, mais notre entretien devint bientôt gênant. La manière dont j'accueillis ses observations sur les évènemens qui venaient de se passer le fit changer de conversation, et après quelques instans d'un entretien assez froid et insignifiant je le quittai. Je vis à Riga plusieurs officiers français et italiens, qui attendaient l'ordre et les moyens de rentrer dans leur patrie. Tous se plaignirent dans les termes les plus vifs de la conduite du général Paolucci à leur égard. Il prenait plaisir à les appeler chez lui, chaque fois qu'il recevait un bulletin annonçant quelques désastres de l'armée française, pour léur en faire faire la lecture, qu'il accompagnait des commentaires les plus désobligeans. Un marquis, qui faisait remonter cette illustration de sa famille jusqu'à Charlemagne, aurait pu mettre un peu plus de noblesse dans sa conduite.

Après Riga nous continuâmes notre route, jusqu'à Memel, sans nous arrêter; j'aurais presque dit jour et nuit, quoique ce ne fût pas le cas. Dans la saison où nous étions, et sous cette latitude, le soleil se couchant vers dix heures du soir, et se levant vers deux heures du matin, il y avait à peine quelques minutes d'obscurité vers minuit. Nous ne fîmes que dîner à Mitau, où nous entendîmes parler du gouverneur de la Courlande, le général Driezen, d'une tout autre manière que du général Paolucci. Entièrement occupé de soulager la situation de nos prisonniers de guerre, le général Driezen avait cru ne pouvoir mieux y parvenir qu'en les distribuant chez les fermiers de la province. Ce moyen réussit, et ces braves cultivateurs reçurent nos compatriotes comme des membres de leurs familles. La province avait cependant beaucoup souffert, mais les habitans me dirent unanimement que le pillage et les dégâts qu'ils avaient éprouvés étaient l'ouvrage des Prussiens seuls, et

qu'ils n'avaient qu'à se louer de la conduite et de la discipline des troupes françaises qui se trouvaient dans le 10e corps. C'était au moins une consolation dans nos malheurs. A Memel, afin de nous soulager un peu des fatigues causées par l'extrême rapidité de notre voyage, nous songeâmes à gagner Kœnigsberg par eau, en nous embarquant sur *le Kurische-Haff*. Nous quittâmes Memel vers trois heures après midi, et nous devions arriver à Schlaken, à la nuit. Mais à peine étions-nous au tiers de notre chemin, qu'il s'éleva un brouillard si épais, que les matelots, ne pouvant pas se diriger, furent obligés de jeter l'ancre, de crainte d'être poussés sur les bas-fonds dont cette lagune est remplie. Nous ne pûmes remettre à la voile que le lendemain au point du jour, et nous arrivâmes assez tard à Schlaken, d'où nous gagnâmes Kœnigsberg dans l'après-midi, par terre et par une mauvaise traversée.

Je m'arrêtai un jour entier dans cette capitale de la Prusse proprement dite, pour visi-

ter les nombreux ateliers où on travaille l'ambre jaune, et faire quelques emplettes dans ce genre. Cette substance, sur laquelle on a tant disputé depuis le siècle d'Alexandre-le-Grand jusqu'à nos jours, se trouve dans une telle abondance dans les environs de Kœnigsberg, et surtout dans le canton de Medenau, qui paraît avoir été déjà connu par les anciens navigateurs phéniciens, qu'on peut dire que la Prusse est sa patrie. Une opinion assez généralement répandue est qu'elle est une concrétion de miel déposé par les abeilles sauvages dans les cavités d'arbres engloutis par la mer. Il est certain que les forêts de la Russie et de tout le Nord contiennent une grande quantité d'abeilles sauvages qui déposent leur miel dans les fentes que le temps forme au tronc des plus grands arbres; c'est ce qui communique à celui qu'on recueille en Russie un goût de sapin ou de goudron favorable à la confection de l'hydromel, qui en reçoit un bouquet de malaga. D'un autre côté, il y a de fortes indi-

cations et de grandes probabilités que la mer Baltique, et le golfe de Finlande surtout, est formée par une irruption de la mer dans un pays bas et coupé de lacs et de marais, surtout du côté de la Finlande. Cette opinion acquiert donc un degré de probabilité, que confirment les débris d'insectes, d'abeilles même, et de végétaux, qu'on trouve souvent dans les morceaux d'ambre. De Kœnigsberg, nous nous dirigeâmes sur Berlin par Elbing, Marienwerder, Neuenburg, où nous passâmes la Vistule, Landsberg et Custrin. Étant rentrés sous une zone où il y avait environ quatre heures de nuit alors, et ayant à traverser un pays très-boisé et sablonneux, nous allions moins vite, et nous nous arrêtions chaque soir jusqu'au point du jour. La route par Varsovie aurait été meilleure, mais je ne voulais pas traverser la Pologne. L'aspect de ce pays, que nous avions espéré rendre à la liberté et à l'indépendance, et qui était retombé sous un joug étranger; la vue de nos anciens et fidèles compagnons

d'armes, dont le sang avait été si inutilement versé dans nos rangs, et de ces citoyens dont l'attachement pour nous s'élevait jusqu'à l'enthousiasme; tout enfin m'aurait trop vivement et trop péniblement affecté : j'avais déjà bien assez de motifs de douleur.

A Berlin, je m'arrêtai quelques jours. Non-seulement j'avais besoin de repos après un voyage rapide et long, dont les incommodités m'avaient cependant peut-être moins abattu que les peines morales auxquelles j'étais en proie, et qui réagissaient sur les facultés physiques, mais encore pour avoir des nouvelles de la famille que j'avais connue à Sagan, et à laquelle j'avais tant d'obligations pour les soins et les services que j'en avais reçus. Elle aussi avait été frappée par l'orage qui avait dévasté une grande partie de l'Europe. Notée pour son attachement à la France et aux Français, elle avait été en butte, de la part des autorités prussiennes, à toutes les vexations que peut imaginer la haine, et frappée de surcharges

d'impôts les plus iniques. Notre retraite de Russie lui avait porté un coup irréparable. Madame Roch mère, atteinte du typhus qu'elle avait contracté en soignant des officiers français logés chez elle, et que moissonna cette cruelle épidémie, avait succombé à l'effroi que lui causèrent les premiers Cosaques arrivés au commencement de 1813. Pillant, saccageant tout, enfonçant les portes, ils envahirent la maison, et pénétrèrent en foule, comme un troupeau de brutes, jusque dans la chambre où elle gisait mourante. Son mari, obligé d'abandonner son commerce, vivait retiré et abattu par le chagrin qui l'emporta quelque temps après. La cruelle destinée qui frappait cette famille si intéressante pour moi resserra encore les liens qui m'attachaient à elle. J'avais à acquitter une dette qui sera toujours sacrée pour moi : celle de la reconnaissance; je résolus de m'en acquitter autant que je le pouvais, en me chargeant de veiller aux destinées d'une de ses filles, de celle qui s'était déjà

si généreusement dévouée pour me soigner aux portes du tombeau, en remplaçant près d'elle sa famille, lorsqu'elle aurait encore perdu son père. Décidé, ainsi que je l'ai déjà dit, à rompre, dès que je serais de retour en France, des liens déshonorans, je formai le projet de devenir l'époux de celle qui devait être jusque-là ma pupille. Je la connaissais assez, elle-même, et sa famille pour savoir que le bonheur domestique n'échapperait pas à celui qui serait son époux. Dans tous les cas, je résolus de mettre tous mes soins à assurer un sort heureux à celle à qui je devais au moins beaucoup de reconnaissance. Il fut donc décidé qu'elle viendrait avec moi à Paris, pour donner les derniers soins à son éducation. Elle n'avait alors que 15 ans.

Tel fut le principal motif de mon séjour à Berlin, où je ne me serais peut-être pas arrêté sans cela. Je me trouvais à la vérité dans la ville où j'avais passé mon enfance et ma pre-

mière jeunesse; j'étais au milieu de ce qui restait des amis de mon père et des compagnons de mes premiers jeux. Dans un autre temps, ce souvenir m'aurait rempli de joie; dans le moment présent, il n'eut aucune part à ma détermination. Je ne recherchai aucun de mes anciens amis; j'évitai même de leur faire savoir, de quelque manière que ce fût, que j'étais aussi près d'eux. Que leur aurais-je dit? en quel état pouvais-je me présenter? Infortuné débris des légions dont le drapeau victorieux avait été déchiré par la tempête; malheureux reste des Fourches Caudines!... voilà ce que j'étais... Je devais à l'honneur de ma patrie d'obéir à la fierté que nous, soldats de Valmy, de Fleurus, de Marengo et de Wagram, avions le droit de conserver: ce n'était pas nous qui avions capitulé.

La paix était faite, mais l'esprit hostile du gouvernement prussien durait toujours. Notre voyage pour retourner en France fut mesuré et tracé; il fallut nommer les lieux où nous

voulions passer, afin qu'on les indiquât sur notre passeport, qu'on rédigea comme une feuille de route militaire. On eut même la précaution de nous imposer de nous rendre directement à Leipsick avant de pouvoir choisir notre route ultérieure.

Avant mon départ, je parcourus la ville. Quoique je l'eusse quittée bien jeune, je la reconnaissais encore assez pour ne pas m'y perdre. Nous étions logés dans le plus beau quartier, à l'auberge du Palais-Royal, située sur la promenade des Tilleuls. Dans les environs, il n'y avait rien à voir que le parc; tout le reste ressemble, comme le disait fort bien Frédéric II, aux sables de la Libye, sauf les villages qui garnissent la plaine. Les habitans de Berlin, avec qui je pus m'entretenir un peu librement, ne me parurent pas très-enchantés de la tournure qu'avaient prise les évènemens. Mon domestique, qui voulait rester en Russie, m'ayant quitté à Pétersbourg, je pris avec moi un dragon du 12e régiment, qui s'était of-

fert à me rendre les services nécessaires en route, mais qui ne savait pas un mot d'allemand. Pendant notre court séjour à Berlin, nous prîmes donc un domestique de place; ce fut le premier que j'interrogeai. Sa réponse fut laconique et expressive. « Lorsque vous étiez ici, « dit-il, j'exerçais l'état de passementier, j'étais « payé exactement et bien, et je prospérais. « Depuis que vous êtes partis, je n'ai plus « été payé de mon travail, j'ai fait banque- « route par force, et je suis domestique de « louage. Pendant votre séjour, si on nous fai- « sait exactement savoir où et à qui nous de- « vions payer, au moins, lorsque nous récla- « mions, nous trouvions facilement celui qui « était chargé de nous faire rendre justice. De- « puis votre départ, s'il faut payer, vingt per- « sonnes se présentent pour recevoir; mais si « nous réclamons, on nous renvoie de bureau « en bureau, sans que nous puissions en trou- « ver un qui nous écoute. » Les autres m'en dirent à peu près autant. Quelque honorable

pour nous, et par conséquent flatteur pour mon amour-propre national, que fût cette opinion sur notre administration, chez nos ennemis mêmes, elle me fit cependant faire quelques réflexions assez sérieuses, qui ne tardèrent pas à trouver leur application. Il était notoire que l'administration prussienne, comme celle de tous les gouvernemens arbitraires, était oppressive et fort souvent injuste. Il pouvait en résulter une comparaison avantageuse pour nous, et le désir que le gouvernement prussien reformât son système sur une base, si l'on veut, pareille à la nôtre. Mais de ce juste désir, il y a bien loin jusqu'au regret, ou au moins jusqu'à l'idée de considérer l'occupation d'une armée ennemie, comme nous l'étions, plutôt comme une chose avantageuse que sous tout autre point de vue. Malheureusement il en est ainsi dans toutes les capitales; elles sont bien le point de réunion des lumières et des illustrations du pays, mais elles sont aussi le centre du luxe et des spécu-

lations commerciales qui tendent à satisfaire les besoins. L'esprit mercantile y domine dans la très-grande majorité des habitans, avec l'esprit d'égoïsme étroit qui en est la conséquence. L'un et l'autre étouffent le sentiment de l'honneur national, qui ne peut vivre dans l'étroite enceinte d'un comptoir et d'un coffre-fort. La civilisation actuelle ne permet plus le pillage des villes, et moins encore des capitales. Le vainqueur qui en prend possession, enrichi par le pillage des provinces, a des besoins et un désir de jouissance qu'il ne peut satisfaire par la violence. Il en résulte qu'il achète beaucoup, et, comme il paie plus cher, il s'ensuit un double bénéfice pour les marchands de toute espèce, et le nouveau maître est bien venu, parce qu'il procure de grands bénéfices. En général, sous le rapport du nombre et de la rétribution des emplois, de l'assiette des impôts, de l'établissement des listes civiles, des questions d'économie administrative, et des sacrifices à faire pour la défense

de l'honneur et de l'indépendance nationale, l'intérêt des grandes capitales est toujours opposé à celui de la nation. S'il en était autrement, quelqu'une de celles que nous avons visitées n'aurait-elle pas essayé et même réussi à se défendre? Les trahisons qui, en 1814 et 1815, ont paralysé la défense de Paris, auraient-elles obtenu une réussite aussi complète, avec une ferme volonté de résister, et si les habitans avaient dû souffrir, par l'occupation, les mêmes dommages qu'avaient supportés les départemens?

De Berlin, nous vînmes à Leipsick sans nous arrêter. Cette ville portait encore les marques visibles du combat livré, le 19 octobre précédent, sous ses murs. Les champs d'alentour regorgeaient des cadavres des victimes du 16 et du 18; l'air était infecté de miasmes pestifères. Nous ne nous y arrêtâmes que pour dîner. Notre route directe était celle de Mayence; mais en la suivant nous devions rencontrer les troupes coalisées, et surtout les troupes prus-

siennes, qui évacuaient la France; je ne pus me résoudre à cette rencontre, et, avant de partir de Berlin, j'avais choisi la route de Cassel, et l'avais fait indiquer sur notre passeport. Cette nouvelle direction nous conduisit à travers une partie des montagnes du Harz, et par des chemins presque impraticables. Un orage même vint un jour nous faire perdre toute trace au milieu des bruyères, et nous fit errer long-temps pour arriver à la poste. Mais, grace à l'attention et à la politesse habituelles aux postillons saxons, nous nous en tirâmes sans accident. Nous n'eûmes aucun autre danger à courir jusqu'à Cassel; il semble que la probité des habitans ait banni les voleurs de ces lieux boisés et presque déserts, qui, partout ailleurs, leur servent d'asile. En traversant la Hesse, nous trouvâmes parmi les habitans les mêmes symptômes de mécontentement que nous avions observés à Berlin et en Saxe. Les Hessois craignaient le caractère dur et despotique de leur prince, dont déjà ils éprouvaient les effets; ils

n'espéraient guère mieux de son successeur. Les formes du gouvernement, auxquelles ils étaient déjà accoutumés, étaient changées, et le changement était loin de leur paraître un mieux.

De Cassel nous vînmes par Weilbourg à Coblentz, et de là par Cologne et Aix-la-Chapelle à Bruxelles. Ne nous étant arrêtés en route que le temps nécessaire pour nous reposer, aucun incident digne de remarque n'a signalé notre voyage; il en fut de même de Bruxelles à Paris, où nous arrivâmes le 25 juillet. Mon premier soin fut de prendre langue et de chercher à connaître le sort qui m'attendait. Je savais que le royaume d'Italie n'existait plus, et j'avais renoncé à l'idée de m'y rendre, voulant rentrer au service de ma patrie, et non pas servir l'étranger. A Paris, j'appris que mes compatriotes avaient été licenciés par le gouvernement provisoire de Milan, à la suite de la révolution du 20 avril. J'avais moi-même été compris dans ce licencîment comme étranger. Cependant, non-

seulement les officiers français, passés au service de la république cisalpine par ordre du général en chef Bonaparte, avaient été naturalisés par la constitution et par une loi expresse; mais moi particulièrement j'avais été classé par un acte du souverain au nombre des notables du royaume (1), parmi lesquels je me trouvais encore. S'il y avait donc une injustice et une ingratitude marquées à licencier, sans récompense, des officiers qui avaient honorablement servi pendant dix-huit ans, il y en avait

(1) Ayant été décrété en 1805 que, outre les grands corps de l'État et une députation militaire, une députation des *citoyens notables* du royaume assisterait au couronnement du roi, et prendrait place immédiatement après le corps législatif et avant les généraux, je fus appelé à en faire partie par la lettre close suivante :

« Monsieur ....., colonel,

« La divine Providence et les statuts du royaume ayant établi dans « notre personne et notre descendance la dignité royale héréditaire, « nous avons fixé le 23e jour du mois de mai courant, pour la cérémonie de notre couronnement. Notre désir, dans cette auguste circonstance, aurait été de pouvoir réunir autour de nous l'universalité « des citoyens de notre royaume d'Italie. Dans l'impossibilité de satisfaire à ce désir si précieux à notre cœur, et voulant que cette

une double pour moi, *notable du royaume* et *doyen des officiers supérieurs*, puisque j'avais été placé à la tête de l'artillerie dès la première formation des troupes, en 1797; mais tel était l'esprit de la faction qui fit la révolution de Milan, et qui acheva de renverser le royaume d'Italie. Ayant pu facilement recueillir des détails exacts et précis sur les causes et la marche de cet évènement, je leur donnerai place dans ces mémoires, destinés à dévoiler la vérité partout où je le pourrai. Il y aura peut-être

« solennité resplendisse particulièrement par la réunion d'un grand « nombre de *citoyens notables* par leur attachement à l'État et à notre « personne, nous vous adressons la présente, afin que vous vous trou- « viez à Milan, avant le 22 du courant, et que vous donniez avis de « votre arrivée à notre ministre de l'intérieur. Et sur ce, nous prions « Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« Donné à notre palais de Milan, le 15 mai 1805, premier de notre « règne.

« *Signé :* NAPOLÉON.

« Par l'Empereur et Roi :

« Le ministre secrétaire d'État,

« *Signé :* VACCARI. »

dans ce récit quelques leçons utiles pour ceux qui pourraient encore être dupés par les sycophantes de liberté et les escamoteurs de révolutions.

CHAPITRE V.

Quelque chose sur la révolution de Milan en 1814. — Intrigues de l'Autriche. — Le vertige de Paris gagne le sénat de Milan. — Conspiration des nobles milanais. — Assassinat du ministre des finances et désordres à Milan. — Conduite absurde des meneurs de la contre-révolution. — Milan et le royaume d'Italie occupés par les Autrichiens.

La première convention, conclue le 16 avril 1814, par le prince Eugène, vice-roi d'Italie, avec le maréchal de Bellegarde, commandant l'armée autrichienne, avait été la transaction

la plus importante et la plus avantageuse que les peuples du royaume d'Italie pussent espérer. Le mouvement était donné à toute l'Europe; rien ne pouvait arrêter le torrent, dans lequel roulaient tous les peuples du continent européen : qu'on en prévît ou non les conséquences, il fallait se soumettre ou être englouti. Au milieu du chaos que formaient les débris de l'empire français, écroulé, bien moins par l'impulsion de la masse qui l'avait choqué que par les défections qui en avaient désorganisé les élémens, le royaume d'Italie seul se soutenait encore. Bien que privé d'une partie de ses membres, il était encore debout, comme corps politique. Lorsque les provinces séparées de l'empire français, divisées en groupes incohérens, ne présentaient plus qu'un amas de parties hétérogènes, livrées au triple fléau de l'anarchie intérieure, du despotisme militaire et des déprédations des agens du vainqueur; lorsqu'elles attendaient avec anxiété une organisation politique, qui devait

être le fruit de la paix, dans ce moment critique, le royaume d'Italie avait conservé ses institutions et son gouvernement. Quelle que fût la révolution qui le fît changer d'organisation politique, il pouvait la traverser sans secousses. Reconnu, jusqu'à ce moment, comme État appartenant à la république européenne, il n'avait pas perdu le droit de concourir à la construction du nouvel état politique, qu'on paraissait vouloir élever.

A l'instant de conclure cette convention, le prince Eugène écrivit au chevalier Melzi, duc de Lodi, pour lui en développer les motifs, et lui en faire connaître les conditions. La plus intéressante était qu'une députation du royaume d'Italie pourrait se rendre au quartier-général des coalisés, et que les hostilités ne pourraient recommencer qu'au retour de cette députation. Il lui faisait, en même temps, sentir la convenance et la nécessité que le sénat se réunît pour nommer une députation qui, « dans le moment présent surtout, pourrait

« peut-être encore obtenir des coalisés la re-
« connaissance de l'indépendance du royaume
« d'Italie.» Le prince n'avait pas besoin d'ordonner au chancelier de convoquer le sénat, puisque ce dernier était, par un décret antérieur, autorisé à cette convocation, lorsqu'il le jugerait nécessaire. Alors il s'en abstint par des motifs honorables.

Les désastres de 1812 avaient d'abord eu des conséquences funestes sur l'opinion publique en Italie. Nos pertes, grossies par nos ennemis, détruisirent en grande partie le sentiment que les Italiens avaient conçu de la puissance de Napoléon et de l'idée qu'ils s'étaient formée, dès 1796, qu'il ne pouvait pas être vaincu. L'augmentation des impôts et l'accroissement de la conscription, suites inévitables de l'état de guerre, commencèrent à paraître plus oppressifs aux citoyens, dès qu'ils perdirent l'espérance de voir cesser ou diminuer ces charges par la victoire ou par une paix glorieuse. L'Autriche, alliée aussi perfide

qu'ennemie déloyale, chercha à profiter de ces germes de mécontentement. Nous avons vu quel rôle elle joua pendant la campagne de 1812. Lorsqu'elle connut les désastres de la Bérézina, elle avait marchandé sa défection ouverte. Dès ce moment ses agens, répandus en Italie, annoncèrent partout la coalition prête à se former contre Napoléon, et sa chute, qui en serait le résultat, si les peuples voulaient aider les coalisés : *leur indépendance devait être le prix de leur coopération.*

Mais il faut le dire à la louange de la masse des citoyens du royaume d'Italie, ils purent être mécontens de la situation violente où les plaçait la force des évènemens, ils purent même en murmurer ; mais leur ressentiment se borna là. L'idée de renverser le gouvernement existant n'entra ni dans les projets des grands, ni dans les vœux de la classe moyenne. Non-seulement ils reculaient devant l'idée d'une révolution et du bouleversement qu'elle entraînerait ; mais le nom de Napoléon se rat-

tachait encore au souvenir de leur affranchissement et de la reconnaissance du nom et de la patrie italienne. Sans combinaisons et sans s'être préalablement concertés, tous unanimement sentirent la nécessité de soutenir le gouvernement et de lui fournir les moyens nécessaires pour se défendre et pour conquérir une paix honorable, et tous y concoururent avec zèle. Rien ne fut épargné : les fabriques d'armes et d'artillerie redoublèrent d'activité ; la conscription se fit sans difficulté ; les dons et les offres en hommes et en chevaux surpassèrent proportionnellement ceux qui furent faits en France.

Une espérance et un désir tout-à-fait opposés à ceux que voulaient faire naître les agens autrichiens vinrent encore animer les Italiens, et les engager à redoubler leurs efforts et leur zèle. « C'étaient le désir et l'espoir de voir « cesser à la paix générale (1) le gouvernement

(1) Tout ce passage est copié mot à mot d'un ouvrage sur la révolution de Milan, imprimé à Paris en 1814, dont l'auteur est le séna-

« par procuration et par l'organe d'un vice-roi,
« et de voir passer la couronne *indépendante*
« sur la tête du prince Eugène. Il n'y a pas de
« doute qu'à cette époque ce prince ne réunît
« l'amour et le désir des sujets. Il n'y a pas de
« doute qu'il ne fût considéré comme un ad-
« ministrateur habile et zélé, comme un homme
« d'état consommé, comme un général d'armée
« vaillant et prudent, formé à une grande école.
« A ces sentimens se joignait la respectueuse
« affection que s'était conciliée la princesse son
« épouse, à qui tous portaient le tribut de
« leurs hommages, soit pour sa piété et ses
« vertus, soit pour ses graces et son amabilité,
« soit pour les bienfaits qu'elle répandait à
« pleines mains, particulièrement sur la classe
« des indigens, qui la considéraient comme
« leur mère et leur providence. »

teur Armaroli. Nous nous en servirons encore plus d'une fois dans le restant de ce chapitre. Quoique nous soyons obligés de le contredire en plusieurs choses, de redresser des faits mal exposés, d'en faire connaître d'omis par ce sénateur, l'opinion d'un de ceux qui se montrèrent opposés au prince Eugène a beaucoup de poids ici.

Les premiers germes de défiance et de désaffection envers le prince furent apportés de Russie par quelques officiers revenus de cette désastreuse campagne. Il faut le dire..... ce furent le général Pino et ses adhérens. Il est pénible d'accuser un général qui figura, dès 1796, au nombre des amis de l'indépendance et des Français, qui ne connut du gouvernement de Napoléon que des bienfaits personnels et une confiance dont il abusa quelquefois; de l'accuser, dis-je, d'avoir été dès lors injuste et ingrat. Mais l'histoire des catastrophes de 1814 et 1815 n'offre que trop d'exemples pareils, et nous verrons encore le général Pino se porter à une conduite et à des actions bien plus coupables. Ce fut à cette époque qu'on entendit, pour la première fois, parler d'un prétendu propos tenu par le prince Eugène (1), sans qu'on ait jamais cité la per-

(1) On prétend qu'un officier italien demandant quelque chose au prince Eugène, et insistant avec humeur, après un refus, le prince lui répondit : *Je ne crains pas plus vos épées que vos stilets.*

Le calomniateur à gages qui a écrit les Mémoires sur la cour du

sonne à laquelle il avait dû être adressé, ni qu'aucun militaire ait jamais osé dire: *Ce fut à moi.* Un peu de réflexion sur le caractère du prince Eugène, sur la modération qui en faisait la base et sur son urbanité, si éloignée d'un propos aussi indécent dans sa bouche, aurait suffi pour faire voir la calomnie. Ceux qui le répétaient en savaient bien la fausseté; mais il convenait à leurs desseins secrets de l'accréditer, et ils cherchèrent à le répandre, en s'appuyant sur l'autorité du général Pino, *qui ne le démentait pas.*

prince Eugène met la scène en Pologne à cause d'une distribution et fait adresser le compliment à un général italien, sans dire à quelle époque. En allant, les seuls généraux italiens du 4[e] corps étaient Pino, Fontana, Th. Lecchi, Dembowsky et moi. Pendant la retraite, il n'y avait plus de troupes à qui il fallût faire des distributions. A aucune époque, aucun de nous n'a entendu un propos pareil. Voilà pourtant comment des misérables, qui se disent historiens, écrivent l'histoire qu'on leur paie.

Mais j'ai, moi, entendu parler de propos durs adressés à des officiers italiens, non pas par le prince, mais par un de ses aides-de-camp, le même à qui on attribue un article calomnieux contre le prince Eugène, imprimé dans *le Spectateur militaire.* Son caractère était connu et on ne transportait pas au prince ce qu'on ne devait qu'à lui.

Dans la campagne de 1813, la conduite militaire du générale Pino fut pitoyable. Il avait repris ses anciennes liaisons avec Melzi, ou plutôt il les avait rendues plus intimes; il servit en mécontent et si mal, qu'il fallut l'écarter de l'armée. Dès lors Pino appartint, sans partage, aux ennemis de la France et du prince Eugène. Oubliant qu'outre sa fortune, il devait encore à Napoléon et au prince Eugène une réputation militaire que rien n'a jamais justifiée, il s'imagina l'avoir acquise par lui-même; il ne pardonna pas au prince d'avoir osé le blâmer, et d'avoir, dans sa personne, ôté le commandement à un général qui se croyait un grand homme. L'histoire, qui juge les actions autrement que l'amour-propre inepte, a déjà dit que, dans cette campagne, il fit trois fois manquer les combinaisons de son général en chef, par les faux mouvemens que causa son impéritie. Dès lors les partisans de Pino et les agens de Melzi commencèrent à déplorer partout l'*abandon où on laissait le plus an-*

cien et LE PLUS EXPÉRIMENTÉ DES GÉNÉRAUX ITALIENS, DONT LA GLOIRE ÉTAIT RÉPANDUE DU NORD AU SUD DE L'EUROPE...... *Risum teneatis, amici!*

Mais tous les propos répandus à Milan, par les soins de ceux qui se préparaient à profiter de la première occasion favorable pour troubler l'État et ajouter des désordres aux maux publics; ces propos, dis-je, ne s'y accréditaient même que dans les salons des nobles milanais. Ils firent peu d'impression sur la masse de la population. A l'armée, l'effet qu'ils auraient pu produire fut bientôt détruit par la présence du prince Eugène et par sa conduite. Entouré d'armées ennemies, la victoire, jusque dans sa retraite, avait constamment accompagné ses drapeaux; et après une lutte glorieuse de quatre mois, il avait réduit les ennemis à l'observer de loin et à n'oser l'aborder.

Les généraux, les officiers et les soldats de l'armée italienne étaient trop loyaux et trop braves eux-mêmes pour professer envers leur

général en chef, pendant et après cette brillante campagne, d'autres sentimens que ceux de l'admiration et du dévouement. Bientôt ils lui en donnèrent des preuves indubitables. Après la convention du 16 et pendant que le sénat allait délibérer sur ce qu'il lui convenait de faire, l'armée, partageant l'espérance que l'indépendance de la patrie pouvait encore être sauvée, s'abandonna à ses sentimens envers son chef. La couronne d'Italie ne pouvait être mieux placée que sur la tête de celui qui avait défendu le royaume avec autant de science que de valeur. L'armée vota une députation pour demander aux puissances alliées que l'indépendance du royaume d'Italie fût reconnue et que la couronne fût assurée au prince Eugène. Le choix de la députation tomba sur deux militaires distingués : le général Fontanelli, ministre de la guerre, dont les premiers pas dans le commandement l'avaient placé au premier rang entre les généraux italiens, et le général Bertoletti, militaire d'une heureuse

espérance, et qui ne lui cédait ni en bravoure, ni en loyauté. Ces députés, munis d'un sauf-conduit du maréchal de Bellegarde, partirent de suite pour se rendre au quartier général des coalisés.

Cependant la nouvelle de la contre-révolution opérée à Paris, par le sénat, arrivée à Milan, à peu près en même temps qu'au quartier-général du prince, fut le premier signal des désordres qui allaient suivre. Ceux qui, jusque-là, s'étaient contentés de déclamer dans les cafés et les théâtres, encouragés par les évènemens, qui favorisaient leurs projets, commencèrent à conspirer hautement. Les principaux nobles de Milan, et ceux-là surtout qui avaient été les plus plats valets de la cour et en avaient reçu le plus de bienfaits, se répandaient partout, exagérant les fautes du gouvernement et accumulant sur sa tête tous les torts vrais ou supposés qu'ils purent imaginer. *Pour mieux répandre l'alarme* (1), *ils s'asso-*

(1) *Tre soggetti di amplissima trachea*, dit le sénateur Armaroli dans l'ouvrage cité.

cièrent trois individus d'une vaste amplitude de gosier, qui élevaient la voix avec plus de courage: un général de brigade italien (Bal...), *mécontent de n'avoir pas obtenu l'avancement qu'il briguait; un général étranger, ci-devant à la solde de l'Italie* (Demb...), *destitué pour inconduite; un littérateur étranger* (l'abbé Guy..., jésuite et missionnaire), *qui ne paraissait attaché à ce pays par d'autres liens que par ceux de la table des différens ministres, à laquelle il était assidu, furent les apôtres les plus fervens de la révolution.*

L'auteur de l'ouvrage déjà cité croit que le prince, « qui s'était toujours maintenu constant « et fidèle dans sa conduite envers son sou- « verain, qui avait résisté aux insinuations de « la politique, et qui, dans ce moment cri- « tique, avait encore pensé aux destinées fu- « tures de l'État; » il croit, dis-je, que le prince ignorait les rumeurs qui se répandaient à Milan, ou que ceux qui le trahissaient continuaient à le flatter, pour assurer le succès de

leur perfidie. Il est indubitable que le prince Eugène ne devait ni ne pouvait croire à la défection du général Pino, que son grade et le commandement dont il était revêtu mettaient en état de réprimer toute commotion violente; mais il n'ignorait pas les vociférations des individus que nous venons d'indiquer, ni les menées des nobles milanais. Cette circonstance ne changea rien à la détermination du prince de ne prendre l'initiative sous aucun rapport (1). La noblesse de Milan, ennemie de tout ce qui n'est pas elle, regardant comme étranger tout ce qui n'est pas milanais, et peu estimée en Italie, n'était pas le pays. C'était à l'autorité qui représentait la souverai-

(1) Le prince et même l'armée ignoraient si peu ce qui se passait à Milan, que le 16, un officier-général italien proposa au prince de faire marcher sur Milan, pour y maintenir la tranquillité, un régiment d'infanterie et la brigade de cavalerie de Rambourg, qui était à Plaisance. Le prince rejeta cette proposition, parce que la marche d'un corps de troupes sur Milan ne pourrait manquer d'être regardée comme une mesure coërcitive, surtout lorsque le général Pino, qui s'y trouvait, pouvait y maintenir la tranquillité et y était obligé par devoir et par honneur.

neté nationale à se prononcer librement. Or cette autorité était celle du sénat, puisque le corps électoral ne pouvait plus être réuni, même au *minimum* voulu par la constitution pour pouvoir délibérer (1). Les ministres, une partie des sénateurs et la grande majorité des hauts fonctionnaires publics, soit conseillers d'état ou préfets, désiraient, en conservant leur indépendance nationale, continuer à être gouvernés par le prince Eugène. Ils sentaient bien qu'en abandonnant à la décision des coalisés le choix du souverain de l'Italie, ils remettaient en question leur existence et leurs institutions. Le vœu national, unanimement prononcé, pouvait les leur conserver.

D'ailleurs, en demandant tout à la fois la conservation de leur indépendance et la reconnaissance du prince Eugène pour leur souverain, les autorités du royaume d'Italie restaient

(1) Le nombre total des membres du corps électoral était de 1155. Pour que les délibérations fussent valables, il fallait la présence d'au moins un tiers, c'est-à-dire 386. On ne pouvait plus, le 16 avril, réunir ce nombre.

conséquentes à elles-mêmes et à la situation où se trouvait placé le royaume. En vertu du premier statut constitutionnel, la couronne de France et celle d'Italie ne pouvaient pas être réunies sur la même tête. En vertu du quatrième, le prince Eugène était appelé à la succession à défaut d'héritiers directs, aptes à succéder au trône d'Italie. Napoléon n'avait qu'un fils, et en admettant même que l'abdication volontaire ou forcée de l'empereur ne privât pas son fils de sa succession, toujours était-il vrai que ce fils ne pouvait pas régner en Italie. *Le droit éventuel du prince Eugène était donc devenu un droit positif.* Tout paraissait devoir seconder les vues des grands fonctionnaires et des principales autorités; et tout se serait passé comme ils le désiraient, sans les circonstances dont je vais rendre compte.

Melzi était toujours ennemi des Français et du prince Eugène, qui occupait une place que lui, Melzi, regardait comme lui appartenant de

droit. Obligé de renoncer aux projets ambitieux qu'il avait formés en 1803 et 1804, il s'était tourné vers l'Autriche et avait repris, dans les derniers temps, avec activité, ses anciennes liaisons avec Metternich. C'était lui qui devait, en convoquant le sénat, adresser le message qui indiquerait l'objet de la délibération. Pino, poussé par son amour-propre et par une ambition vague et d'autant plus active qu'elle n'était fondée ni sur son mérite, ni sur sa capacité, s'était mis à la merci de Melzi; et ce dernier, connaissant la portée de cet esprit borné, s'en servait comme d'un instrument aveugle, qui, après avoir servi, retomberait de lui-même dans le néant. Pino, en sa qualité de premier capitaine des gardes, et remplaçant le ministre de la guerre absent, pouvait et devait maintenir l'ordre et empêcher les agitateurs d'arriver à produire une commotion violente; Melzi, l'ayant gagné, n'avait plus à craindre cet obstacle.

D'un autre côté, les agens de l'Autriche,

qui craignaient le résultat de la séance du sénat, réunissaient tous leurs efforts pour l'empêcher, ou pour en détruire l'effet. Ils se servirent, pour y parvenir, du *leurre* employé par les coalisés envers tous les peuples, l'espoir de l'indépendance et de la liberté, si, en écartant tout ce qui était français, ils se jetaient dans les bras de la coalition. Quelques nobles milanais, qui étaient restés attachés à l'Autriche, concouraient avec pleine connaissance de cause à accréditer les paroles de ses agens. La grande masse de la noblesse de Milan, orgueilleuse et ignorante, entra avec avidité dans des projets, dans la réussite desquels elle voyait, ou plutôt elle croyait voir sa domination future et un patriciat comme celui de Venise. Un assez grand nombre de sénateurs de bonne foi, mais dont la perspicacité n'arrivait pas à démêler le véritable but de ces trames, se laissèrent tromper, et crurent, en s'opposant à la délibération de leurs collègues, rendre un service à la patrie. Ces

derniers ne voulaient pas de commotion, et moins encore une insurrection ; il leur suffisait de diriger la délibération du sénat dans leur sens, et de faire écarter toute proposition relative au prince Eugène. Quelques autres sénateurs étaient franchement dévoués à Melzi et se laissaient conduire par lui.

Mais une délibération paisible, et dont l'objet seul les effrayait, ne pouvait convenir, ni aux agens de l'Autriche, ni aux nobles milanais. Ces derniers y voyaient la conservation d'une forme de gouvernement qu'ils voulaient renverser pour dominer eux-mêmes. Les autres voulaient également la chute du gouvernement par une commotion violente, qui, en jetant le royaume d'Italie dans l'anarchie, le livrât à l'Autriche, dépouillé de tout corps constitué qui eût le droit de négocier avec les autres puissances. Il fallait qu'il y eût du sang répandu, afin de compromettre ceux qui l'auraient versé et les empêcher de reculer ; il fallait que des bandes de sicaires fussent appelées

au pillage, afin que la contre-révolution trouvât son appui dans une force révolutionnaire, à défaut de force légale. Tout fut donc préparé à cet effet.

En même temps que l'armistice du 16 avril se concluait, un personnage naturalisé Italien, qui approchait le vice-roi, auprès duquel l'appelait son emploi, et qui remplissait des fonctions constitutionnelles (1), avait été envoyé à Milan, pour remettre au chancelier la lettre qui l'invitait à convoquer le sénat *pour délibérer sur la situation du royaume*, et pour nommer la députation qui devait se rendre à Paris. Ce même personnage avait déjà fait à Milan d'autres voyages, que le secret qu'il y mit rendit suspects à des yeux

(1) On a glosé sur le compte de M. M...... en sens divers, avec aussi peu de raison que de justice. On ne doit le considérer que comme un homme facile, qui a été la dupe de Melzi et de son parti. Il a compromis le prince Eugène par les discours et les suppositions auxquels sa conduite a donné lieu dans cette occasion ; mais il était de bonne foi, et si un léger désir d'ambition personnelle s'est mêlé à celui qu'il avait de voir sur le trône d'Italie le prince auquel il était attaché, il n'y a pas de quoi lui en faire un crime bien grave.

jaloux et prévenus. Entraîné par un zèle pardonnable, quoique l'expression en fût imprudente, il avait pris sur lui des négociations bien simples en elles-mêmes et qu'il compliqua maladroitement, en outrepassant les limites qui lui avaient été tracées, et dans lesquelles le prince voulait se renfermer. Depuis longtemps l'irréflexion et le défaut de bien connaître sa position l'avaient mis, pour ainsi dire, dans les mains de Melzi, qui avait trouvé le secret de l'entourer d'agens à lui, et de le faire diriger, en même temps qu'espionner, jusques dans ses liaisons avec une femme dévouée à Melzi, qui la lui avait donnée. Si ce personnage se fût contenté de remplir sa mission purement et simplement, avec la réserve qui convenait à lui-même et au caractère du prince, peut-être les évènemens qui suivirent n'auraient-ils pas eu lieu. Le parti qui voulait une révolution, pris au dépourvu, n'aurait pas eu le temps d'en développer les matériaux. Au lieu de laisser faire au sénat la proposition

qu'il voulait amener, par les ministres et les sénateurs, qui avaient déjà énoncé leur vœu, il crut porter un coup décisif, en engageant Melzi à l'énoncer formellement dans son message; quoique la lettre du prince, qui devait en être la seule base, ne fît aucune mention d'une proposition spéciale, et qu'il n'eût aucun titre par lequel le prince l'autorisât à ce qu'il voulait faire.

C'est ici qu'on vit jusqu'où pouvait s'étendre l'adresse et la finesse de Melzi, cette astuce que les Itàliens appellent *Macchiavelica*. Quand le chancelier eut entendu le désir qu'on lui exprimait, il se sentit soudainement pris d'un accès de goutte à la main. On sait qu'il était habitué à cette manière de se tirer d'affaire. Cet accident fit qu'il pria le personnage en question d'écrire lui-même la minute du projet de décret qui devait être présenté à la délibération du sénat.

Le sénat fut convoqué le 16, pour une séance extraordinaire, sans que les lettres de

convocation fissent aucune mention du motif de la réunion. Cependant dès le même soir, ce secret qu'on semblait cacher aux sénateurs, fut tellement répandu dans le public, qu'il était l'objet de toutes les conversations, non-seulement dans les salons, mais au théâtre et dans les cafés. Qui peut-on accuser de cette publicité, si ce n'est Melzi lui-même? Elle entrait en effet dans les plans du parti qu'il voulait mettre en mouvement.

Le 17 au matin, le sénat se réunit au nombre inusité de 36 membres. Cinq sénateurs étaient absens et le comte de Brême se dit malade; les ministres de la justice et des finances y assistaient comme membres, et celui de l'intérieur Vaccari, sans voix délibérative, vu qu'il n'était pas sénateur. Le comte Veneri, président, donna d'abord lecture de l'autorisation qu'il avait reçue la veille, du chancelier, pour convoquer le sénat, et ensuite d'un message de Melzi et d'un projet de décret, qui y était annexé. Le message était assez sec et paraissait

écrit par une personne au moins assez indifférente à ses résultats. Après avoir dit, en peu de mots, que les circonstances étaient telles qu'on ne pouvait, sans se rendre coupable, différer de s'occuper de l'existence et des destinées de la patrie, Melzi s'excusait de ne pouvoir se rendre à la séance, sur un accès de goutte, qui l'avait pris la veille. Cependant les momens étaient tellement précieux, qu'il ne croyait pas devoir pour cela différer la communication qu'il avait à faire au sénat et qu'il soumettait à leur patriotisme et à leurs lumières, pour une prompte délibération. Les sentimens connus des sénateurs l'assuraient, disait-il, que leurs délibérations seraient conformes aux intérêts et aux vœux des peuples.

Le projet de décret était le suivant.

« Le sénat du royaume d'Italie

« Considérant que les circonstances poli-
« tiques de l'Europe sont entièrement chan-
« gées, que les hautes puissances alliées ont
« solennellement proclamé la paix du monde,

« et qu'on ne pourrait, sans injustice, craindre
« qu'elles veuillent exclure de leurs intentions
« bienveillantes un royaume, qui, loin de leur
« avoir donné aucun sujet de mécontentement,
« professe envers elles les sentimens qui leur
« sont dus.

« Que le moment est arrivé où le royaume
« peut et doit réclamer l'indépendance dont il
« est digne, et qu'il désire depuis long-temps.

« Que néanmoins les troupes d'une de ces
« puissances occupent une partie du royaume
« et menacent dans ce moment même le res-
« tant du territoire.

« Que la puissance à laquelle appartiennent
« ces troupes est précisément celle à la bien-
« veillance de laquelle le royaume d'Italie est
« accoutumé et aime à compter le plus.

« Enfin, que dans l'état actuel des choses, la
« continuation de la guerre sur le territoire
« italien serait sans objet, et néanmoins aug-
« menterait de beaucoup les calamités qui de-
« puis long-temps affligent le royaume.

Décrète :

Art. 1er. « Une députation du sénat se ren-
« dra, sans délai, près de S. M. l'empereur
« d'Autriche, afin de lui présenter les respec-
« tueux hommages du sénat, et le supplier
« d'ordonner la cessation des hostilités sur le
« territoire italien, jusqu'à ce que le sort de
« l'Italie soit définitivement fixé par les HH. PP.
« coalisées.

Art. 2. « Que S. M. l'empereur d'Autriche
« sera de même suppliée de vouloir bien em-
« ployer sa puissante médiation près de ses
« augustes alliés, pour que l'indépendance du
« royaume soit définitivement consacrée et re-
« connue, et qu'il soit admis à jouir de tous
« les bienfaits que les HH. PP. se proposent de
« répandre sur la grande famille.

Art. 3. « Que S. M. sera également suppliée
« de concourir efficacement auprès de ses au-
« gustes alliés, pour que le royaume d'Italie,
« recevant, dans toute leur extension, l'appli-

« cation du premier et du quatrième statut
« constitutionnel, soit soumis à un roi libre
« et indépendant, et particulièrement au prince
« Eugène, qui, par ses vertus, ses lumières et
« sa conduite honorable, tant en paix qu'en
« guerre, a mérité à un degré égal l'amour, la
« reconnaissance et la fidélité des peuples
« du royaume d'Italie et l'estime de toute l'Eu-
« rope. »

Il est facile de reconnaître ici la duplicité que mit le chancelier Melzi dans toute cette affaire. Le projet de décret, tel qu'il fut présenté, n'était pas celui qu'avait minuté M. M..... Sans chercher d'autres preuves, le bon sens seul indique que ni lui, ni moins encore le prince Eugène, n'auraient jamais parlé de la bienveillance de l'empereur d'Autriche pour le royaume d'Italie; et qu'ils n'auraient pas proposé à l'Autriche d'intervenir près des autres puissances pour que ce royaume fût indépendant.

Lorsque l'Autriche déclara sa défection en

1813, elle y fut décidée par l'appât du gain. D'un côté l'empereur Napoléon offrait de lui rendre la province d'Illyrie, plus la Dalmatie, qui n'avaient été réservées que pour un échange; et de l'autre les coalisés, non-seulement lui permettaient de reprendre l'Illyrie et la Dalmatie, mais lui abandonnaient l'Italie. Le marché était trop avantageux pour que l'Autriche revînt à Napoléon, et elle rompit ouvertement. Comment donc, avec un peu de jugement, pouvait-on prétendre que cette puissance demandât ellé-même à être privée des avantages qui avaient déterminé sa défection? Réclamer son intervention n'était autre chose que faire manquer toute la négociation. En s'adressant au contraire à toutes les puissances coalisées, il pouvait y avoir quelques chances de réussite. L'Italie avait été abandonnée, mais non cédée et garantie. Si, d'un côté, l'Angleterre était disposée à appuyer les prétentions de l'Autriche, d'un autre côté, les vues de la Russie n'étaient pas les mêmes, et ses intérêts, contraires à un trop grand ac-

croissement de l'Autriche, étaient plus favorables à l'indépendance de l'Italie. La Prusse, la Suède et la Bavière devaient, dans cette circonstance, plutôt entrer dans les vues de la Russie; et l'indépendance de l'Italie pouvait encore être un objet à traiter, au moins sur les bases de la paix de Lunéville.

Mais Melzi voulait faire manquer l'objet de la délibération, et, avec cette rédaction, il atteignait son but, soit qu'on approuvât le projet tel qu'il l'avait rédigé, soit qu'on le rejetât. Quant à la minute qu'il avait fait écrire sous ses yeux, il la destinait à un autre usage.

A peine la lecture du message et du projet de décret fut-elle achevée, qu'une foule de sénateurs réclamèrent la parole. Guicciardi, chancelier du sénat, qui l'obtint le premier, proposa d'abord d'examiner si la convocation était constitutionnelle, et si le chancelier garde-des-sceaux en avait le droit; ensuite, et avant toute délibération, de s'informer positivement si le trône était vacant, si le roi avait abdiqué,

et en quels termes. Cette question était assez oiseuse, puisque les évènemens de Paris n'étaient ignorés de personne. Dandolo, qui parla ensuite, en reproduisant les mêmes réflexions, y ajouta que le sénat ne pouvait pas s'occuper d'une proposition aussi grave avant qu'elle eût été examinée par une commission à qui il fallait accorder au moins deux jours. Les sénateurs Paradisi et Veneri et le ministre Vaccari répondirent que le chancelier Melzi était muni d'une autorisation du prince vice-roi, qu'il communiquerait quand on le voudrait; et que, relativement aux objets dont le sénat voulait être informé, il pouvait donner des renseignemens certains. Veneri, en sa qualité de président, proposa que toute cette affaire se traitât en comité secret, afin qu'on pût, sans perte de temps, prendre les mesures prudentes et réfléchies que la circonstance exigeait. Ce n'était pas l'opinion de ceux qui voulaient simplement renverser le gouvernement, et à qui la publicité était nécessaire sous ce rapport.

Guicciardi s'y opposa par des motifs spécieux, tirés de la gravité même de l'objet qu'on devait traiter, et appuya le projet de la commission proposé par Dandolo; il y ajouta que cette commission demanderait au chancelier Melzi les renseignemens nécessaires. Le ministre Vaccari, le président Veneri, et le sénateur Paradisi convinrent alors de l'utilité de la commission, pourvu qu'elle fît son rapport, et qu'on prît une détermination dans le jour même. Le ministre Vaccari annonça que le vice-roi venait de conclure un armistice avec le maréchal de Bellegarde, sous la condition qu'on enverrait en France une députation avant le retour de laquelle les hostilités ne pourraient pas recommencer. Il représenta que de la nomination de cette députation dépendait l'existence politique du royaume, et la concession d'un terme pour négocier; que, sans cela, l'invasion prochaine de la capitale était inévitable. Il ajouta que le vice-roi avait déjà été demandé

par l'armée, ce que beaucoup de sénateurs savaient être vrai.

Ces considérations arrêtèrent ceux qui, entraînés par les objections spécieuses de Guicciardi et de Dandolo, allaient voter le rejet total du projet. On passa donc à la nomination d'une commission, qui fut composée des sénateurs Guicciardi, Bologna, Cavriani, Castiglioni, Costabili, Verri et Dandolo. Tous étaient du nombre de ceux qui avaient montré de l'opposition au projet de décret transmis par Melzi. La commission réunie députa sur-le-champ trois de ses membres, Guicciardi, Verri et Dandolo, au chancelier pour en recevoir des renseignemens. Melzi leur fit voir qu'il était autorisé à convoquer le sénat, en leur exhibant un décret de long-temps antérieur qui lui en donnait la faculté. Il leur communiqua également la lettre du prince, qui lui annonçait qu'il allait conclure un armistice, sous la condition que le royaume pourrait envoyer une

députation aux puissances alliées, et que les hostilités resteraient suspendues jusqu'à la conclusion des négociations qu'entamerait cette députation. Il y était également question de la convocation du sénat pour nommer les députés; mais la lettre ne contenait aucune autre proposition. Naturellement la commission dut s'étonner de ce que le projet de décret parlait d'une députation à l'empereur d'Autriche seul, et non pas aux puissances alliées collectivement; et de la proposition faite en faveur du prince Eugène, lorsque le prince gardait lui-même le silence sur son intérêt personnel.

Sur le premier point, Melzi se justifia en disant que c'était son opinion personnelle, que le sénat pourrait adopter ou rejeter. Quant au second, il prétendit que cette proposition lui avait été imposée, et, pour le prouver, il montra la minute qu'il avait gardée, et qui était écrite d'une main connue de ceux à qui il la fit voir. Il chercha à insinuer que cette minute était jointe à la lettre du prince, et il se garda

bien de dire qu'elle avait été écrite chez lui et à sa demande.

La commission, ayant reçu ces renseignemens insidieux, s'occupa de son travail. Elle n'avait pu méconnaître l'inconvenance et l'inutilité d'une députation à l'Autriche seule; aussi cette disposition fut-elle changée. Dans la séance, un nouveau projet de décret fut présenté au sénat; les considérans en étaient à peu près les mêmes. La députation devait s'adresser aux puissances alliées collectivement, et leur demander la cessation des hostilités et la reconnaissance de l'indépendance du royaume. A l'égard du prince Eugène, l'art. 3 du projet exprimait que le sénat profitait de cette occasion pour renouveler à S. A. I. le prince Eugène les sentimens de sa haute estime et du plus sincère attachement. Enfin le chancelier Melzi était chargé de munir les députés des instructions, des passeports et des lettres de crédit qui étaient nécessaires.

La lecture de ce projet excita parmi les sé-

nateurs des mouvemens en sens divers. Le président Veneri, le sénateur Paradisi, les ministres Prina et Vaccari, représentèrent qu'en écartant la personne du vice-roi, la délibération devenait illusoire, et son objet chimérique. Quant aux expressions de l'art. 3, ils les qualifièrent de ce qu'elles étaient réellement : de *mezzo termine* dérisoire et injurieux. Ils avaient raison sous tous les rapports, car la souveraineté nationale ne se composait que de la réunion des trois pouvoirs constitutionnels : le roi ou son délégué, le sénat, et les colléges électoraux. S'il avait été possible de convoquer les colléges, le prince Eugène l'aurait fait ; mais, dans l'absence du corps électoral, il fallait au moins que les deux autres pouvoirs restassent unis pour représenter la nation. Des députés, légalement élus par la masse de la nation, auraient pu le faire ; quant au sénat, en s'isolant, il ne représentait plus rien ; mais l'exemple du sénat de Paris avait exalté les têtes.

Guicciardi, Dandolo, Massari, Verri, Castiglioni soutinrent le projet de la commission. Le premier allégua que les statuts constitutionnels accordaient la priorité sur le fils adoptif au fils légitime et naturel qui ne porterait pas la couronne de France; et que ce cas pouvant se présenter dans la personne du roi de Rome, le sénat ne pouvait passer outre sans manquer à ses devoirs. Alors le ministre des finances Prina proposa une nouvelle rédaction à l'art. 3 dans ces termes : « La députation est « chargée de faire connaître aux HH. PP. le « droit éventuel acquis par le vice-roi à la cou- « ronne d'Italie, en vertu du premier et du « quatrième statut constitutionnel, droit rendu « plus sacré par son administration, par « la gratitude, les vœux et le désir de la na- « tion. » Le malheureux Prina ne savait pas qu'en faisant cette proposition, il prononçait son arrêt de mort. Guicciardi la combattit, en prétendant qu'il ne fallait pas mettre en avant le droit éventuel avant que l'exclusion du po-

sitif en fût prononcée, et qu'il n'était pas convenable de demander le prince Eugène pour roi aux puissances alliées, et surtout à l'Autriche.

Enfin, après de longs débats, il fut convenu que le projet de la commission serait mis aux voix le premier, sauf à revenir, s'il était rejeté, à celui de Melzi. Alors Dandolo, un de ceux qui s'étaient opposés au comité secret, demanda à son tour le scrutin secret. Le président Veneri s'y refusa, et le projet de la commission fut voté par assis et levé. Les deux premiers articles furent approuvés purement et simplement, et le troisième reçut la modification suivante, proposée par le sénateur Moscati, et rédigée par le sénateur Mangotti : « Les députés seront chargés de présenter à « cette occasion aux HH. PP. les sentimens « d'admiration du sénat pour les vertus du « prince, et de sa vive reconnaissance pour son « administration. » Tout lecteur impartial conviendra que cette rédaction ne manquait pas

moins de jugement que la première. On ne sait à quoi cette déclaration se rattache, ni ce qu'elle doit signifier, si ce n'est une ironie déplacée envers le prince, dont ceux qui l'exprimaient s'étaient montrés peu auparavant si obséquieux serviteurs. Aussi le ministre Vaccari et un nombre de sénateurs se récrièrent-ils contre ce qu'ils appelaient l'injustice et l'ingratitude du sénat. Le comte Luosi chercha alors à faire ajouter à cet article la déclaration sur le droit éventuel du prince, proposée par le ministre Prina; mais Guicciardi et Dandolo s'y opposèrent si vivement, que cet amendement fut rejeté.

Il ne restait plus alors pour clore la séance que la nomination des députés. Le sénateur Paradisi proposa que le choix en fût remis à la prudence du gouvernement; mais la majorité des sénateurs, qui se croyaient de bonne foi investis de la souveraineté, s'opposèrent à la proposition par de si vives clameurs qu'on ne put la mettre aux voix. On passa au scrutin

d'élection, et les députés élus furent Castiglioni, Testi et Guicciardi. Testi refusa la mission à cause de l'ophthalmie dont il était affligé, et les deux autres restèrent seuls.

Le lendemain, ils reçurent de Melzi, moteur de tout ce qui se passait, leurs instructions et une prétendue lettre de créance. Les instructions enjoignaient aux députés de se présenter d'abord à Metternich et à l'empereur d'Autriche, et d'en solliciter la cessation des hostilités, et la reconnaissance de l'indépendance du royaume d'Italie. Ensuite ils devaient insister pour être présentés aux autres souverains alliés. Outre ces préliminaires, qui étaient dans le fait la question principale, il n'y avait que quelques observations sur la nécessité d'obtenir un dédommagement pour le duché de Modène, en cas que les alliés en eussent déjà disposé; ce dédommagement devait être le Parmesan et une partie de l'État de Gênes, y compris la ville. Je ne ferai aucune observation sur ces instructions, dont la niai-

serie se démontre d'elle-même, sinon que Melzi savait fort bien que cette comédie n'aboutirait à rien. Sous prétexte qu'il ne pouvait pas donner de lettres de créance pour la Prusse et la Russie, les députés reçurent une simple lettre de recommandation pour Metternich. Quant aux passeports, Melzi les renvoya à Mantoue, pour en recevoir du prince Eugène, à qui ils devaient également demander les lettres de créance dont ils avaient besoin.

Si je n'avais pas vu depuis, en 1821 et en 1823, la triste répétition des mêmes erremens, je serais peut-être le premier à me refuser à croire à une telle complication d'absurdités, d'inconvenances, et d'ignorance des premières notions de la politique. Mais les pièces officielles qui existent, prouvent à l'évidence combien peu le royaume d'Italie avait alors, dans le sénat, de têtes en état de le diriger.

Les vociférateurs, qui avaient ameuté la capitale par leurs cris et leurs déclamations,

auraient dû être contens, et ils l'auraient été en effet, si leur seul but avait été d'exclure le prince Eugène du trône d'Italie. Le sénat s'était montré en majorité de leur avis. Mais il n'en était pas ainsi; il existait encore dans l'état un corps constitué qui, dans les circonstances actuelles, jouissait, au moins aux yeux des citoyens du royaume, de la souveraineté qu'il s'était attribuée. Tous les efforts se réunirent pour abattre ce corps et achever la révolution. Nous avons déjà vu que, sur ce point, les agens de l'Autriche et la noblesse milanaise étaient d'accord. C'était par une émeute populaire qu'ils voulaient parvenir à leur but. Le temps leur avait manqué, lors de la séance extraordinaire du 17; mais la séance ordinaire du 20, qui allait suivre, leur offrait une occasion favorable, dont ils se disposèrent à profiter. Excités par les promesses fallacieuses des agens autrichiens, il n'est point d'illusions auxquelles ne se livrassent les Milanais. Renverser le gouvernement existant, jouer le rôle

de peuple souverain, traiter d'égal à égal avec les puissances, régler les futures destinées du royaume, devait être leur ouvrage à eux seuls. Ils dédaignaient, pour arriver à ces hautes destinées, le concours des autres corps constitués de la nation, qui, étant *étrangers au Milanais* (1), n'étaient pas dignes d'entrer dans leurs conseils. Pour atteindre un but aussi important, quels furent les moyens qu'ils employèrent? Ici nous laisserons parler le séna-

(1) Voici ce que dit, à ce sujet, l'auteur du mémoire déjà cité :
« Un autre objet d'aversion, et peut-être le plus grand aux yeux « des Milanais, était que le gouvernement employait trop d'étrangers « à leur ville. Cependant ces étrangers y dépensaient, outre le revenu « de leur patrimoine, leur traitement, fourni presque en entier par « leurs départemens respectifs. Pays unique en Italie, et peut-être « dans le monde civilisé, où on ne rencontre que chez bien peu d'ha- « bitans une hospitalité cordiale; et où on trouve chez presque tous, « et surtout chez les nobles, une aversion décidée contre les étrangers : « c'est ainsi qu'ils appellent tous ceux qui ne sont pas originaires de « l'ancienne Lombardie autrichienne. Leur jalouse haine était dirigée « surtout contre les ministres et le sénat. Cependant de six ministres, « deux étaient de la Lombardie; deux Milanais, sur cinq dignitaires; « huit sur cinquante sénateurs; presque tous les conseillers de cassation « et les juges de la cour des comptes; la moitié environ des conseillers « d'état; la plus grande partie des directeurs-généraux; tous les secré- « taires-généraux des ministères et presque tous ceux des directions;

teur qui a décrit les scènes de cette époque. « Répandre des calomnies, solder des ban-« dits (1), insulter la représentation nationale, « courir rapidement de crime en crime, tout « cela devait se faire, pour arriver au but « qu'on se proposait, et tout fut mûrement « combiné dans le cercle de quelques-unes des « principales familles, d'où partit l'alarme ré-« pandue dans les lieux publics. »

Il est impossible de douter que Melzi, noble milanais lui-même, vendu aux intérêts de l'Autriche, ennemi du prince Eugène et de tout ce qui était français, n'ait été, en dessous main, le directeur des mouvemens qui eurent lieu.

« dix, sur les vingt-quatre préfets, et ainsi des autres emplois ; car « la cour était peuplée de chambellans, de dames du palais, d'écuyers « et d'autres individus milanais à la solde de la couronne ; et il n'y « avait pas un département du royaume qui ne comptât quelque juge « et une nuée d'employés venus de la capitale. Vouloir un royaume « constitutionnel, et, par conséquent, un corps intermédiaire, et « prétendre que les membres de ce corps n'appartiennent pas aux divers « départemens, est une conception d'une absurdité sans exemple. »

(1) *Omnes quos flagitium, egestas, conscius animus exagitabat, hi Catilinæ proxumi familiaresque erant,* dit Salluste en parlant du prédécesseur de ces Catilinas modernes.

Quant au général Pino, il a avoué hautement sa coopération, et par-là a pris sur sa tête la responsabilité du désordre et des crimes qui en ont été la conséquence. Le 19, il fit demander une entrevue à M. Darney, directeur-général des postes. Ce dernier, par égard pour le rang du premier capitaine des gardes, grand-officier du royaume, se rendit chez lui. Le but de l'entrevue demandée par Pino était de prévenir M. Darney qu'un mouvement, à la tête duquel il voulait se mettre, allait avoir lieu, et de lui donner des assurances pour sa sûreté personnelle. M. Darney, après avoir fait quelques observations au général Pino, voyant que ce dernier était résolu de se faire chef de contre-révolution, se contenta de lui répondre que, dès l'instant où le gouvernement du vice-roi serait méconnu, sa mission était finie et qu'il se retirerait.

Le 20, jour fixé pour la séance ordinaire du sénat, tout était préparé pour le coup qu'on méditait; et quoiqu'on ne vît dans les envi-

rons du palais du sénat que des groupes de nobles, se promenant à l'abri de leurs *parapluies* (il pleuvait ce jour-là), les sicaires, déjà disposés, n'attendaient que le signal pour agir. Le premier acte de la coopération de Pino, fut d'affaiblir la garde du sénat; au lieu du piquet de 25 hommes, qui y était employé à l'ordinaire, on n'y vit arriver que huit à dix conscrits, à peine habillés. L'adjudant de place Marini se rendit avec eux au sénat, sous prétexte de maintenir l'ordre, mais en effet pour une commission qu'il remplit plus tard. Vers une heure, lorsque le sénat allait se réunir, on vit son palais entouré par une foule de nobles, parmi lesquels figuraient un Gonfalonieri, mari d'une dame du palais; les deux Cicogna, l'un chambellan, l'autre écuyer; Fagnani, chambellan et conseiller d'état, qui avait fait aux frais du gouvernement un voyage en Russie; un nombre d'officiers de la garde nationale; des individus des familles Silva, Serbelloni, Durini, Castiglioni, Trivulzi, Bor-

romeo, Sormanni, Somaglia, Crivelli, Giovio, etc. Un de leurs domestiques se plaça à la porte du palais, tenant une petite échelle, sur laquelle un de ces messieurs montait, chaque fois que la voiture d'un sénateur arrivait, afin de reconnaître et de proclamer son nom. Alors la réunion noble le couvrait de huées populacières ou d'applaudissemens, selon qu'il avait paru, dans la séance du 17, favorable ou contraire à l'envoi des députés aux coalisés. Car, dès le soir du 17, on s'était empressé de faire connaître au public les débats de la séance. Le ministre Prina et le sénateur Paradisi ne vinrent pas ce jour-là au sénat, parce qu'il ne s'agissait que d'une séance mensuelle ordinaire.

A peine les sénateurs étaient-ils réunis, que déjà les sicaires commencèrent à s'approcher du palais, et que des cris confus se firent entendre. Pendant qu'on faisait l'appel nominal, le président annonça au sénat qu'il venait de recevoir du maire de Milan (Durini), la copie d'une

pétition adressée en même temps au chancelier garde-des-sceaux. Cette pièce, qu'on peut appeler le manifeste des nobles milanais, était de la teneur suivante :

« D'après la réunion du sénat du 17 du cou-
« rant, et dont les délibérations n'ont pas été
« communiquées au public, l'opinion générale
« est qu'on y a proposé, discuté et conclu une
« affaire de la plus grande importance pour
« notre royaume. Si, dans les circonstances
« extraordinaires actuelles, il est nécessaire de
« recourir à des mesures extraordinaires, les
« soussignés croient indispensable, d'après les
« principes de la constitution, que les colléges
« électoraux, dans lesquels seuls réside la re-
« présentation légitime de la nation, soient
« convoqués. »

Cette pièce était revêtue de 141 signatures, à la tête desquelles était celle du général Pino. On y remarquait en outre les noms du comte Louis Porro, mari de la première dame du palais; Jacques Trivulzi, chambellan; Gonfalo-

nieri; Gibert Borromée; Jacques Ciani; Medici, écuyer; les conseillers d'état Giovio et Fagnani; les chefs de la garde nationale, parmi lesquels le chef de bataillon Balabio, frère du général, et le capitaine Bossi; le comte Durini, maire, et les conseillers municipaux. Les signataires se trouvaient, dans ce moment, mêlés avec la tourbe de bandits qui assiégeaient le sénat.

Pendant qu'on faisait lecture de la singulière pétition qu'avait reçue le président, l'adjudant de place Marini demanda et obtint d'être introduit dans la salle. Il venait annoncer au président que les officiers de la garde nationale réclamaient l'honneur de garder et de *défendre* l'assemblée. Dans un moment aussi orageux, et lorsque les sénateurs n'avaient pu voir sans quelque inquiétude la diminution de la garde ordinaire, le président agréa cette demande avec plaisir. Qui aurait pu croire, en effet, que la garde nationale, composée de citoyens, pût avoir la bassesse de trahir le premier corps de l'état, à qui elle était venue elle-

même offrir ses services, et qui s'abandonnait à sa bonne foi? Un fort piquet de garde nationale, déjà préparé, arriva, et son premier acte fut de chasser brutalement la troupe de ligne.

Jusqu'à ce moment, la populace noble et roturière avait été contenue par le petit nombre de conscrits qui gardaient le palais. Le seul comte Gonfalonieri s'était avancé jusqu'à la porte de la salle des séances, en s'écriant qu'on voulait la convocation des colléges électoraux. L'adjudant de place Marini, honteux lui-même, avait été obligé de le prier de cesser des clameurs indignes d'un homme de son rang. Mais dès que la garde nationale eut pris possession des portes, la foule des nobles et leurs sicaires soldés eurent la permission d'entrer, et pénétrèrent en masse. Les sénateurs Verri, Massanri et Felici essayèrent en vain de calmer cette tourbe, venue pour crier et commettre des désordres, mais qui ne savait pas elle-même ce que voulaient ses chefs. Ils la con-

tinrent cependant dans la cour principale. Alors les officiers de la garde nationale introduisirent, dans la salle avancée, tous ceux qui se présentaient. Le président Veneri, voyant ce désordre, annonça au sénat qu'il n'y avait plus qu'un instant à délibérer, sous les poignards des assassins, ou que tout était perdu. Il somma alors les vociférateurs de déclarer enfin ce qu'ils voulaient du sénat. Les officiers de la garde nationale, et parmi eux le chef de bataillon Balabia, entrèrent sur cette invitation dans la salle, et sans rougir du rôle honteux qu'ils jouaient, déclarèrent qu'ils voulaient le rappel de la députation, la convocation des colléges électoraux et la clôture de la séance. Le président fut forcé d'écrire et de signer la déclaration suivante : « Le sénat rappelle la députation, convoque les colléges « électoraux, et la séance est levée. » Les sénateurs se séparèrent ensuite, et rentrèrent chez eux par divers chemins, non sans courir quelques dangers.

Le palais du sénat aurait été respecté, si le comte Gonfalonieri n'avait donné lui-même l'exemple de la dévastation. Il en donna le signal en déchirant le portrait de Napoléon, peint par le célèbre Appiani, et en jetant les meubles de la salle par la fenêtre. La populace, qui déjà remplissait le palais, se hâta de suivre le noble exemple que leur donnait un comte, conseiller d'état. En peu d'instans fauteuils, glaces, fenêtres, jalousies, tout fut mis en pièces; les tapisseries, les livres et les papiers, furent lancés et foulés aux pieds.

Le dégât se serait encore étendu plus loin, si le même Gonfalonieri n'avait appelé toute cette bande furibonde à la recherche du ministre des finances Prina, que le comité des nobles milanais avait condamné à périr. Alors toute la horde dévastatrice, guidée par les hommes *à parapluie en soie*, dont beaucoup étaient décorés et qui se mirent à la tête, se dirigea vers le palais des finances. Le malheureux

Prina avait été averti la veille du sort qui le menaçait; mais comptant sur l'activité de la police, et *se fiant aux moyens de répression, que le général Pino avait à sa disposition*, il était resté à son poste. Bientôt les portes du palais des finances furent enfoncées, et les appartemens inondés de brigands altérés de sang et de pillage. Prina, quoique surpris par cette brusque attaque, avait réussi à se cacher, et trompa pendant quelque temps les recherches de ses bourreaux, qu'excitaient leurs nobles patrons, restés dans la rue.

Dans ce moment, et lorsque l'envoi d'une simple patrouille aurait suffi pour chasser ces forcenés, le général Pino se promenait tranquillement dans la rue voisine avec le comte Louis Porro, un des instigateurs de cette scène. Le ministère de la guerre, celui de la police et la douane, étaient à peu de distance, gardés par de forts piquets..... mais ces piquets avaient reçu la défense de bouger de leur poste. Tandis que les assassins de Prina le cherchaient,

un domestique de l'infortuné ministre vint remettre à Pino un billet. Prina lui faisait savoir où il était caché, et le suppliait d'envoyer un détachement pour le sauver. A peine Pino eut-il lu le billet, qu'il s'écria à haute voix, en se tournant vers la foule qui se pressait jusqu'à lui : « Si Prina est dans son grenier, qu'il y « reste. »

L'asile de l'infortuné ministre étant ainsi connu, par les soins de celui de qui il attendait son salut, il fut bientôt découvert, dépouillé, brisé de coups, traîné par les cheveux et précipité par une fenêtre du premier dans la rue. Il est dégoûtant d'avoir à retracer une suite d'horreurs semblables à celles que je dois rappeler; mais l'histoire est destinée surtout à flétrir les grands crimes, et leur doit d'autant moins de ménagemens, que ceux qui les commettent sont dans une situation sociale plus élevée.

Le malheureux Prina, gisant dans la rue, fut abandonné par la populace, qui se mit à

piller son palais ; mais les nobles hommes qui l'attendaient en bas, ne le quittèrent pas pour cela. Ils l'entraînèrent jusque près du grand théâtre, en le meurtrissant à coups de pointe de *parapluie.* En vain un marchand de vin essaya-t-il de le sauver, et parvint-il à le cacher un instant. Prina fut obligé de se livrer lui-même pour sauver la vie à son bienfaiteur. *Pendant quatre heures*, les nobles hommes qui le tenaient se donnèrent une jouissance digne d'eux, et dont les sauvages les plus féroces auraient eu honte, celui de le martyriser *à coups de pointe de parapluie.* Il périt ainsi de spasme et d'angoisses, sans qu'aucun homme du peuple ait porté la main sur lui ; sans avoir reçu aucune blessure mortelle, aucun coup d'une arme tranchante. C'est ce qui résulte du procès-verbal des médecins appelés à visiter son cadavre. Cependant il était tellement défiguré, qu'il n'y eut personne qui pût reconnaître ses traits, lors de la visite du juge de paix..... Puis qu'on nous parle encore des hor-

reurs *plébéïennes* de 1793!..... Le saccage du palais des finances fut complet; les portes, les fenêtres, les grilles et tous les ferremens, furent emportés; la toiture bouleversée et brisée, pour y chercher les trésors que les nobles milanais disaient y être cachés. En un mot, ce bâtiment, qui passait pour un chef-d'œuvre du célèbre architecte, le chevalier Marini, dont il portait le nom, fut tellement dévasté, que le gouvernement se vit obligé de le faire démolir. Mais que faisait le général Pino pendant plus de quatre heures que dura ce désordre affreux?...... Il continuait à se promener dans la rue voisine, il écoutait les vociférations des bandits, dont quelques-uns criaient *viva il re Pino!* (vive le roi Pino), et il eut l'impudeur de dire et d'imprimer qu'il avait fait ce qu'il avait pu pour rétablir l'ordre (1).

(1) On a dit et on a répété que Pino, grand joueur et grand dépensier, devait à Prina une somme de 150,000 fr., qui se trouva ainsi payée. L'accusation, quoique répétée par la voix publique, est trop grave pour qu'on puisse l'admettre légèrement. Mais elle prouve qu'on

Les assassins du ministre Prina ont voulu essayer de se justifier, en calomniant leur victime. Ils avaient répandu à Milan, et ont même voulu faire croire au loin, qu'il s'était enrichi par ses dilapidations; et par là ils avaient été la cause de la destruction de son palais. Les faits ont répondu à cette calomnie, et la modicité de sa succession, après dix ans de ministère, a prouvé qu'il était aussi recommandable par sa probité rigide que par ses grands talens administratifs et son infatigable activité.

Dans les premiers momens de leur délire, les principaux membres de la noblesse milanaise voulurent éterniser la mémoire de leur crime, en faisant publier une gravure qui représente le ministre Prina dans l'instant où on le précipita par la fenêtre. *Les personnages qui y sont représentés, le recevant en bas sur les pointes de leurs parapluies, ne sont pas*

était généralement persuadé que le général Pino pouvait sauver le malheureux Prina, et que, ne l'ayant pas fait, il a voulu sa mort.

des hommes du peuple, *mais des individus richement vêtus et décorés.* Plus tard, l'indignation publique leur ayant fait connaître l'opprobre dont ils s'étaient couverts, et leurs projets extravagans ayant échoué, ils ont essayé de se justifier; et pour y parvenir, ils ont eu l'impudence de faire insérer dans le *Journal des Débats*, en France, que les assassins du ministre Prina n'étaient pas des Milanais. « C'est cette impudence mensongère qui a décidé l'auteur du mémoire que « nous avons cité (1) à y nommer individuellement ceux qui ont figuré publiquement « dans ces désordres. » Il est juste que l'histoire les stigmatise (2).

(1) *E nato da questa mendace impudenza che in questa memoria siano stati nominati individualmente i soggetti che anno publicamente figurato in essi* (mémoire précité). La longue liste des nobles acteurs et promoteurs des désordres du 20 avril y est imprimée en entier.

(2) Il y a quelques années que le comte Gonfalonieri, ayant conspiré contre l'Autriche, a été condamué à la peine de mort, commuée dans celle de la détention. S'il n'a pas mérité son sort comme carbonari, au moins s'en était-il rendu digne, le 20 avril 1814. La Providence, malgré sa longanimité, ne laisse pas toujours les crimes impunis.

Pendant la journée du 20, la municipalité de Milan essaya vainement de calmer les esprits, en faisant publier la note extorquée au président du sénat, et en annonçant que le général Pino avait pris le commandement militaire suprême et que les colléges électoraux se réuniraient le 22. Les misérables soldés, la populace ameutée et les bandits qui avaient profité de cette occasion pour se montrer ouvertement, étaient déchaînés; ils ne voyaient que le pillage, et cherchaient une proie; des moyens coërcitifs, appuyés par la force, pouvaient seuls les faire rentrer dans l'ordre.

La journée du 21 fut terrible pour la ville de Milan, et effrayante pour les conspirateurs eux-mêmes; ils avaient ameuté la populace sans avoir ni le courage ni le talent nécessaires pour la maintenir dans des limites données. Dès le matin, une foule de paysans s'étaient répandus dans la ville, armés de bâtons ferrés, de piques et de poignards; les gardes de finance avaient abandonné les portes; les

boutiques s'étaient fermées; des troupes de bandits parcouraient les rues marquant du geste et de la voix les maisons à piller. Dans ce moment où tous les pouvoirs étaient confondus et toutes les têtes frappées de vertige et de déraison, la municipalité prit sur elle de nommer une régence qu'elle composa de sept Milanais : Pino, Verri, Mellerio, Borromeo, Albert Litta, Giulini et Bazzetta. Cette régence, formée de gens incapables de faire tête à l'orage, commença par des actes de faiblesse. Le prix du sel et du tabac et les droits d'octroi furent réduits à moitié, et l'enregistrement fut aboli.

Avec un peu de jugement, on aurait vu que, dans le moment présent, ces palliatifs, en décélant de la faiblesse et de la crainte, augmentaient le mal, au lieu de le faire cesser. Les conspirateurs du 20 avaient armé leurs sicaires et ameuté des bandits, en leur promettant l'assassinat et le pillage. C'étaient donc le pillage et l'assassinat seuls que voulait une

tourbe incapable d'avoir ni opinion, ni vues politiques. On ne sait jusqu'où le mal se serait étendu, si son excès même n'en avait amené le remède. Ayant trouvé le palais du roi et celui du sénat trop bien gardés, et n'y ayant plus rien à voler dans celui du défunt ministre Prina, les attroupemens se dirigèrent vers la douane générale. Cet entrepôt central contenait des marchandises et des effets précieux, dont la perte aurait compromis la fortune de presque tous les commerçans de Milan. Ce que l'amour de la patrie n'avait pu faire, l'amour de l'argent le fit. Les négocians prirent les armes avec leurs commis, leurs familles et leurs connaissances, et se répandirent en patrouilles dans les rues. Une de ces patrouilles, ayant marché baïonnettes basses sur un des groupes les plus nombreux et les plus menaçans, il se dispersa à l'instant. Cet exemple fut suivi, et la ville fut nettoyée des brigands. De nombreuses arrestations eurent lieu, mais sans aucune suite, parce que, derrière les cou-

pables, se trouvaient leurs nobles et puissans patrons.

Les députés du sénat, partis de Milan le 19, étaient à peine arrivés à Mantoue, qu'on y reçut la nouvelle des évènemens du 20. Ils auraient dû comprendre que leur mission n'était plus que ridicule, et revenir sur leurs pas; ils demandèrent cependant une audience au prince Eugène, pour lui communiquer le décret et les instructions dont ils étaient porteurs. Le prince Eugène était en droit de leur faire, ainsi qu'à leurs commettans, de graves reproches, au nom même de leur patrie dont ils avaient sacrifié la destinée. C'était avec le prince Eugène, chef du gouvernement du royaume d'Italie, et à la tête de l'armée italienne, que le général en chef autrichien avait traité. Cette base manquant, les stipulations relatives à l'indépendance du royaume tombaient d'elles-mêmes. Les sénateurs et ceux qui usurpèrent le titre de collége électoral virent bientôt que, par leur scission, le

royaume était considéré comme dissous, et qu'on ne daignerait pas faire attention à eux. Cependant le prince se contenta de leur répondre que, sa mission étant terminée, ils pouvaient s'adresser au maréchal de Bellegarde. En effet, tout ce qu'il pouvait encore faire était de capituler, en stipulant les conditions les plus avantageuses qu'il pourrait pour l'armée qui était restée fidèle à la patrie, et c'est ce qu'il fit le 23 avril.

La tranquillité ayant été rétablie à Milan, et un régiment de cavalerie, envoyé par le prince Eugène, y étant arrivé dans la nuit du 21 au 22, les contre-révolutionnaires reprirent courage. Le 22, le club, qu'ils appelaient collége électoral, se réunit et tint sa première séance. Il n'y avait, dans cette réunion, que les électeurs de Milan qui appartinssent aux trois colléges des propriétaires, des commerçans et des savans. Environ soixante-dix individus qu'ils appelèrent de la seule Lombardie, et qui presque tous étaient des employés du gou-

vernement, qui résidaient à Milan, appartenaient au seul collége des propriétaires. Ils le firent, dit l'auteur que nous avons déjà cité, « de crainte que des hommes éclairés, sages « et non égarés par la folie, n'empêchassent, « par leur majorité, l'accomplissement de leurs « gigantesques projets. » La première nullité que présentait ce conciliabule était dans l'exiguité même du nombre des membres, puisqu'ils n'étaient qu'environ cent soixante, et que, selon la constitution, ils auraient dû être trois cent quatre-vingt-six au moins pour pouvoir délibérer ; la seconde était dans l'absence de la représentation de deux des trois colléges.

Ces nouveaux souverains improvisés nommèrent pour leur président le conseiller d'état Louis Giovio, qui, peu de jours auparavant, commissaire du gouvernement dans le département du Lario, avait péroré avec beaucoup de chaleur les citoyens, pour leur prouver qu'ils devaient soutenir ce même gouvernement par tous les secours possibles en

hommes et en argent. Ainsi constitués, ils abolirent le sénat, dont ils réunirent la dotation au domaine, — déclarèrent non avenue la députation, — supprimèrent le conseil d'état et le ministère du secrétaire d'état, — approuvèrent la régence, — nommèrent Pino *généralissime des forces de l'État*, — délièrent tous les citoyens du serment de fidélité à la constitution, — firent mettre en liberté les détenus pour opinions politiques et pour délits de finance et de conscription; — enfin ils amnistièrent les déserteurs et les réfractaires. Ayant ainsi démoli le gouvernement dans l'instant où l'ennemi était au cœur de l'État, et sans songer à se créer au moins des moyens de résistance, ils crurent s'être constitués en gouvernement indépendant, et avoir obligé la coalition à les reconnaître. En conséquence, ils decrétèrent qu'on notifierait aux commandans des troupes coalisées la nomination du général Pino, et qu'*on inviterait les hautes puissances à concourir à la félicité du pays*.

Dans cette même séance, sans égard à la mesure prescrite par la prudence et consacrée par l'usage, de ne délibérer qu'après l'examen et sur le rapport d'une commission, ils improvisèrent une constitution. Comme on peut bien le croire, elle fut composée de lambeaux de toutes les constitutions connues, cousus ensemble, sans égard à leur incohérence.

Après ce premier pas, ils s'occupèrent des puissances coalisées, et il fut résolu de leur demander :

Primò. L'indépendance absolue du nouvel État, qui devait représenter le royaume d'Italie, en permettant toutefois aux puissances coalisées de lui donner le nom qu'elles voudraient ;

Secundò. La plus grande étendue de frontières qu'il serait possible, en accordant néanmoins une place aux vues et aux intérêts des puissances ;

Tertiò. Une constitution libérale, basée sur la division du pouvoir exécutif, légis-

latif et judiciaire, une représentation nationale;

Quartò. Que les colléges électoraux fussent autorisés à faire cette constitution (1);

Quintò. Un gouvernement monarchique héréditaire, par succession primogénitale, et un prince qui, *par son origine* et ses qualités, puisse faire oublier les maux causés par le gouvernement passé (2).

Les désirs des colléges auraient été bien plus étendus; mais ils eurent la modération de les restreindre sur les sages observations de quelques membres, qui représentèrent : *que la civilité ne permettait pas qu'on liât les mains aux souverains alliés.* Cependant, dans la séance suivante, on ajouta, pour correctif à la cinquième demande, que le roi devait être un *prince nouveau*, afin d'éloigner toute idée

(1) Ainsi ils étaient forcés de convenir qu'ils n'avaient pas le droit de promulguer une constitution, et déjà ils l'avaient faite.

(2) Les maux qu'avaient soufferts la plupart des membres de ce club, consistaient en décorations, dotations, emplois et pensions, prix de leur basse adulation, ou extorqués par leurs intrigues.

d'attachement à celui qui avait cessé de gouverner. Une sixième demande fut également jointe aux précédentes. Ce fut celle de la liberté de leurs fils, prisonniers de guerre et victimes, depuis si long-temps, d'une cause injuste.

Enfin la régence fut chargée de nommer, parmi *les citoyens les plus distingués*, une députation ayant mission de présenter aux souverains alliés les vœux de la nation : sans doute c'était pour les édifier par la lecture des importans travaux du club constituant. La régence ne trahit pas la confiance du collége de Milan et choisit, en effet, les citoyens qui s'étaient le plus distingués dans les scènes du 20 avril, ceux dont l'éloquence bruyante et provocatrice avait donné le signal du saccage du palais sénatorial, de celui de Prina et du meurtre de cet infortuné ministre. Ce furent Marc-Antoine Fé, Gonfalonieri, Ciani, Albert Litta, Jacques Trivulzi, Pierre Balabio, et Beccaria, secrétaire.

Pendant que le soi-disant collége électoral

démolissait l'État d'un côté, la régence en dispersait les matériaux de l'autre. La peur avait déjà fait prononcer le 21 l'abolition ou la réduction d'une grande partie des impositions qui formaient le revenu de l'État. L'impossibilité de revenir sur ces mesures insensées et destructives força la régence à grever les propriétaires par l'augmentation de l'impôt foncier. Mais, pour dédommager l'État des pertes qu'il faisait, elle nomma le général Mazzuchelli au grade de général de division, rétablit dans ses fonctions le général Dembowski destitué, et nomma chef d'escadron un capitaine d'état-major, qui avait servi à Milan et s'était distingué..... par un roman et une tragédie. Elle destitua le général Fontanelli, coupable du crime d'être resté fidèle à son poste et d'avoir plus de talens et de moralité que les nouveaux régens. Elle destitua également le préfet de police Villa, coupable du crime bien plus grand d'avoir fait interroger et mettre en jugement les vagabonds et les sicaires arrêtés le 21,

et d'avoir ordonné une enquête, pour découvrir et punir les assassins du ministre Prina. Les vagabonds, les assassins soldés furent remis en liberté, et le préfet puni, sous le prétexte d'avoir osé *faire revivre des animosités qu'on voulait étouffer, et qu'il s'écartait du principe adopté par la régence, de couvrir d'un voile les évènemens passés.* Dans le fond, la régence avait un intérêt assez vif à empêcher une enquête au bout de laquelle auraient paru quelques-uns de ses membres.

Ces ridicules comédies n'arrêtaient cependant pas la marche des troupes autrichiennes. Dès le 25 avril, le général Sommariva, arrivé à Milan, annonça à la régence, qu'en qualité de commissaire des puissances alliées, et *en vertu de la convention conclue avec le prince vice-roi,* il allait se mettre à la tête du gouvernement. L'entrée successive des troupes autrichiennes déplut aux nouveaux souverains, mais ne leur ouvrit pas encore les yeux. Après avoir proclamé dans les journaux *les senti-*

mens de leur joie et de leur reconnaissance, à la vue des guerriers libérateurs et pacificateurs de l'Europe, ils continuèrent à se réunir. Cependant les colléges adressèrent une députation au général Sommariva qui, à leur grand étonnement, leur fit entendre que leurs réunions et leurs délibérations lui déplaisaient. Tout ce que les députés obtinrent par leurs prières, fut la permission de se réunir encore deux ou trois fois, pour ne pas paraître avoir été chassés, mais sans rien délibérer ni décréter.

A peu près à la même époque, le 29 avril, un mémoire signé par 22 sénateurs fut remis au général autrichien. Ce mémoire était une protestation fondée sur la constitution du royaume d'Italie, contre l'acte des colléges qui abolissaient le sénat, et contre la prétention de ces mêmes colléges de représenter seuls l'État; c'était bien du temps et des paroles perdus. D'un autre côté les soi-disant colléges, constans dans leur extravagance, terminèrent

leur carrière burlesque, en faisant aux coalisés une niche d'écoliers de sixième. Dans une séance du 30 avril, ils se déclarèrent *en permanence*, et dans la dernière, qui fut le 2 mai, *ils s'ajournèrent jusqu'au retour de la députation envoyée par la nation aux augustes souverains, et jusqu'à ce qu'ils en aient reçu des communications importantes*. Après avoir déclaré que l'armée italienne avait toujours mérité de la patrie, ce que chacun savait avant eux et mieux qu'eux ; décrété un message à la régence pour lui faire part de leur prorogation indéfinie, et voté l'impression des discours de clôture de M. Giovio..... la toile tomba et chacun s'en fut chez soi.

Le 23 mai, le maréchal de Bellegarde prit solennellement possession du royaume d'Italie, au nom de l'Autriche, et mit le sénat et les colléges d'accord, en les abolissant tous deux, ainsi que la garde nationale.

Je n'ai pas cru pouvoir peindre avec trop de force la conduite criminelle et extravagante

d'une poignée de factieux qui, dans le fol espoir de se mettre à la tête de l'État et de s'approprier le pouvoir, ont porté eux-mêmes le dernier coup à leur malheureuse patrie. Mais il serait injuste de confondre avec ces tribuns insensés la saine partie des citoyens italiens, qui, heureusement, en forme la grande majorité. Les citoyens de Milan ont déploré les excès du 20 et du 21 avril, commis par des bandits qui les menaçaient eux-mêmes et que protégeaient des hommes payés par l'État, pour y maintenir l'ordre et la sûreté. Ceux du reste de l'Italie, forcés de ployer sous le joug, en ressentent tous les jours les funestes conséquences. Ce n'était que dans la réunion des pouvoirs établis par la constitution, et dans une démonstration de volonté unanime et légale, que le royaume d'Italie pouvait fonder quelque espérance et réaliser les stipulations de la convention du 16 avril. La discorde fit tout échouer..... Nous verrons en 1821 le même esprit de faction conduire

aux mêmes erreurs, et faire manquer à l'Italie une des plus belles chances qui se soient présentées pour son indépendance.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

FIN DE LA TABLE.

